

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 155
N° 49

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 7
no Titema 2006

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 42 52 61

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC 11 TG du 17 novembre 2006 portant agrément de M. Henri Maere en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Hao	4262
Arrêté n° HC 54 IDV du 20 novembre 2006 portant agrément de M. Briscoe Panai en qualité d'agent de la police municipale	4262
Arrêté n° HC 570 DAC du 20 novembre 2006 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la dotation globale non affectée de fonctionnement (DGNAF) et la dotation non affectée d'investissement (DNAI) du Fonds intercommunal de péréquation pour les mois de novembre et décembre 2006	4263
Arrêté n° 15 MAAT du 21 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 relatif à la composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité Activités physiques pour tous	4266
Arrêtés n° HC 2926 et n° HC 2927 CAB du 22 novembre 2006 portant autorisations d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines	4266
Arrêté n° HC 579 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	4267
Arrêté n° HC 580 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	4268
Arrêté n° HC 581 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	4269
Arrêté n° HC 582 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges au comité technique paritaire territorial des services de la police nationale auprès du haut-commissaire de la République de la Polynésie française	4269
Arrêté n° HC 584 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française	4270
Arrêté n° HC 1890 DRCL du 27 novembre 2006 portant nomination au sein de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Nuku Hiva	4271

Arrêté n° HC 1891 DRCL du 27 novembre 2006 portant nomination au sein de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Uturoa - Raiatea	4271
Arrêté n° HC 1982 DRCL du 27 novembre 2006 portant nomination au sein de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Faa'a	4272
Arrêté n° HC 384 SME/BRHT/ET du 30 novembre 2006 portant intérim des fonctions de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française	4272

EXTRAITS

Arrêté n° HC 531 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à l'association Maatea Afareaitu pour la construction d'une bibliothèque pour les enfants, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 04, catégorie 64 (exercice 2006)	4272
Arrêté n° HC 532 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à l'association Raianavai - Raivavae pour l'organisation d'une exposition de découverte et de promotion de l'artisanat, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 04, catégorie 64 (exercice 2006)	4273
Arrêté n° HC 533 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à la Fédération des femmes océaniques, amies et sympathisantes de Polynésie française pour participer à une rencontre culturelle, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 04, catégorie 64 (exercice 2006)	4273
Arrêté n° HC 534 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à la Fédération tahitienne de pétanque pour l'organisation de rencontres sportives, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 04, catégorie 64 (exercice 2006)	4273
Arrêté n° HC 535 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à l'association Tamarii Rurutu pour l'organisation d'un voyage pour les jeunes à Rurutu, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 04, catégorie 64 (exercice 2006)	4274
Arrêté n° HC 536 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à l'association Vahine Punarua pour l'organisation d'une exposition, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 04, catégorie 64 (exercice 2006)	4274
Arrêté n° HC 537 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à l'association Tomite Matete Mapuru A Paraita pour l'organisation d'un arbre de Noël avec plusieurs animations culturelles et folkloriques traditionnelles pour les enfants des quartiers défavorisés de la ville de Papeete, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 04, catégorie 64 (exercice 2006)	4274
Arrêté n° HC 538 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à l'association Tamarii No Taputapuatea pour la construction de pirogues pour les jeunes des quartiers, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 07, catégorie 64 (exercice 2006)	4274
Arrêté n° HC 539 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention au profit de l'association Festival international du film documentaire océanien (FIFO) pour l'organisation du FIFO 2007, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 05, catégorie 64	4275
Arrêté n° HC 540 DAE/BASID du 3 novembre 2006 portant attribution d'une subvention à l'association Te Haka Tupuna Nui pour financer un projet d'échange culturel avec la communauté de Rapa Nui, ministère de l'outre-mer, programme 123, action 05, sous-action 03, catégorie 64 (exercice 2006)	4275
Arrêtés n° 571 et n° 572 HC du 20 novembre 2006 portant attribution de subventions au titre de l'insertion, adaptation pédagogiques, animation et développement rural et au titre de la formation continue des personnels des lycées agricoles en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu au titre de l'année 2006	4275
Arrêté n° HC 122 SAIA du 23 novembre 2006 modifiant les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° HC 108 SAIA du 3 octobre 2006 portant attribution à la commune de Rimatara d'une subvention de 11 446 345 F CFP, soit 95 920,37 euros pour permettre la construction d'un hangar pour les engins lourds à Amaru, au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, action 02, sous-action 05, catégorie 64 du ministère de l'outre-mer.	4275
Arrêté n° HC 585 DAE/BASID du 24 novembre 2006 modifiant l'arrêté n° 1445 MASC du 2 décembre 2003 modifié portant attribution d'une subvention à l'Office polynésien de l'habitat (OPH) pour l'opération "Résorption de l'habitat insalubre de Mama'o, zone Ah Fat partie basse", ministère de l'outre-mer, programme 123, action 02, sous-action 03	4276

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1368 CM du 28 novembre 2006 portant nomination de Mme Geneviève Garry en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'EPIC Vanille de Tahiti.	4276
Arrêté n° 1370 CM du 28 novembre 2006 ordonnant le lancement des études nécessaires à la mise en place du plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (archipel des Marquises)	4277
Avis n° 1381 CM du 30 novembre 2006 sur le projet de décret relatif à la partie réglementaire du code du commerce ..	4278
Arrêté n° 1382 CM du 30 novembre 2006 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Fakahina, archipel des Tuamotu, pour une exploitation de classe 1 B exploitation à vue	4278
Arrêté n° 1383 CM du 30 novembre 2006 portant création, organisation et fonctionnement du centre de lecture annexé à l'école normale mixte de la Polynésie française	4279
Arrêté n° 1384 CM du 30 novembre 2006 portant modification de la délibération n° 79-9 AT du 19 janvier 1979 modifiée portant création d'une école normale mixte de la Polynésie française et fixant les règles de son fonctionnement .	4280
Arrêté n° 1386 CM du 30 novembre 2006 portant nomination de Mlle Valérie Bernier en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public administratif dénommé "Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française" (IJSPF)	4280

EXTRAITS

Arrêtés n° 1337 et n° 1338 CM du 24 novembre 2006 renvoyant en seconde lecture les délibérations n° 28-06 et n° 29-06 CHPF du 18 septembre 2006 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant attribution d'indemnités de sujétions spéciales au directeur adjoint et aux directeurs fonctionnels	4281
Arrêté n° 1341 CM du 24 novembre 2006 fixant les caractéristiques des panonceaux signalant les établissements d'hébergement de tourisme classés	4281
Arrêté n° 1342 CM du 24 novembre 2006 portant virement de crédits au sein du chapitre 943 "secteur éducation".	4282
Arrêté n° 1343 CM du 24 novembre 2006 portant autorisation préalable d'investissement étranger en Polynésie française au profit de la société civile immobilière Toamaru Partners	4282
Arrêté n° 1344 CM du 24 novembre 2006 portant virement de crédits au sein du chapitre 960 "secteur économie".	4282
Arrêté n° 1346 CM du 24 novembre 2006 portant approbation de la convention annuelle 2006 "Programme photovoltaïque en Polynésie française" et habilitant le Président de la Polynésie française à signer ladite convention	4283
Arrêté n° 1347 CM du 24 novembre 2006 habilitant le Président de la Polynésie française à signer les avenants aux contrats d'association conclus entre l'Etat et les directions de l'enseignement privé de Polynésie française	4283
Arrêté n° 1349 CM du 24 novembre 2006 portant versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2 du PK 25,200 au PK 25,800 à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra	4283
Arrêté n° 1350 CM du 24 novembre 2006 autorisant le changement de situation géographique de trois emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole et la régularisation du dépassement de superficie des maisons d'exploitation et de greffe au profit de la SCA Motutahiri Pearls Farm (exploitante n° 256), sis à Ahe, commune de Manihi	4283
Arrêté n° 1351 CM du 24 novembre 2006 portant autorisation d'empiètement de prospect d'un hangar à usage d'entrepôt sur le domaine public fluvial au droit de la parcelle 5 du partage des terres Ruheruhe et Paevai cadastrées section H n° 396, quartier Tavararo, commune de Faa'a, au profit de la SCI Paevai	4284
Arrêtés n° 1352 à n° 1355 CM du 27 novembre 2006 portant autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime, au profit de MM. Louis Bellais (exploitant n° 161), Syli Mita Charles (exploitant n° 8), Mme Christine Tetaahi Fareata épouse Buillard (exploitante n° 115) et M. Tagata Rehua (exploitant n° 48), sis à Arutua, commune de Arutua	4284

Arrêté n° 1356 CM du 27 novembre 2006 portant affectation de deux emplacements du domaine public maritime sis au droit de la terre nommée "Apaapatere 2", référencée commune de Taputapuatea, section de commune de Avera, au profit de la commune de Taputapuatea	4284
Arrêté n° 1357 CM du 27 novembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, au profit de M. Tetauru Tufanui Tuanaa (exploitant n° 328), sis à Ahe, commune de Manihi.	4285
Arrêté n° 1358 CM du 27 novembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, au profit de M. Athanase Tavaearai (exploitant n° 10), sis à Anaa, commune de Anaa	4285
Arrêté n° 1359 CM du 27 novembre 2006 portant cession au franc symbolique et en toute propriété d'une parcelle détachée du lot 36 de la terre Atihiva, sise à Afaahiti, commune de Taitapu-Est, au profit de l'Office polynésien de l'habitat (OPH)	4285
Arrêté n° 1360 CM du 27 novembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, au profit de M. Tapuni Kavera (exploitant n° 27), sis à Hao, commune de Hao	4285
Arrêté n° 1361 CM du 27 novembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, au profit de M. Teapehu Tutana Takamoana (exploitant n° 142), sis à Hao, commune de Hao.	4285
Arrêté n° 1362 CM du 27 novembre 2006 portant affectation des lots 2 et 4 de la terre Paepaenui-Vaiai-Vaitie-Vaihonu cadastrés commune de Hiva Oa, section de commune de Atuona, au profit de la direction de l'équipement.	4285
Arrêté n° 1364 CM du 27 novembre 2006 portant habilitation du Président de la Polynésie française à signer la convention cadre relative à la gestion du dispositif à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE)	4286
Arrêté n° 1365 CM du 27 novembre 2006 portant habilitation du Président de la Polynésie française à signer la convention portant dispositions particulières d'application à la convention cadre relative à la gestion du dispositif à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE) pour l'année 2006	4286
Arrêté n° 1366 CM du 27 novembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime, au profit de Mme Tetuapaena épouse Hio (exploitante n° 89), sis à Ahe, commune de Manihi.	4286
Arrêté n° 1367 CM du 27 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 1030 CM du 9 juin 2004 autorisant la location d'une partie de la terre dénommée Tevarovaro-Taputai, sise à Avera, référencée commune de Taputapuatea, PV n° 80, pour une superficie de 8 hectares, au profit de la SCA Aratao Vanille	4286
Arrêté n° 1369 CM du 28 novembre 2006 nommant M. Pierre Souvignet chef par intérim du service du développement rural	4286
Arrêté n° 1380 CM du 29 novembre 2006 portant nomination de M. Gilbert-Louis Lescroel en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim	4286

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

Vice-présidence, ministère du tourisme, de l'économie, des finances, du budget et de la communication

EXTRAITS

Arrêtés n° 391 à n° 394 VP du 29 novembre 2006 portant classement par tiare des établissements Pension Yolande, Motel Vanille, Pension Vehine Hou et Tahaa Lagon Hibiscus	4286
---	------

Ministère de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports

EXTRAITS

Arrêtés n° 777 et n° 778 MET du 23 novembre 2006 ordonnant la déconsignation de parties des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Tohetupou 3 et Tematie-Faraomahou nécessaires à la construction de l'aérodrome de Tikehau.	4287
Arrêté n° 779 MET du 23 novembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tereia 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Mataiva.	4288

Arrêté n° 780 MET du 23 novembre 2006 complétant l'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1990 qui a ordonné la déconsignation de l'indemnité d'expropriation concernant les parcelles des terres Tunaiti 1, lot 1 et Tunaiti 2, lot 1 nécessaires aux travaux de construction de la route de dégagement ouest de Papeete	4288
Arrêté n° 781 MET du 23 novembre 2006 portant déconsignation d'une partie des indemnités relatives aux terres Aorai (PV 157) et Tepirahirahi (PV 210) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès de la vallée de Papenoo.....	4288
Arrêté n° 782 MET du 23 novembre 2006 portant déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Tavana 2 (plan 3) nécessaire aux travaux d'aménagement d'une route d'accès à une plage de surf et de ses ouvrages annexes dans la commune associée de Papenoo, commune de Hiti'a O Te Ra.....	4288
Arrêté n° 783 MET du 23 novembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tereia 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Mataiva.....	4288
Arrêtés n° 784 et n° 785 MET du 23 novembre 2006 ordonnant la déconsignation de parties des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations concernant les terres Tohetupou 3 et Tematie-Faraomahou nécessaires à la construction de l'aérodrome de Tikehau.....	4288
Arrêté n° 786 MET du 23 novembre 2006 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Matiti 3 et Opakari 3 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takaroa.....	4288
Arrêté n° 793 MET/STMA du 29 novembre 2006 autorisant M. Manumea Tetairekie à occuper le domaine public aéroportuaire de Reao (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un stand de restauration les jours de vols commerciaux	4289

Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur

EXTRAITS

Arrêté n° 1813 MEE du 28 novembre 2006 abrogeant l'arrêté n° 614 MED du 9 février 1989 portant organisation des commissions consultatives de personnels non titulaires et dépendant de la direction des enseignements secondaires	4289
---	------

Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique

Arrêté n° 3430 MTE du 24 novembre 2006 portant désignation des membres du comité médical de la Polynésie française.....	4289
---	------

Ministère de l'agriculture, de l'élevage et des forêts

EXTRAITS

Arrêté n° 434 MAE du 29 novembre 2006 portant sixième modification de l'arrêté de délégation de signature n° 2 MAE du 7 avril 2005.....	4289
Arrêté n° 435 MAE du 29 novembre 2006 portant nomination de M. Bruno Rozier en qualité de directeur par intérim de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Polynésie française.....	4290

Ministère de la mer, de la pêche, de l'aquaculture et de la recherche

EXTRAITS

Arrêté n° 421 MER du 28 novembre 2006 accordant diverses aides individuelles dans le cadre du dispositif de soutien à la pêche (DSP) au titre de l'aide en petits matériels pour la pêche lagonaire	4290
---	------

Ministère des postes et télécommunications et de la perliculture

EXTRAITS

Arrêtés n° 341 à n° 343 MPP du 27 novembre 2006 portant autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Siméon Timiona Puke (exploitant n° 212), Mlle Hinano Bella Taveré (exploitante n° 213) et Mme Sylvia Vahinetua épouse Taveré (exploitante n° 74) sis à Apataki, commune de Arutua	4290
--	------

Arrêté n° 344 MPP du 27 novembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Emilie Ruita Pautu épouse Tekori (exploitante n° 189) sis à Kauehi, commune de Fakarava	4291
Arrêtés n° 345 à n° 347 MPP du 27 novembre 2006 portant autorisations d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Bérinda Berthild Maramahiti Faura épouse Otare (exploitante n° 273), MM. Poanere Loïc Faura (exploitant n° 268) et Taaroa Faatupuarii Faura (exploitant n° 267) sis à Manihi, commune de Manihi	4291
Arrêté n° 348 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Vaiana Taerea Tauotaha épouse Dantin (exploitante n° 7) à l'usage de son exploitation pericole sise à Manihi, commune de Manihi	4292
Arrêté n° 349 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Annick Maeva Tufariua épouse Teuira (exploitante n° 388) à l'usage de son exploitation pericole sise à Takaroa, commune de Takaroa	4292
Arrêté n° 350 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Thomas Paeamara (exploitant n° 44) à l'usage de son exploitation pericole sise aux Gambier, commune des Gambier	4292
Arrêté n° 351 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Daniel Turerefauroa Natua (exploitant n° 45) à l'usage de son exploitation pericole sise à Manihi, commune de Manihi	4292
Arrêté n° 352 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Gabriel Tetoka (exploitant n° 60) à l'usage de son exploitation pericole sise à Takume, commune de Makemo	4292
Arrêté n° 353 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Charles Delord (exploitant n° 363) à l'usage de son exploitation pericole sise à Ahe, commune de Manihi	4292
Arrêtés n° 354 et n° 355 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de MM. Bernard Tukuhihi Tehaamoana (exploitant n° 449) et Steeve Vahitu Alvarez (exploitant n° 481) à l'usage de son exploitation pericole sise à Takaroa, commune de Takaroa	4292
Arrêté n° 356 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Heimana Bob Mataoa (exploitant n° 252) à l'usage de son exploitation pericole sise à Manihi, commune de Manihi	4292
Arrêté n° 357 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 469 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Pasien Marama Tinihau Williams (exploitant n° 96) à l'usage de son exploitation pericole sise à Katiu, commune de Makemo	4292
Arrêté n° 358 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 926 PR du 14 avril 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Roovera Ebbs (exploitant n° 100) à l'usage de son exploitation pericole sise à Tahaa, commune de Tahaa	4292
Arrêté n° 359 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 457 MER/PRL du 18 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Tiare Tafano (exploitante n° 222) à l'usage de son exploitation pericole sise à Arutua, commune de Arutua	4292
Arrêté n° 360 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 133 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. André Mac Carthy (exploitant n° 207) à l'usage de son exploitation pericole sise à Ahe, commune de Manihi	4293
Arrêté n° 361 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 460 MER/PRL du 18 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Pipikura Heiariki Ehumoana épouse Tihata (exploitante n° 195) à l'usage de son exploitation pericole sise à Apataki, commune de Arutua ..	4293
Arrêté n° 362 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 116 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Garoro Heimata Turoa épouse Tahua (exploitante n° 216) à l'usage de son exploitation pericole sise à Ahe, commune de Manihi	4293
Arrêté n° 363 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 119 MER du 22 juin 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Maui Olivier Paquier (exploitant n° 229) à l'usage de son exploitation pericole sise à Arutua, commune de Arutua	4293

Arrêté n° 364 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 1198 PR du 19 mai 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio (exploitante n° 89) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi	4293
Arrêté n° 365 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 124 MER/PRL du 22 juin 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Timeri Vanessa Picard (exploitante n° 351) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi	4293
Arrêté n° 366 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 174 MRN du 21 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Pascal Tamaterai Maout (exploitant n° 204) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, commune de Arutua	4293
Arrêté n° 367 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 474 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Diana Tevaite Utia épouse Tamarono (exploitante n° 465) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, commune de Takaroa	4293
Arrêté n° 368 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 479 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Joseph Vinare Urarii (exploitant n° 249) à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, commune des Gambier	4293
Arrêté n° 369 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 115 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Emerita Tapi épouse Ehu (exploitante n° 171) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Kauehi, commune de Fakarava	4293
Arrêté n° 370 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 471 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Levi Tinirau (exploitant n° 118) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, commune de Takaroa	4293
Arrêté n° 371 MPP/PRL du 28 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 112 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Xavier Ateo (exploitant n° 241) à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, commune de Manihi	4294

Ministère de la santé

EXTRAITS

Arrêté n° 243 MSP/DS du 24 novembre 2006 portant proclamation des résultats de l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) de la session d'octobre-novembre 2006	4294
--	------

Ministère des transports interinsulaires maritimes et aériens

EXTRAITS

Arrêté n° 26 MTI du 23 novembre 2006 autorisant le navire Hotu Maru à desservir l'île de Maupiti lors de ses voyages n° 28-06 et n° 29-06, respectivement les 24 et 27 novembre 2006	4294
--	------

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

EXTRAITS

Arrêté n° A 65-2006 APF/SG du 27 novembre 2006 portant intégration de Mlle Hinano Lee, agent contractuel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le corps d'emplois des secrétaires d'administration et techniciens du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4294
Arrêté n° A 67-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4294
Arrêté n° A 71-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006 portant intégration de Mlle Béatrice Ly Sao, agent contractuel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4295

Arrêté n° A 74-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006 portant intégration de Mme Jeanne Santini née Chung, agent contractuel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4295
Arrêté n° A 77-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006 portant intégration de Mme Titaua Bourgeois née Chougues, agent contractuel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4295
Arrêté n° A 80-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006 portant intégration de Mlle Caroline Chung, agent contractuel relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française ...	4295
Arrêté n° A 83-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4295
Arrêté n° A 89-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4295
Arrêté n° A 98-2006 APF/SG/SRH du 28 novembre 2006 portant intégration de certains agents contractuels relevant de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration de la Polynésie française dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française	4295

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Ordonnance n° 11-2006 OCE.ELEC/PPI du 16 novembre 2006 désignant M. Rémi Teuru Reva représentant du président du tribunal de première instance de Papeete au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales dans la commune de Faanui, Bora Bora, au titre de la révision 2006-2007	4296
Décret n° 2006-1411 du 20 novembre 2006 portant création du système judiciaire de documentation et d'exploitation dénommé "JUDEX". (JORF du 22 novembre 2006)	4296
Décret n° 2006-1423 du 21 novembre 2006 relatif à l'aide à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée au cours de la garde à vue en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna et modifiant le décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993. (JORF du 23 novembre 2006)	4300
Arrêté ministériel du 19 octobre 2006 relatif à l'interdiction d'exploitation pour des motifs de sécurité de certains transporteurs aériens extracommunautaires. (JORF du 21 novembre 2006)	4301
Décision n° 2006-609 du 3 octobre 2006 portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SNC Polynésie Perle pour l'exploitation d'un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulée Marutea Sud. (JORF du 18 novembre 2006)	4305

EXTRAITS

Convention de financement n° HC 15-06 TG du 15 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de la nouvelle mairie de Tiputa"	4306
Avenant n° 16 TG du 15 novembre 2006 à la convention de financement n° 7-05 TG du 5 septembre 2005 relative à l'opération "Rénovation du poste de secours de Tikehau"	4306
Avenant n° 17 TG du 15 novembre 2006 à la convention de financement n° 11-05 TG du 16 septembre 2005 relative à l'opération "Rénovation de la mairie de Tikehau"	4306
Avenant n° 55-06 du 21 novembre 2006 à la convention de financement n° 32-04 du 10 février 2004 relative à la réalisation d'une salle omnisports à Papetoai par la commune de Moorea	4306
Convention de financement n° HC 77 ISLV du 21 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Extension du réseau électrique du quartier Teonetere à Parea"	4307

Convention de financement n° HC 78 ISLV du 21 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un broyeur à déchets verts"	4307
Convention de financement n° 135-06 du 23 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Adduction en eau potable, construction d'un réservoir d'eau sur Taaamaua à Avera"....	4307
Convention de financement n° 136-06 du 23 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles le comité des finances locales apporte son soutien financier à la commune de Taputapuataea pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un broyeur à déchets verts et d'un camion"	4308
Convention de financement n° 137-06 du 23 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Adduction en eau potable, Amaru vers Taanini"	4308
Convention de financement n° 139-06 du 23 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Hitia'a O Te Ra pour faciliter l'acquisition d'un véhicule radiomédicalisé	4308
Convention de financement n° HC 140-06 DAC/FIP du 23 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles le comité des finances locales apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipements de première intervention"	4309
Convention de financement n° HC 141-06 DAC/FIP du 23 novembre 2006 définissant les conditions dans lesquelles le comité des finances locales apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconstruction du bloc sanitaire de l'école de Tefarerii"	4309
Avenant n° 134-06 du 23 novembre 2006 à la convention de financement n° 299-04 du 13 décembre 2004 modifiée par l'avenant n° 188-05 du 13 décembre 2005 relative à l'opération intitulée "Poste de secours de Raroia"	4309
Avenant n° 138-06 du 23 novembre 2006 à la convention de financement n° 169-05 du 7 novembre 2005 relative à l'opération d'acquisition d'appareils respiratoires individuels par la commune de Teva I Uta	4310

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Institut d'émission d'outre-mer. — Cours des changes (période du 7 au 20 décembre 2006 inclus)	4310
Service de l'urbanisme. — 1° Avis officiel n° L/2006-14 MET/AU.UOC du 23 novembre 2006 concernant une demande d'autorisation de procéder à la vente ou à la location des lots avant exécution de tout ou partie des travaux du lotissement Miri 3e tranche sis à Punaauia.	4310
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour le mois d'octobre 2006.	4311
3° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour le mois de novembre 2006	4311

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales	4315
Annonces diverses	4321

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° HC 11 TG du 17 novembre 2006 portant agrément de M. Henri Maere en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Hao.

Le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu l'arrêté n° HC 329 SME/BRHT/ET du 2 octobre 2006 modifiant l'arrêté n° HC 315 SME/BRHT/ET du 21 septembre 2006 portant délégation de signature à M. Frédéric Beaufays, chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu et Gambier, et aux adjoints de la subdivision ;

Vu l'arrêté n° 2000-29 du 27 décembre 2000 de Hao portant recrutement de M. Henri Maere en qualité d'agent de police ;

Vu la demande présentée par M. le maire de Hao,

Arrête :

Article 1er. — L'agrément en qualité d'agent de la police municipale de la commune de Hao est donné à M. Henri Maere.

Art. 2. — Le maire de la commune de Hao et M. le commandant de la compagnie des archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal-officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Henri Maere pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 17 novembre 2006.
Frédéric BEAUFAYS.

ARRETE n° HC 54 IDV du 20 novembre 2006 portant agrément de M. Briscoe Panai en qualité d'agent de la police municipale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 susvisée ;

Vu le code des communes de Polynésie française, et notamment les articles L. 412-49 et R. 412-118 ;

Vu la lettre n° 314 JG/BH en date du 6 septembre 2006 du maire de la commune de Paea informant le chef de la subdivision administrative des îles du Vent de son intention de recruter M. Briscoe Panai en qualité d'agent de la police municipale,

Arrête :

Article 1er.— M. Briscoe Panai, né le 23 février 1983 à Papeete, est agréé en qualité d'agent de la police municipale à compter du 20 novembre 2006.

Art. 2.— M. le maire de la commune de Paea et M. le commandant de la compagnie des îles du Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et dont un exemplaire sera remis à M. Briscoe Panai pour notification et un exemplaire sera transmis à M. le procureur de la République pour information.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

L'administrateur des îles du Vent,
Olivier JACOB.

ARRETE n° HC 570 DAC du 20 novembre 2006 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes sur la dotation globale non affectée de fonctionnement (DGNAF) et la dotation non affectée d'investissement (DNAI) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de novembre et décembre 2006.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 72-407 du 7 mai 1972 portant création de communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les arrêtés n° HC 12 MAC du 13 janvier 2006, n° HC 110 BAFC du 6 mars 2006, n° HC 222 DAC du 25 avril 2006, n° HC 399 DAC du 11 août 2006, n° HC 480 DAC du 7 septembre 2006 et n° HC 560 DAC du 6 octobre 2006 portant attribution aux communes de Polynésie française d'acomptes provisionnels sur la dotation globale non affectée de fonctionnement (DGNAF) et la dotation non affectée d'investissement (DNAI) du Fonds intercommunal de péréquation, pour les mois de janvier à octobre 2006 ;

Vu l'arrêté modifié par arrêté n° HC 269 DAC du 29 mai 2006 portant désignation des membres du comité des finances locales de la Polynésie française pour le Fonds intercommunal de péréquation ;

Vu l'arrêté n° HC 611 DAC du 30 octobre 2006 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales de la Polynésie française dans sa séance du 23 mai 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 612 DAC du 30 octobre 2006 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales de la Polynésie française dans sa séance du 4 juillet 2006 ;

Vu l'arrêté n° HC 613 DAC du 30 octobre 2006 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales de la Polynésie française dans sa séance du 29 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Compte tenu du montant des dotations non affectées 2006 décidé par le comité des finances locales de la Polynésie française et des versements intervenus de janvier à octobre, les acomptes des dotations non affectées au titre des mois de novembre et décembre sont attribués aux communes de la Polynésie française conformément aux tableaux annexés au présent arrêté.

Art. 2.— Le versement des acomptes mentionnés ci-dessus interviendra à la diligence du trésorier-payeur général de la Polynésie française au cours des mois considérés.

Art. 3.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le trésorier-payeur général, les trésoriers et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.

Péréquation 2006
Répartition de la Dotation Non Affectée d'investissement (DNAI)
Tableau de versement

Annexe I

Communes	DNAI 2006	Versement Janvier, Février, Mars	Versement Avril, Mai, Juin	Versement Juillet, Août, Septembre	Versement Octobre	Total versé	Reste à verser	Novembre	Décembre	Montant total versé
	ANNUEL	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	Mensuel	10 mois		Mensuel	Mensuel	ANNUEL
Raivavac	11 924 235	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	3 453 405	1 726 703	1 726 702	11 924 235
Rapa	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Rimatara	10 918 522	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	2 447 692	1 223 846	1 223 846	10 918 522
Rurutu	24 281 480	5 148 915	5 148 915	5 148 915	1 716 305	17 163 050	7 118 430	3 559 215	3 559 215	24 281 480
Tubuai	21 862 179	4 648 587	4 648 587	4 648 587	1 549 529	15 495 290	6 366 889	3 183 445	3 183 444	21 862 179
Total Australes	79 151 416	17 421 249	17 421 249	17 421 249	5 807 083	58 070 830	21 080 586	10 540 294	10 540 292	79 151 416
Arue	70 413 142	16 710 264	16 710 264	16 710 264	5 570 088	55 700 880	14 712 262	7 356 131	7 356 131	70 413 142
Faaa	227 595 728	55 459 527	55 459 527	55 459 527	18 486 509	184 865 090	42 730 638	21 365 319	21 365 319	227 595 728
Hitiaa o te ra	59 943 134	13 600 908	13 600 908	13 600 908	4 533 636	45 336 360	14 606 774	7 303 387	7 303 387	59 943 134
Mahina	99 923 789	23 685 102	23 685 102	23 685 102	7 895 034	78 950 340	20 973 449	10 486 725	10 486 724	99 923 789
Moorea	129 559 703	30 221 094	30 221 094	30 221 094	10 073 698	100 736 980	28 822 723	14 411 362	14 411 361	129 559 703
Paea	91 066 559	20 803 791	20 803 791	20 803 791	6 934 597	69 345 970	21 720 589	10 860 295	10 860 294	91 066 559
Papara	68 411 786	14 772 882	14 772 882	14 772 882	4 924 294	49 242 940	19 168 846	9 584 423	9 584 423	68 411 786
Papeete	253 749 035	51 751 950	51 751 950	51 751 950	17 250 650	172 506 500	81 242 535	40 621 268	40 621 267	253 749 035
Pirae	114 337 178	26 628 117	26 628 117	26 628 117	8 876 039	88 760 390	25 576 788	12 788 394	12 788 394	114 337 178
Punaauia	165 148 219	41 355 381	41 355 381	41 355 381	13 785 127	137 851 270	27 296 949	13 648 475	13 648 474	165 148 219
Taiarapu est	83 011 615	17 882 451	17 882 451	17 882 451	5 960 817	59 608 170	23 403 445	11 701 723	11 701 722	83 011 615
Taiarapu ouest	46 679 490	10 431 429	10 431 429	10 431 429	3 477 143	34 771 430	11 908 060	5 954 030	5 954 030	46 679 490
Teva i Uta	59 286 579	12 852 114	12 852 114	12 852 114	4 284 038	42 840 380	16 446 199	8 223 100	8 223 099	59 286 579
Total IDV	1 469 125 957	336 155 010	336 155 010	336 155 010	112 051 670	1 120 516 700	348 609 257	174 304 632	174 304 625	1 469 125 957
Fatu Hiva	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Hiva Oa	24 752 032	5 181 909	5 181 909	5 181 909	1 727 303	17 273 030	7 479 002	3 739 501	3 739 501	24 752 032
Nuku Hiva	30 526 054	6 498 021	6 498 021	6 498 021	2 166 007	21 660 070	8 865 984	4 432 992	4 432 992	30 526 054
Tahuata	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Ua Huka	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Ua Pou	23 498 225	4 904 130	4 904 130	4 904 130	1 634 710	16 347 100	7 151 125	3 575 563	3 575 562	23 498 225
Total, Marquises	109 271 311	24 207 807	24 207 807	24 207 807	8 069 269	80 692 690	28 578 621	14 289 311	14 289 310	109 271 311
Bora Bora	71 185 203	15 797 874	15 797 874	15 797 874	5 265 958	52 659 580	18 525 623	9 262 812	9 262 811	71 185 203
Huahine	55 215 440	12 311 019	12 311 019	12 311 019	4 103 673	41 036 730	14 178 710	7 089 355	7 089 355	55 215 440
Maupiti	11 240 526	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	2 769 696	1 384 848	1 384 848	11 240 526
Tahaa	47 256 191	10 631 028	10 631 028	10 631 028	3 543 676	35 436 760	11 819 431	5 909 716	5 909 715	47 256 191
Taputapuataea	36 916 037	8 347 062	8 347 062	8 347 062	2 782 354	27 823 540	9 092 497	4 546 249	4 546 248	36 916 037
Tumaraa	28 354 714	6 379 452	6 379 452	6 379 452	2 126 484	21 264 840	7 089 874	3 544 937	3 544 937	28 354 714
Uturoa	38 176 923	7 864 170	7 864 170	7 864 170	2 621 390	26 213 900	11 963 023	5 981 512	5 981 511	38 176 923
Total ISLV	288 345 034	63 871 854	63 871 854	63 871 854	21 290 618	212 906 180	75 438 854	37 719 429	37 719 425	288 345 034
Anaa	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Arutua	15 814 430	3 258 819	3 258 819	3 258 819	1 086 273	10 862 730	4 951 700	2 475 850	2 475 850	15 814 430
Fakarava	17 085 710	3 524 889	3 524 889	3 524 889	1 174 963	11 749 630	5 336 080	2 668 040	2 668 040	17 085 710
Fangatau	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Gambier	12 310 859	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	3 840 029	1 920 015	1 920 014	12 310 859
Hao	20 963 421	4 405 638	4 405 638	4 405 638	1 468 546	14 685 460	6 277 961	3 138 981	3 138 980	20 963 421
Hikueru	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Makemo	17 998 428	3 854 196	3 854 196	3 854 196	1 284 732	12 847 320	5 151 108	2 575 554	2 575 554	17 998 428
Manihi	12 958 409	2 765 601	2 765 601	2 765 601	921 867	9 218 670	3 739 739	1 869 870	1 869 869	12 958 409
Napuka	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Nukutavake	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Puka Puka	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Rangiroa	33 624 024	8 103 039	8 103 039	8 103 039	2 701 013	27 010 130	6 613 894	3 306 947	3 306 947	33 624 024
Reao	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Takarao	15 544 077	3 375 744	3 375 744	3 375 744	1 125 248	11 252 480	4 291 597	2 145 799	2 145 798	15 544 077
Tatakoto	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Turcia	10 165 000	2 541 249	2 541 249	2 541 249	847 083	8 470 830	1 694 170	847 085	847 085	10 165 000
Total TG	237 784 358	54 700 416	54 700 416	54 700 416	18 233 472	182 334 720	55 449 638	27 724 821	27 724 817	237 784 358
TOTAL GENERAL	2 183 678 076	496 356 336	496 356 336	496 356 336	165 452 112	1 654 521 120	529 156 956	264 578 487	264 578 469	2 183 678 076

Fonds Intercommunal de Péréquation 2006
Répartition de la Dotation Globale Non Affectée de Fonctionnement (DGNAF)
Tableau de versement

Annexe II

Communes	DGNAF 2006	Versement Janvier, Février, Mars	Versement Avril, Mai, Juin	Versement Juillet, Août, septembre	Versement Octobre	Total versé	Reste à verser	Novembre	Décembre	Montant total versé
	ANNUEL	1er trimestre	2ème trimestre	3ème trimestre	4ème trimestre	10 mois		Mensuel	Mensuel	ANNUEL
Raivavae	67 570 668	14 375 136	14 375 136	14 375 136	4 791 712	47 917 120	19 653 548	9 826 774	9 826 774	67 570 668
Rapa	41 748 167	6 151 239	6 151 239	6 151 239	2 050 413	20 504 130	21 244 037	10 622 019	10 622 018	41 748 167
Rimatara	61 871 624	12 873 315	12 873 315	12 873 315	4 291 105	42 911 050	18 960 574	9 480 287	9 480 287	61 871 624
Rurutu	137 595 052	32 040 528	32 040 528	32 040 528	10 680 176	106 801 760	30 793 292	15 396 646	15 396 646	137 595 052
Tubuai	123 885 680	28 538 526	28 538 526	28 538 526	9 512 842	95 128 420	28 757 260	14 378 630	14 378 630	123 885 680
Total Australes	432 671 191	93 978 744	93 978 744	93 978 744	31 326 248	313 262 480	119 408 711	59 704 356	59 704 355	432 671 191
Arue	399 007 803	95 125 881	95 125 881	95 125 881	31 708 627	317 086 270	81 921 533	40 960 767	40 960 766	399 007 803
Faaa	1 289 709 123	310 717 371	310 717 371	310 717 371	103 572 457	1 035 724 570	253 984 553	126 992 277	126 992 276	1 289 709 123
Hitiia o te ra	339 677 760	81 177 609	81 177 609	81 177 609	27 059 203	270 592 030	69 085 730	34 542 865	34 542 865	339 677 760
Mahina	566 234 805	135 902 901	135 902 901	135 902 901	45 300 967	453 009 670	113 225 135	56 612 568	56 612 567	566 234 805
Moorea	734 171 651	177 321 462	177 321 462	177 321 462	59 107 154	591 071 540	143 100 111	71 550 056	71 550 055	734 171 651
Paea	516 043 835	124 452 123	124 452 123	124 452 123	41 484 041	414 840 410	101 203 425	50 601 713	50 601 712	516 043 835
Papara	387 666 790	93 824 823	93 824 823	93 824 823	31 274 941	312 749 410	74 917 380	37 458 690	37 458 690	387 666 790
Papeete	1 437 911 197	356 744 217	356 744 217	356 744 217	118 914 739	1 189 147 390	248 763 807	124 381 904	124 381 903	1 437 911 197
Pirae	647 910 676	156 282 519	156 282 519	156 282 519	52 094 173	520 941 730	126 968 946	63 484 473	63 484 473	647 910 676
Punaauia	935 839 910	223 773 771	223 773 771	223 773 771	74 591 257	745 912 570	189 927 340	94 963 670	94 963 670	935 839 910
Taiaapu est	470 399 151	114 270 501	114 270 501	114 270 501	38 090 167	380 901 670	89 497 481	44 748 741	44 748 740	470 399 151
Taiaapu ouest	264 517 108	63 000 747	63 000 747	63 000 747	21 000 249	210 002 490	54 514 618	27 257 309	27 257 309	264 517 108
Teva i Uta	335 957 282	80 970 696	80 970 696	80 970 696	26 990 232	269 902 320	66 054 962	33 027 481	33 027 481	335 957 282
Total IDV	8 325 047 091	2 013 564 621	2 013 564 621	2 013 564 621	671 188 207	6 711 882 070	1 613 165 021	806 582 514	806 582 507	8 325 047 091
Fatu Hiva	48 405 880	7 767 189	7 767 189	7 767 189	2 589 063	25 890 630	22 515 250	11 257 625	11 257 625	48 405 880
Hiva Oa	140 261 517	31 422 045	31 422 045	31 422 045	10 474 015	104 740 150	35 521 367	17 760 684	17 760 683	140 261 517
Nuku Hiva	172 980 972	39 811 356	39 811 356	39 811 356	13 270 452	132 704 520	40 276 452	20 138 226	20 138 226	172 980 972
Tahuata	51 319 195	8 474 304	8 474 304	8 474 304	2 824 768	28 247 680	23 071 515	11 535 758	11 535 757	51 319 195
Ua Huka	51 132 777	8 429 058	8 429 058	8 429 058	2 809 686	28 096 860	23 035 917	11 517 959	11 517 958	51 132 777
Ua Pou	133 156 608	30 422 067	30 422 067	30 422 067	10 140 689	101 406 890	31 749 718	15 874 859	15 874 858	133 156 608
Total Marqueses	597 256 949	126 326 019	126 326 019	126 326 019	42 108 673	421 086 730	176 170 219	88 085 111	88 085 108	597 256 949
Bora Bora	403 382 819	97 287 561	97 287 561	97 287 561	32 429 187	324 291 870	79 090 949	39 545 475	39 545 474	403 382 819
Huahine	312 887 491	74 933 376	74 933 376	74 933 376	24 977 792	249 777 920	63 109 571	31 554 786	31 554 785	312 887 491
Maupiti	63 696 315	13 390 425	13 390 425	13 390 425	4 463 475	44 634 750	19 061 565	9 530 783	9 530 782	63 696 315
Tahaa	267 785 080	63 734 325	63 734 325	63 734 325	21 244 775	212 447 750	55 337 330	27 668 665	27 668 665	267 785 080
Taputapuataea	209 190 874	49 286 646	49 286 646	49 286 646	16 428 882	164 288 820	44 902 054	22 451 027	22 451 027	209 190 874
Tumaraa	160 676 711	37 400 985	37 400 985	37 400 985	12 466 995	124 669 950	36 006 761	18 003 381	18 003 380	160 676 711
Uturoa	216 335 899	51 809 808	51 809 808	51 809 808	17 269 936	172 699 360	43 636 539	21 818 270	21 818 269	216 335 899
Total ISLV	1 633 955 189	387 843 126	387 843 126	387 843 126	129 281 042	1 292 810 420	341 144 769	170 572 387	170 572 382	1 633 955 189
Anaa	56 639 535	9 296 742	9 296 742	9 296 742	3 098 914	30 989 140	25 650 395	12 825 198	12 825 197	56 639 535
Arutua	89 615 106	18 752 601	18 752 601	18 752 601	6 250 867	62 508 670	27 106 436	13 553 218	13 553 218	89 615 106
Fakarava	96 819 022	19 192 527	19 192 527	19 192 527	6 397 509	63 975 090	32 843 932	16 421 966	16 421 966	96 819 022
Fangatau	23 361 979	3 483 342	3 483 342	3 483 342	1 161 114	11 611 140	11 750 839	5 875 420	5 875 419	23 361 979
Gambier	69 761 532	13 915 941	13 915 941	13 915 941	4 638 647	46 386 470	23 375 062	11 687 531	11 687 531	69 761 532
Hao	118 792 722	26 293 719	26 293 719	26 293 719	8 764 573	87 645 730	31 146 992	15 573 496	15 573 496	118 792 722
Hikueru	20 158 372	2 705 769	2 705 769	2 705 769	901 923	9 019 230	11 139 142	5 569 571	5 569 571	20 158 372
Makemo	101 991 093	20 570 655	20 570 655	20 570 655	6 856 885	68 568 850	33 422 243	16 711 122	16 711 121	101 991 093
Manihi	73 430 982	14 926 068	14 926 068	14 926 068	4 975 356	49 753 560	23 677 422	11 838 711	11 838 711	73 430 982
Napuka	28 690 797	4 728 564	4 728 564	4 728 564	1 576 188	15 761 880	12 928 917	6 464 459	6 464 458	28 690 797
Nukutavake	28 106 425	4 165 137	4 165 137	4 165 137	1 388 379	13 883 790	14 222 635	7 111 318	7 111 317	28 106 425
Puka Puka	19 491 503	2 543 907	2 543 907	2 543 907	847 969	8 479 690	11 011 813	5 505 907	5 505 906	19 491 503
Rangiroa	190 536 137	43 701 609	43 701 609	43 701 609	14 567 203	145 672 030	44 864 107	22 432 054	22 432 053	190 536 137
Reao	45 935 320	7 167 540	7 167 540	7 167 540	2 389 180	23 891 800	22 043 520	11 021 760	11 021 760	45 935 320
Takaroa	88 083 104	18 573 624	18 573 624	18 573 624	6 191 208	61 912 080	26 171 024	13 085 512	13 085 512	88 083 104
Tatakoto	21 338 030	2 992 092	2 992 092	2 992 092	997 364	9 973 640	11 364 390	5 682 195	5 682 195	21 338 030
Tureia	28 492 288	4 728 564	4 728 564	4 728 564	1 576 188	15 761 880	12 730 408	6 365 204	6 365 204	28 492 288
Total TG	1 101 243 947	217 738 401	217 738 401	217 738 401	72 579 467	725 794 670	375 449 277	187 724 642	187 724 635	1 101 243 947
TOTAL GENERAL	12 090 174 367	2 839 450 911	2 839 450 911	2 839 450 911	946 483 637	9 464 836 370	2 625 337 997	1 312 669 010	1 312 668 987	12 090 174 367

ARRETE n° 15 MAAT du 21 novembre 2006 portant modification de l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 relatif à la composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité Activités physiques pour tous.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 119 DRCL du 3 mars 2004) ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française (arrêté de promulgation n° 119 DRCL du 3 mars 2004) ;

Vu le code de l'éducation, et notamment les articles L. 335-5, L. 335-6 et L. 363-1 et suivants ;

Vu le code du travail, et notamment l'article L. 900-1 ;

Vu le décret n° 2002-615 du 26 avril 2002 relatif à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'une certification professionnelle ;

Vu le décret n° 2001-792 du 31 août 2001 portant règlement général du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) ;

Vu l'arrêté du 18 avril 2002 portant organisation du BPJEPS délivré par le ministère de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 24 février 2003 portant création de la spécialité Activités physiques pour tous du BPJEPS ;

Vu la convention n° 41-03 du 10 avril 2003 relative aux relations entre l'Etat et la Polynésie française en matière de jeunesse et de sports ;

Vu l'arrêté n° HC 216 SME/BRHT/ET du 6 juillet 2006 portant délégation de signature à M. Jean-Philippe Berlemont, chef de la mission d'aide et d'assistance technique auprès de la Polynésie française ;

Vu la décision en date du 29 mai 2006 du chef de la mission d'aide et d'assistance technique auprès de la Polynésie française habilitant la formation organisée par l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française sous le n° BPJEPS 06-01 ;

Vu l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 portant composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité Activités physiques pour tous ;

Sur proposition du secrétaire général du haut-commissariat,

Arrête :

Article 1er.— L'article 1er de l'arrêté n° 11 MAAT du 6 octobre 2006 portant composition du jury du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité Activités physiques pour tous, est modifié comme suit :

*Au lieu de : "M. Patrice Garrigos, formateur" ;
Lire : "M. Mallory Baudouin, formateur".*

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat et le chef de la mission d'aide et d'assistance technique, chargé de la jeunesse et des sports, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef de la mission d'aide
et d'assistance technique,*

Jean-Philippe BERLEMONT.

ARRETE n° HC 2926 CAB du 22 novembre 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 13 octobre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Sandrina Teraiamano est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 20 novembre au 31 décembre 2006.

Art. 2.— Est agréé pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, M. Mahei Teraiamano.

Art. 3.— L'intéressée est autorisée à exploiter le jeu dénommé "bingo", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4.— Le colonel commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.*

ARRETE n° HC 2927 CAB du 22 novembre 2006 portant autorisation d'exploitation d'appareils de jeux et de loteries à l'occasion des fêtes foraines.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi du 21 mai 1836 modifiée portant prohibition des loteries, et notamment son article 9 ;

Vu la loi n° 83-628 du 12 juillet 1983 modifiée interdisant certains jeux de hasard, et notamment son article 6 ;

Vu le décret n° 97-1135 du 9 décembre 1997 fixant les règles relatives à l'installation et au fonctionnement des casinos, cercles, jeux et loteries en Polynésie française, dans le cadre des articles 25 à 32 ;

Vu la demande de l'intéressée en date du 22 septembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Rachel Ah Scha est agréée à l'occasion des fêtes foraines 2006 en qualité d'entrepreneur de loteries et appareils de jeux du 22 novembre au 31 décembre 2006.

Art. 2. — Est agréée pour la même période, en qualité de préposé de l'entrepreneur, Mme Rose-Marie Meautahi épouse Tronche.

Art. 3. — L'intéressée est autorisée à exploiter le jeu dénommé "bingo", à l'exclusion de tout autre jeu de hasard.

Art. 4. — Le colonel commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française est chargé de notifier à l'intéressée la présente décision qui devra être affichée à la vue du public sur le lieu d'activité.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 579 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu la circulaire du 23 avril 1999 relative à l'application du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 347 SATPN du 19 septembre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 22 novembre 2006 ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — Les sièges des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française sont répartis comme suit :

A - Pour le grade de brigadier-chef de police :

Titulaire : Tihoni Tefaatau (UNSA police), DSP Polynésie française ;

Suppléant : Marc Tatarata (UNSA police), DPAF Polynésie française.

B - Pour le grade de brigadier de police :

Titulaires :

- Cyril Raioha (UNSA police), DSP Polynésie française ;
- Albert Mollen (UNSA police), DSP Polynésie française ;

Suppléants :

- Etienne Ader (UNSA police), DSP Polynésie française ;
- Wilfrid Teauna (UNSA police), DSP Polynésie française.

C - Pour le grade de gardien de la paix :

Titulaires :

- Georges Williamu (UNSA police), SRG Polynésie française ;
- Matahi Toofa (A Tia I Mua), DSP Polynésie française ;

Suppléants :

- Vainono Ah-Scha (UNSA police), DSP Polynésie française ;
- Didier Lacharme (A Tia I Mua), DSP Polynésie française.

Art. 2.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 580 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004 portant statut particulier du corps d'encadrement et d'application de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 347 SATPN du 19 septembre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 352 SATPN du 10 août 2006 portant modification de l'arrêté n° 347 SATPN du 19 septembre 2005

portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 22 novembre 2006 ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Les arrêtés n° 352 SATPN du 10 août 2006 et n° 347 SATPN du 19 septembre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française sont abrogés.

Art. 2.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps d'encadrement et d'application de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est composée comme-suit :

*Représentants de l'administration**Titulaires :*

- le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- le directeur départemental de la sécurité publique en Polynésie française ;
- le directeur de la police aux frontières en Polynésie française ;
- le chef du service des renseignements généraux en Polynésie française ;
- le chef du centre régional de formation ;

Suppléants :

- l'adjoint au directeur départemental de la sécurité publique en Polynésie française ;
- l'adjoint au directeur de la police aux frontières en Polynésie française ;
- l'adjoint au chef du service des renseignements généraux en Polynésie française.

*Représentants du personnel**A - Pour le grade de brigadier-chef de police :*

Titulaire : Tihoni Tefaatau (UNSA police), DSP Polynésie française ;

Suppléant : Marc Tatarata (UNSA police), DPAF Polynésie française.

*B - Pour le grade de brigadier de police :**Titulaires :*

- Cyril Raioha (UNSA police), DSP Polynésie française ;
 - Albert Mollen (UNSA police), DPAF Polynésie française ;
- Suppléants :*
- Etienne Ader (UNSA police), DSP Polynésie française ;
 - Wilfrid Teauna (UNSA police), DSP Polynésie française.

*C - Pour le grade de gardien de la paix :**Titulaires :*

- Georges Williamu (UNSA police), SRG Polynésie française ;
- Matahi Toofa (A Tia I Mua), DSP Polynésie française ;

Suppléants :

- Vainono Ah-Scha (UNSA police), SRG Polynésie française ;
- Didier Lacharme (A Tia I Mua), DSP Polynésie française.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 581 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu la circulaire du 23 avril 1999 relative à l'application du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 389 SATPN du 10 août 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 22 novembre 2006 ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er.— Les sièges des représentants du personnel à la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française sont répartis comme suit :

A - Pour le grade de commandant :

Titulaire : Georges Richmond (UNSA police), DSP Polynésie française ;

Suppléant : Patrick Ateni (UNSA police), DPAF Polynésie française.

B - Pour le grade de capitaine :

Titulaire : Heimana Besineau (SNOP), DSP Polynésie française ;

Suppléant : Hinoi Shui (SNOP), SRG Polynésie française.

C - Pour le grade de lieutenant :

Titulaire : Tautuarii Tixier (Synergie), DSP Polynésie française ;

Suppléant : Danielou Teaniniuraitemoana (Synergie), DSP Polynésie française.

Art. 2.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 582 SATPN du 24 novembre 2006 portant répartition des sièges au comité technique paritaire territorial des services de la police nationale auprès du haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 95-659 du 9 mai 1995 relatif aux comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale ;

Vu la circulaire du 23 avril 1999 relative à l'application du décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'instruction NOR INT C 0630080 J du 1er septembre 2006 relative à la désignation des représentants du personnel au sein des comités techniques paritaires départementaux des services de la police nationale et des comités techniques paritaires spéciaux des services de police de la direction des aéroports de Charles-de-Gaulle, le Bourget et de la direction de l'aéroport d'Orly ;

Vu l'arrêté n° 530 SATPN du 1er décembre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps du comité technique paritaire territorial ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 22 novembre 2006 ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — Les sièges des représentants du personnel au comité technique paritaire territorial sont répartis comme suit :

- urne A pour les personnels du corps d'encadrement et d'application : 1 siège à l'UNSA police ;
- urne B pour les personnels du corps de commandement : 1 siège au SNOP ;
- urne C pour l'ensemble des personnels des corps des actifs : 2 sièges à l'UNSA police et 1 siège à A Tia I Mua ;
- urne D pour les personnels administratifs, techniques et scientifiques de la police nationale, les infirmiers, les ouvriers-cuisiniers et les personnels contractuels de la police nationale : 1 siège au SNIPAT.

Art. 2. — Conformément à l'instruction NOR INT C 0630080 J du 1er septembre 2006, les organisations syndicales seront invitées, par lettre recommandée avec accusé de réception, à désigner le représentant titulaire et le représentant suppléant pour chaque siège.

Art. 3. — Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 2006.
Pour le haut-commissaire
et par délégation :
Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 584 SATPN du 24 novembre 2006 portant composition de la commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 48-1504 du 28 septembre 1948 relative au statut spécial des personnels de police ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 relative à la création du corps des fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 68-20 du 5 janvier 1968 modifié portant application de la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 95-654 du 9 mai 1995 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires actifs des services de la police nationale ;

Vu le décret n° 2005-716 du 29 juin 2005 modifié portant statut particulier du corps de commandement de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° 389 SATPN du 5 octobre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 351 SATPN du 10 août 2006 portant modification de l'arrêté n° 389 SATPN du 5 octobre 2005 portant composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal des résultats du scrutin du 22 novembre 2006 ;

Sur proposition de M. le directeur de cabinet,

Arrête :

Article 1er. — Les arrêtés n° 351 SATPN du 10 août 2006 et n° 389 SATPN du 5 octobre 2005 relatifs à la composition de la commission administrative compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française sont abrogés.

Art. 2.— La commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps de commandement de la police du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française, est composée comme suit :

Représentants de l'administration

Titulaires :

- le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française ;
- le directeur départemental de la sécurité publique en Polynésie française ;
- le chef du service des renseignements généraux de la Polynésie française.

Suppléants :

- le directeur de la police aux frontières en Polynésie française ;
- le chef du centre régional de formation ;
- l'adjoint du directeur départemental de la sécurité publique en Polynésie française.

Représentants du personnel

A - Pour le grade de commandant de police

Titulaire : M. Georges Richmond (SNOP), DSP, Polynésie française.

Suppléant : M. Patrick Ateni (SNOP), DPAF, Polynésie française.

B - Pour le grade de capitaine de police

Titulaire : M. Heimana Besineau (SNOP), DSP, Polynésie française.

Suppléant : M. Hinoi Shui (SNOP), SRG, Polynésie française.

C - Pour le grade de lieutenant de police

Titulaire : M. Tautuarii Tixier (Synergie), DSP, Polynésie française.

Suppléant : M. Danielou Teaniniuraitemoana (Synergie), DSP, Polynésie française.

Art. 3.— Le directeur de cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française et le chef du service administratif et technique de la police nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

Le directeur de cabinet,
Benoît TREVISANI.

ARRETE n° HC 1890 DRCL du 27 novembre 2006 portant nomination au sein de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Nuku Hiva.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de procédure pénale, et notamment l'article DP 180, alinéas 13 et 14 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Nuku Hiva pour une durée de deux ans, en qualité de personne appartenant à des œuvres sociales ou choisie en raison de l'intérêt qu'elle porte aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux, MM. Germain Panau, agent au service du développement rural, Charles Rubion, religieux de l'Eglise catholique, et Revi Aka, représentant de l'Eglise évangélique Maohi.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire

et par délégation :

Le secrétaire général
du haut-commissariat,
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° HC 1891 DRCL du 27 novembre 2006 portant nomination au sein de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Uturoa-Raiatea.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de procédure pénale, et notamment l'article DP 180, alinéas 13 et 14 ;

Sur proposition de M. le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Uturoa-Raiatea pour une durée de deux ans, en qualité de personne appartenant à des œuvres sociales ou choisie en raison de l'intérêt qu'elle porte aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux, MM. Alain Berna, proviseur du lycée professionnel de Uturoa, Thierry Hug, inspecteur de l'éducation nationale, chef de la circonscription d'enseignement primaire des îles Sous-le-Vent, et Bruno Bataillon, médecin généraliste.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° HC 1982 DRCL du 27 novembre 2006 portant nomination au sein de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Faa'a.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de procédure pénale, et notamment l'article DP 180, alinéas 13 et 14 ;

Vu l'arrêté n° HC 1716 DRCL du 9 novembre 2004 portant nomination au sein de la commission de surveillance des établissements pénitentiaires de la Polynésie française ;

Sur proposition de M. le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommés membres de la commission de surveillance de l'établissement pénitentiaire de Faa'a pour une durée de deux ans :

En qualité de représentant des œuvres d'assistance aux détenus ou aux libérés agréées au titre de l'aide sociale : Père Christophe Barlier.

En qualité de personne appartenant à des œuvres sociales ou choisie en raison de l'intérêt qu'elle porte aux problèmes pénitentiaires et post-pénaux, Mme Hinano Maitere, responsable du Secours catholique, Mlle Maiana Tehotu, directrice du foyer des jeunes filles de Paofai, Papeete, MM. Bernard Deroissart, directeur du foyer d'action éducative et Michel François, directeur de la protection judiciaire de la jeunesse.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat de la République en Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2006.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le secrétaire général
du haut-commissariat,*
Jacques WITKOWSKI.

ARRETE n° HC 384 SME/BRHT/ET du 30 novembre 2006 portant intérim des fonctions de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 61-447 du 3 mai 1961 fixant la compétence et portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 2005 portant nomination de Mme Anne Boquet, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3389 PEL du 26 juillet 1979 nommant M. Guy Yeung, directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5013842 du 12 décembre 2005 portant mutation de M. Bertrand Rodary, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, en qualité de chef du service de l'infrastructure aéronautique du SEAC/PF ;

Vu l'arrêté n° 1123 AC/DIR du 13 août 2003 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— M. Bertrand Rodary, ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat, chef du service de l'infrastructure aéronautique, est appelé à assurer les fonctions de directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française par intérim pendant l'absence de M. Guy Yeung, directeur en titre, pendant la période du 30 novembre au 12 décembre 2006 et reçoit pour cette période délégation de signature pour les attributions relevant de cette fonction.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le directeur du service d'Etat de l'aviation civile en Polynésie française, le chef du service de l'infrastructure aéronautique et la directrice de la réglementation et du contrôle de la légalité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2006.

Anne BOQUET.

Par arrêté n° HC 531 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— Objet

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 8 500 euros (1 014 320 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à l'association Maatea Afareaitu pour la construction d'une bibliothèque pour les enfants.

Description et coût de l'opération

Fondée en 1998, l'association Maatea Afareaitu a pour objet la mise en place d'actions pour resserrer les liens de solidarité entre l'école et les familles et l'organisation de fêtes scolaires.

L'association souhaite mettre en place une bibliothèque pour les enfants de Maatea.

Le coût total de cette opération est estimé à 8 500 euros (1 014 320 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	100 %	8 500 euros, soit	1 014 320 F CFP
- Total		8 500 euros, soit	1 014 320 F CFP

Par arrêté n° HC 532 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 8 500 euros (1 014 320 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à l'association Raianavai-Raivavae pour l'organisation d'une exposition de découverte et de promotion de l'artisanat.

Description et coût de l'opération

Fondée en 2005, l'association Raianavai-Raivavae a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des associations affiliées à la commune de Raivavae ainsi que la lutte contre la concurrence des produits importés et la promotion de l'artisanat local.

L'association souhaite organiser une exposition artisanale à Raivavae et qui regroupera l'ensemble des associations artisanales de Raivavae.

Le coût total de cette opération est estimé à 11 500 euros (1 372 315 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	73,91 %	8 500 euros, soit	1 014 320 F CFP
- Fonds propres	26,09 %	3 000 euros, soit	357 995 F CFP
- Total	100 %	11 500 euros, soit	1 372 315 F CFP

Par arrêté n° HC 533 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 8 500 euros (1 014 320 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à la Fédération des femmes océaniques, amies et sympathisantes de Polynésie française pour participer à une rencontre culturelle.

Description et coût de l'opération

Fondée en 1999, la Fédération des femmes océaniques, amies et sympathisantes de Polynésie française a pour objet de regrouper toutes les femmes, toutes ethnies confondues de l'Océanie du Pacifique résidant en Polynésie française, de sauvegarder et maintenir les arts et traditions populaires et de diffuser au travers de l'expression, de la culture traditionnelle le dialogue de la paix et de l'amitié.

L'association souhaite participer au Festival des territoires français du Pacifique organisé par Futuna pour l'année 2006. La fédération représentera la ville de Papeete ainsi que la Polynésie française par ses danses, sa musique, son art ...

Le coût total de cette opération est estimé à 75 300 euros (8 985 680 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	11,29 %	8 500 euros, soit	1 014 320 F CFP
- Fonds propres	22,31 %	16 800 euros, soit	2 004 773 F CFP
- Polynésie française	66,40 %	50 000 euros, soit	5 966 587 F CFP
- Total	100 %	75 300 euros, soit	8 985 680 F CFP

Par arrêté n° HC 534 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 16 500 euros (1 968 974 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à la Fédération tahitienne de pétanque pour l'organisation de rencontres sportives.

Description et coût de l'opération

Fondée en 1990, la Fédération tahitienne de pétanque a pour objet l'organisation de tournois et la promotion de la pratique de la pétanque ainsi que de fédérer les associations adhérentes, de développer et contrôler la pratique de la pétanque sur le territoire, d'élaborer des contenus pédagogiques et des réglementations relatifs à l'enseignement de la pétanque.

L'association souhaite faire participer un groupe de jeunes issus des quartiers défavorisés à des rencontres sportives avec les clubs métropolitains.

Le coût total de cette opération est estimé à 25 000 euros (2 983 294 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	66 %	16 500 euros, soit	1 968 974 F CFP
- Fonds propres	34 %	8 500 euros, soit	1 014 320 F CFP
- Total	100 %	25 000 euros, soit	2 983 294 F CFP

Par arrêté n° HC 535 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 8 500 euros (1 014 320 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à l'association Tamarii Rurutu pour l'organisation d'un voyage culturel à Rurutu pour un groupe de jeunes afin de leur permettre de redécouvrir leur île et leurs traditions.

Description et coût de l'opération

Fondée en 1993, l'association Tamarii Rurutu a pour objet de favoriser les échanges entre les jeunes et de promouvoir les échanges socio-culturels régionaux.

L'association souhaite organiser un voyage culturel à Rurutu pour un groupe de jeunes afin de leur permettre de redécouvrir leur île et leurs traditions.

Le coût total de cette opération est estimé à 11 500 euros (1 372 315 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	73,91 %	8 500 euros, soit	1 014 320 F CFP
- Fonds propres	26,09 %	3 000 euros, soit	357 995 F CFP
- Total	100 %	11 500 euros, soit	1 372 315 F CFP

Par arrêté n° HC 536 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 8 500 euros (1 014 320 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à l'association Vahine Punarua pour l'organisation d'une exposition.

Description et coût de l'opération

Fondée en 1981, l'association artisanale Vahine Punarua a pour objet la promotion de l'artisanat de Rimatara et la création de nouveaux produits polynésiens.

L'association souhaite organiser une exposition artisanale à Rimatara regroupant l'ensemble des associations artisanales des Australes.

Le coût total de cette opération est estimé à 10 500 euros (1 252 983 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	80,95 %	8 500 euros, soit	1 014 320 F CFP
- Fonds propres	19,05 %	2 000 euros, soit	238 663 F CFP
- Total	100 %	10 500 euros, soit	1 252 983 F CFP

Par arrêté n° HC 537 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 12 500 euros (1 491 647 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à l'association Tomite Matete Mapuru A Paraita pour l'organisation d'un arbre de Noël avec plusieurs animations culturelles et folkloriques traditionnelles au marché de Papeete pour les enfants des quartiers défavorisés de la ville.

Description et coût de l'opération

Fondée en 1993, l'association Tomite Matete Mapuru A Paraita a pour objet la création d'activités, d'animations diverses et la promotion de toutes initiatives en faveur des jeunes ainsi que la mise en place d'actions pour la sauvegarde du patrimoine culturel traditionnel.

L'association souhaite organiser un arbre de Noël avec plusieurs animations culturelles et folkloriques traditionnelles au marché de Papeete pour les enfants âgés de 3 à 15 ans des quartiers défavorisés de la ville (quartiers de la Mission, de Tipaerui, de Titioro, de Mama'o et de Fariipiti).

Le coût total de cette opération est estimé à 20 000 euros (2 386 635 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	62,50 %	12 500 euros, soit	1 491 647 F CFP
- Commune de Papeete	37,50 %	7 500 euros, soit	894 988 F CFP
- Total	100 %	20 000 euros, soit	2 386 635 F CFP

Par arrêté n° HC 538 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 12 000 euros (1 431 981 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à l'association Tamarii No Taputapuata pour la construction de pirogues pour les jeunes des quartiers.

Description et coût de l'opération

Fondée en 1998, l'association Tamarii No Taputapuata pour objet de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses, développer les activités et les animations dans le quartier ou la commune, organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Dans le cadre d'un mini-heiva qu'elle prépare chaque année avec au programme des activités culturelles et sportives, l'association souhaite faire construire des pirogues pour les épreuves de courses de pirogues V3. Ces pirogues seront par la suite réparties dans les différents quartiers de la commune afin de favoriser l'insertion sociale de la jeunesse par la pratique sportive et lutter ainsi contre l'oisiveté, la consommation d'alcool et de drogue.

Le coût total de cette opération est estimé à 12 000 euros (1 431 981 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	100 %	12 000 euros, soit	1 431 981 F CFP
- Total	100 %	12 000 euros, soit	1 431 981 F CFP

Par arrêté n° HC 539 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de versement et d'utilisation de la subvention versée à l'association Festival international du film documentaire océanien, pour l'organisation du FIFO 2007, 4e Festival international du film documentaire océanien qui se déroulera du 30 janvier au 3 février 2007.

Ce festival tendra à favoriser plus encore l'implication des pays de la région en faisant venir des professionnels (producteurs, réalisateurs, acheteurs de programmes) ainsi que des responsables des principales télévisions des petits pays de la zone.

La participation financière de l'Etat d'un montant de quatre mille euros, au titre de l'exercice 2006, imputée sur les crédits disponibles du ministère de l'outre-mer (budget 214, programme 123) est répartie comme suit :

- budget 214, ministère de l'outre-mer ;
- programme 123, conditions de vie outre-mer ;
- action 05, culture, jeunesse et sports ;
- sous-action 05, aide à la production audiovisuelle ;
- catégorie 64 ;
- crédits réservés pour l'organisation du Festival international du film documentaire océanien 2007 : 4 000 euros, soit 477 327 F CFP.

Le versement des crédits d'un montant total égal à 4 000 euros, soit 477 327 F CFP, s'effectuera sur le compte de l'association, en une seule fois à la signature du présent arrêté.

Par arrêté n° HC 540 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 3 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet d'attribuer une subvention d'un montant de 8 000 euros (954 654 F CFP) et de définir les modalités de financement, de versement et d'utilisation de cette subvention affectée à l'association Te Haka Tupuna Nui pour la mise en place d'un projet d'échange culturel avec la communauté de Rapa Nui.

Description et coût de l'opération

Fondée en 2003, l'association Te Haka Tupuna Nui a pour objet d'enseigner, promouvoir et favoriser le développement et le rayonnement de la culture marquisienne et polynésienne au travers de la danse et de la musique, aux Marquises, en Polynésie française et dans le monde.

L'association souhaite mettre en place un projet d'échange culturel avec la communauté de Rapa Nui.

Le coût total de cette opération est estimé à 32 124 euros (3 833 412 F CFP).

Plan de financement

L'opération décrite ci-dessus s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat	24,90 %	8 000 euros, soit	954 654 F CFP
- Fonds propres	22,92 %	7 364 euros, soit	878 758 F CFP
- Commune de Nuku Hiva	26,09 %	8 380 euros, soit	1 000 000 F CFP
- Ass. Ciné Marquises	26,09 %	8 380 euros, soit	1 000 000 F CFP
- Total	100 %	32 124 euros, soit	3 833 412 F CFP

Par arrêté n° 571 HC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 20 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de versement d'un montant de 188 euros (22 434 F CFP) prélevé sur le chapitre 143, article 02, action 04, sous-action 07 du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, correspondant au versement de la dotation au titre de l'insertion, adaptation pédagogiques, animation et développement rural en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu au titre de l'année 2006.

Modalité de versement

Le versement de la subvention de 188 euros (22 434 F CFP) s'effectuera en totalité dès signature du présent arrêté en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu.

Par arrêté n° 572 HC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 20 novembre 2006. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les modalités de versement d'un montant 4 000 euros (477 327 F CFP) prélevé sur le chapitre 143, article 02, action 01, sous-action 14 du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, correspondant au versement de la dotation au titre de la formation continue des personnels des lycées agricoles en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu au titre de l'année 2006.

Modalité de versement

Le versement de la subvention de 4 000 euros (477 327 F CFP) s'effectuera en totalité dès signature du présent arrêté en faveur du lycée professionnel agricole de Opunohu.

Par arrêté n° HC 122 SAIA du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 novembre 2006. — Le présent arrêté a pour objet de modifier les dispositions de l'arrêté n° HC 108 SAIA du 3 octobre 2006 portant attribution à la commune de Rimatara d'une subvention de 11 446 345 F CFP, soit 95 920,37 euros, au titre du programme 123, conditions de vie outre-mer, action 02, sous-action 05, catégorie 64 du ministère de l'outre-mer, pour permettre la construction d'un hangar pour les engins lourds à Amaru en son article 2.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° HC 108 SAIA du 24 août 2005 sont modifiées et remplacées par le texte suivant :

Le plan de financement de l'opération mentionnée ci-dessus est défini comme suit :

- Etat (min. 214, prog. 123)	60 %	95 920,37 euros, soit 11 446 345 F CFP
- Pays	30 %	47 960,18 euros, soit 5 723 172 F CFP
- Commune	10 %	15 986,73 euros, soit 1 907 724 F CFP
- Total	100 %	159 867,28 euros, soit 19 077 241 F CFP

Toutes les dispositions de l'arrêté n° HC 108 SAIA du 3 octobre 2006 non modifiées par le présent arrêté demeurent inchangées.

Par arrêté n° HC 585 DAE/BASID du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 24 novembre 2006.— Dans les considérations préliminaires de l'arrêté n° 1445 MASC du 2 décembre 2003, les termes suivants :

“- En conséquence : Il a été décidé d'engager l'opération de résorption de l'habitat insalubre de Mama'o, zone Ah Fat de 33 logements en location-vente...”.

Sont remplacés par :

“- En conséquence : Il a été décidé d'engager l'opération de résorption de l'habitat insalubre de Mama'o, zone Ah Fat de 33 logements en location simple...”.

A l'article 2 de l'arrêté n° 1445 MASC du 2 décembre 2003, les termes suivants :

“- Cette opération consiste en la construction de 33 logements en location-vente...”.

Sont remplacés par :

“- Cette opération consiste en la construction de 33 logements en location simple...”.

A l'article 7 de l'arrêté n° 1445 MASC du 2 décembre 2003, les termes suivants :

“- Les logements construits dans le cadre de la présente convention sont destinés à la location-vente”.

Sont remplacés par :

“- Les logements construits dans le cadre de la présente convention sont destinés à la location simple”.

Les autres articles sans changement.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 1368 CM du 28 novembre 2006 portant nomination de Mme Geneviève Garry en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'EPIC Vanille de Tahiti.

NOR : MAE0603171AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-68 APF du 15 mai 2003 portant création de l'Etablissement public à caractère industriel et commercial dénommé “Vanille de Tahiti” ;

Vu l'arrêté n° 1115 CM du 6 août 2003 portant organisation et fonctionnement de l'Etablissement public à

caractère industriel et commercial dénommé “Vanille de Tahiti” ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la lettre de démission des fonctions de commissaire de gouvernement de l'EPIC Vanille de Tahiti déposée le 5 octobre 2006 par M. Marc Fareata ;

Vu l'avis de l'inspection générale de l'administration en date du 15 novembre 2006 sur la candidature de Mme Geneviève Garry ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 novembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Mme Geneviève Garry est nommée en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'EPIC Vanille de Tahiti.

Art. 2.— L'arrêté n° 1174 CM du 14 août 2003 portant nomination de M. Marc Fareata en qualité de commissaire de gouvernement est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'agriculture, de l'élevage et des forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'agriculture,
de l'élevage et des forêts,
Ahti ROOMATAAROA.*

ARRETE n° 1370 CM du 28 novembre 2006 ordonnant le lancement des études nécessaires à la mise en place du plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (archipel des îles Marquises).

NOR : SAU0602973AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie, chargé de la prévention des risques naturels,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 21-2006 du 1er mars 2006 du conseil municipal de la commune de Hiva Oa demandant l'élaboration du plan général d'aménagement ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 22 novembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Est ordonné le lancement des études nécessaires à la mise en place du plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (archipel des îles Marquises).

Art. 2.— L'étude et l'établissement du plan général d'aménagement sont confiés au service de l'aménagement et de l'urbanisme.

Art. 3.— Il est créé une commission locale d'aménagement (CLA) de la commune de Hiva Oa qui fonctionnera jusqu'à l'approbation du plan général d'aménagement. Elle est chargée d'assurer la concertation entre la population, les différents acteurs socio-économiques de la collectivité, les services techniques intéressés et le chargé d'études, de fixer les orientations du plan, de suivre les différentes étapes de l'étude et de l'établissement du plan général d'aménagement, de faire toutes propositions sur les projets d'aménagement qui lui sont soumis et d'arrêter le projet qui doit être conforme au schéma d'aménagement ou aux options d'intérêt territorial s'ils existent.

Art. 4.— La composition de la commission locale d'aménagement présidée par le maire de la commune est ainsi fixée :

Le conseil municipal :

- le maire de la commune de Hiva Oa ou son représentant, président de la commission locale d'aménagement ;
- le conseil municipal dans son ensemble.

La société civile (peuvent être représentés) :

- le président du comité du tourisme de l'île de Hiva Oa ;
- le directeur du collège Sainte-Anne ;
- le directeur du collège et CETAD de Atuona ;
- le directeur du centre des jeunes adolescents de Atuona ;
- le directeur de l'école primaire de Atuona ;
- le président de l'association de défense de la nature de Hanaiapa ;
- le président de l'association Hoata Nui O Hiva, action en faveur de l'environnement ;
- le directeur de l'hôtel Hiva Oa Hanakee Pearl Lodge de Atuona ;
- le président de l'amicale des sapeurs-pompiers volontaires de Hiva Oa ;
- le représentant de l'Eglise catholique ;
- le représentant de l'Eglise adventiste ;
- le représentant de l'Eglise évangélique Maohi ;
- le représentant de l'Eglise des Saints-des-Derniers-Jours ;
- le président de l'association Naiki ;
- le président de l'association Domina ;
- la présidente de l'association Te Pua Hinano o Tiu ;
- le président de l'association des éleveurs Tohuaoa ;
- le commandant du groupe du service militaire adapté de Atuona ;
- le président de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers ;
- Mme Catherine Chavaillon, prestataire de service au service du patrimoine.

Les représentants de l'administration :

- le chargé d'étude ;
- le chef de la subdivision du service de l'aménagement et de l'urbanisme aux îles Marquises ou son représentant ;
- le chef de la subdivision administrative des îles Marquises ou son représentant ;
- la direction de l'environnement ;
- le service de l'aménagement et de l'urbanisme ;
- le service du développement rural ;
- la direction de l'équipement ;
- le service des transports maritimes et aériens ;
- le Fonds de développement des archipels ;
- le service du tourisme ;
- le centre d'hygiène et de salubrité publique ;
- le service de la culture.

La commission peut, en outre, faire appel à tout service territorial, organisme ou personnalité jugés utiles pour la bonne marche des travaux.

Art. 5.— Les modalités d'établissement et d'approbation du plan général d'aménagement sont celles définies par le livre Ier, titre Ier du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 6.— Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports et le ministre du développement durable, de l'environnement, de l'aménagement et de la qualité de la vie, chargé de la

prévention des risques naturels, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement,
de l'énergie et des mines,
de l'urbanisme, des transports terrestres,
des affaires maritimes, des ports et aéroports,*
James Narii SALMON.

*Le ministre du développement durable,
de l'environnement, de l'aménagement
et de la qualité de la vie,*
Georges HANDERSON.

AVIS n° 1381 CM du 30 novembre 2006 sur le projet de décret relatif à la partie réglementaire du code du commerce.

NOR : SAE0603217AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 1703 DRCL du 25 octobre 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 2006,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret relatif à la partie réglementaire du code du commerce appelle un avis favorable sous réserve de modifications conformément aux observations suivantes :

- d'une manière générale, le terme : "Polynésie" doit être complété par le terme : "française" ;
- *article R. 940-1* : Cet article prévoit l'applicabilité en Polynésie française de l'article R. 600-3 du code du commerce. Ce dernier est pris en application de l'article L. 610-1 du code du commerce, lui-même inséré par la loi n° 2005-845 du 26 juillet 2005 de sauvegarde des entreprises. Cette loi n'étant pas applicable en Polynésie française, la référence à l'article R. 600-3 ne peut être maintenue ;
- *article R. 946-1* : Cet article, qui constitue une adaptation de l'article R. 600-3 ne peut être maintenu pour les raisons évoquées ci-dessus ;

- *article R. 947-6* : Il convient de remplacer d'une part, les termes : "du territoire" par : "de la Polynésie française" et d'autre part : "des anciens membres des tribunaux mixtes de commerce" par : "des anciens juges des tribunaux mixtes de commerce" ;
- *article R. 947-9* : Il paraît souhaitable de mentionner après les mots : "Pour l'application de la section 3 du chapitre III du titre II du livre VII" les mots : "de la partie législative du code du commerce".

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

ARRETE n° 1382 CM du 30 novembre 2006 portant ouverture à la circulation aérienne publique de l'aérodrome de Fakahina, archipel des Tuamotu, pour une exploitation de classe 1 B exploitation à vue.

NOR : TMA0603125AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le décret n° 63-927 du 6 septembre 1963 relatif aux conditions de création, de mise en service, d'utilisation et de contrôle des aérodromes dans les territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 25 août 1997 relatif aux conditions d'homologation et aux procédures d'exploitation des aérodromes ;

Vu l'arrêté n° 635 CM du 30 juin 1994 relatif au transfert de la gestion des infrastructures aéronautiques ;

Vu le compte rendu de la visite technique DIR/INFRA/140214 de l'aviation civile conjointe avec la direction de l'équipement en date du 14 septembre 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Est ouvert à la circulation aérienne publique l'aérodrome de Fakahina dans l'archipel des îles Tuamotu, pour une exploitation en classe 1 B à vue, conformément aux prescriptions techniques du compte rendu du 14 septembre 2006 susvisé.

Art. 2.— L'arrêté n° 1040 CM du 23 octobre 1985 est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'équipement, de l'énergie et des mines, de l'urbanisme, des transports terrestres, des affaires maritimes, des ports et aéroports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement,
de l'énergie et des mines,
de l'urbanisme, des transports terrestres,
des affaires maritimes, des ports et aéroports,*
James Narii SALMON.

ARRETE n° 1383 CM du 30 novembre 2006 portant création, organisation et fonctionnement du centre de lecture annexé à l'école normale mixte de la Polynésie française.

NOR : ENO0603113AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-9 AT du 19 janvier 1979 modifiée portant création d'une école normale mixte de la Polynésie française et fixant les règles de son fonctionnement ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'école normale du 12 octobre 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 2006,

Arrête :

Article 1er.— Il est créé un centre de lecture annexé à l'école normale mixte de la Polynésie française chargé de promouvoir la lecture et l'écriture chez les jeunes et d'élargir leurs possibilités d'accès à la culture.

Le centre a pour missions :

- de définir des projets d'actions, éventuellement en partenariat avec les ministères et les organismes concernés par l'acquisition, le perfectionnement et la diversification des pratiques de lecture et d'écriture chez les jeunes ;
- de mettre en œuvre dans ses installations ou dans le cadre d'autres structures d'accueil, des activités spécifiques de lecture auprès des jeunes placés sous la responsabilité d'enseignants, d'éducateurs ou d'animateurs, durant et hors temps scolaire ;

- d'assurer des actions de formation, d'animation, d'information et de recherche pour promouvoir l'utilisation de la littérature de jeunesse en direction des enseignants, des éducateurs et des animateurs chargés d'encadrer les activités ;
- de participer à, ou d'organiser, des manifestations culturelles, susceptibles de promouvoir l'écrit.

Titre Ier - Organisation du centre

Art. 2.— Le centre est placé sous l'autorité du directeur de l'école normale mixte de la Polynésie française, ordonnateur des dépenses et des recettes du centre. A ce titre, il est notamment chargé :

- de préparer et d'exécuter le budget du centre de lecture ;
- d'en élaborer le règlement intérieur ;
- de représenter le centre dans les actes de la vie civile ;
- de conclure les contrats, conventions et marchés et de contrôler leur exécution.

Art. 3.— Le centre est administré par un responsable nommé par arrêté du ministre de l'éducation parmi les corps d'enseignants titulaires reconnus pour leur compétence dans le champ des missions assignées au centre. Sous l'autorité du directeur de l'école normale, le responsable est chargé d'assurer le fonctionnement du centre, notamment son administration générale et financière. Il peut bénéficier d'une délégation de signature dans la limite des compétences qui lui sont dévolues. Pour accomplir les missions, le responsable du centre est assisté par des personnels mis à disposition dont il définit le cadre et les conditions de travail.

Art. 4.— Un comité directeur composé :

- du directeur de l'école normale, *président* ;
- du responsable du centre ;
- d'un enseignant affecté au centre en qualité d'adjoint du responsable ;
- de l'agent comptable de l'école normale ;
- d'une personnalité extérieure reconnue pour sa compétence, désignée par le conseil d'administration de l'école normale,

assiste le responsable du centre dans la préparation des projets d'actions et de formation, et dans l'élaboration du projet du budget.

Titre II - Fonctionnement

Art. 5.— Dans le respect des orientations de la politique du ministère de l'éducation, le responsable élabore un projet d'accomplissement des missions dévolues au centre.

Actualisé annuellement, ce document détaille les objectifs et les moyens nécessaires et prévoit des indicateurs quantitatifs et qualitatifs d'évaluation.

Le responsable prépare en outre le projet de bilan administratif et financier, le projet de rapport d'activité et l'avant-projet de budget.

Les documents précités sont soumis au directeur qui est chargé de les présenter au conseil d'administration de l'école normale.

Art. 6. — Les opérations relatives à la gestion financière et comptable du centre sont effectuées par le directeur en sa qualité d'ordonnateur et par l'agent comptable de l'école normale.

Le suivi budgétaire et comptable est assuré selon le mode de gestion d'un service à comptabilité distincte sans personnalité morale.

Rattaché pour sa trésorerie à l'école normale, désignée comme l'établissement support, il dispose de son propre budget qui fait apparaître l'ensemble des recettes et des dépenses prévisibles pour son activité.

Le budget, les décisions budgétaires modificatives et le compte financier obéissent aux mêmes règles juridiques (élaboration, présentation, vote) que celles applicables à l'établissement support.

Les recettes proviennent des subventions, des produits de conventions et des prestations de services. Elles sont classées par nature selon la nomenclature de référence.

Les dépenses de fonctionnement comprennent neuf chapitres limitatifs numérotés de 60 à 68.

La section en capital utilise un chapitre de dépenses (ZD) et un chapitre de recettes (ZR).

Art. 7. — Le conseil d'administration de l'école normale est tenu régulièrement informé du fonctionnement du centre par le directeur.

Art. 8. — Le fonctionnement du centre est précisé par un règlement intérieur approuvé par le conseil d'administration de l'école normale.

Art. 9. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,*
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 1384 CM du 30 novembre 2006 portant modification de la délibération n° 79-9 AT du 19 janvier 1979 modifiée portant création d'une école normale mixte de la Polynésie française et fixant les règles de son fonctionnement.

NOR : ENO0603114AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 79-9 du 19 janvier 1979 modifiée portant création d'une école normale mixte de la Polynésie française et fixant les règles de son fonctionnement ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'école mixte de la Polynésie française du 12 octobre 2006 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — La dernière phrase du premier alinéa de l'article 1er de la délibération n° 79-9 AT du 19 janvier 1979 susvisée est remplacée par les dispositions suivantes :

"Elle peut en outre assurer dans les écoles primaires, les centres de jeunes adolescents, les structures d'éducation spéciale, les centres de vacances et de loisirs et les établissements socio-éducatifs ou dans ses propres installations, des actions pédagogiques en direction des enfants et adolescents, pendant et hors temps scolaire".

Art. 2. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, chargé du plurilinguisme et de la promotion des langues polynésiennes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2006.
Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,*
Jean-Marius RAAPOTO.

ARRETE n° 1386 CM du 30 novembre 2006 portant nomination de Mlle Valérie Bernier en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public administratif dénommé "Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française" (JSPF).

NOR : MSA0603212AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des sports et de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 80-106 AT du 22 août 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs", ensemble la délibération n° 80-146 AT du 25 novembre 1980 modifiée créant un établissement public

territorial dénommé "Office territorial d'équipements sportifs et socio-éducatifs" ;

Vu l'arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 portant organisation et fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 731 CM du 21 juillet 2006 portant modification de l'arrêté n° 618 CM du 10 mai 2002 portant organisation et fonctionnement de l'Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu la lettre de démission des fonctions de commissaire de gouvernement de l'IJSPF de Mlle Nicole Terrailon en date du 27 juillet 2006 ;

Vu l'avis favorable de l'inspection générale de l'administration en date du 15 novembre 2006 sur la candidature de Mlle Valérie Bernier ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 novembre 2006,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Valérie Bernier est nommée en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public administratif dénommé "Institut de la jeunesse et des sports de la Polynésie française" (IJSPF).

Art. 2. — L'arrêté n° 121 CM du 4 février 1994 portant nomination de Mme Nicole Terrailon en qualité de commissaire de gouvernement, est abrogé.

Art. 3. — Le ministre des sports et de l'artisanat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 novembre 2006.

Oscar Manutahi TEMARU.

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des sports et de l'artisanat,

Léon LICHTLE.

NOR : CHP0603024AC

Par arrêté n° 1337 CM du 24 novembre 2006. — Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 28-06 CHPF du 18 septembre 2006 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales au directeur adjoint.

NOR : CHP0603025AC

Par arrêté n° 1338 CM du 24 novembre 2006. — Est renvoyée en seconde lecture la délibération n° 29-06 CHPF du 18 septembre 2006 du conseil d'administration du Centre hospitalier de la Polynésie française portant attribution d'une indemnité de sujétions spéciales aux directeurs fonctionnels.

NOR : SDT0602915AC

Par arrêté n° 1341 CM du 24 novembre 2006. — En application de l'article 3 de la délibération n° 2001-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée définissant les catégories

d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité, les panonceaux signalant les établissements d'hébergement de tourisme classés doivent être conformes aux caractéristiques ci-après :

A) En ce qui concerne les établissements relevant de la catégorie des hôtels et résidences de tourisme international :

A.1 - Support en bois verni d'une dimension de 60 centimètres de largeur par 42 centimètres de hauteur ;

A.2 - Dans l'ordre et de haut en bas du panonceau :

A.2.1 - Inscription en tahitien du type d'établissement dans la catégorie "Nohoraa Manihini Nui" ou "Fare Manihini Nui", en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 230 ;

A.2.2 - Inscription en français du type d'établissement dans la catégorie "hôtel de tourisme international classé" ou "résidence de tourisme international classée" en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 90 ;

A.2.3 - Inscription en anglais du type d'établissement dans la catégorie "international hotel" ou "international tourism residence" en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 90 ;

A.2.4 - Apposition d'une plaque d'aluminium d'une dimension de 60 centimètres de largeur par 12,5 centimètres de hauteur sur laquelle sont découpées des étoiles stylisées, dans la limite du nombre de ces unités de classement accordées à l'établissement ;

A.2.5 - Apposition du symbole de la Polynésie française tel que défini à l'article 3 de la délibération n° 84-1030 AT du 23 novembre 1984 ;

A.2.6 - Apposition de la mention "ministère du tourisme" en typo Myriad Bold, corps 17,5.

B) En ce qui concerne les établissements relevant de la catégorie de l'hébergement chez l'habitant et de la petite hôtellerie familiale :

B.1 - Support en bois verni d'une dimension de 45 centimètres de largeur par 31,5 centimètres de hauteur ;

B.2 - Dans l'ordre et de haut en bas du panonceau :

B.2.1 - Inscription en tahitien du type d'établissement dans la catégorie "Kai & Piko" ou "Nohoraa Manihini" ou "Fare Manihini", en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 180, et de la catégorie "Utuafare Manihini" en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 141 ;

B.2.2 - Inscription en français du type d'établissement dans la catégorie "chambres d'hôtes classées" ou "petit hôtel familial classé" ou "fare d'hôtes classé" ou "pension de famille classée" en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 90 ;

B.2.3 - Inscription en anglais du type d'établissement dans la catégorie "bed and breakfast" ou "family hotel" ou "holiday family homes" ou "family-run guest house" en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 90 ;

B.2.4 - Apposition d'une plaque d'aluminium d'une dimension de 45 centimètres de largeur par 9,5 centimètres de hauteur sur laquelle sont découpées des fleurs de tiare stylisées, dans la limite du nombre de ces unités de classement accordées à l'établissement ;

- B.2.5 - Apposition du symbole de la Polynésie française tel que défini à l'article 3 de la délibération n° 84-1030 AT du 23 novembre 1984 ;
- B.2.6 - Apposition de la mention "ministère du tourisme" en typo Myriad Bold, corps 13.

C) En ce qui concerne les meublés de tourisme :

- C.1 - Support en bois verni d'une dimension de 30 centimètres de largeur par 21 centimètres de hauteur ;
- C.2 - Dans l'ordre et de haut en bas du panonceau :
- C.2.1 - Inscription en tahitien du type d'établissement dans la catégorie "Fare Tarahu No Te Manihini", en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 85 ;
- C.2.2 - Inscription en français du type d'établissement dans la catégorie "meublé de tourisme classé" en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 60 ;
- C.2.3 - Inscription en anglais du type d'établissement dans la catégorie "holiday rental" en typo DIN Schrift Bold Condensed, corps 60 ;
- C.2.4 - Apposition d'une plaque d'aluminium d'une dimension de 30 centimètres de largeur par 6,5 centimètres de hauteur sur laquelle sont découpées des fleurs d'hibiscus (aute) stylisées, dans la limite du nombre de ces unités de classement accordées à l'établissement ;
- C.2.5 - Apposition du symbole de la Polynésie française tel que défini à l'article 3 de la délibération n° 84-1030 AT du 23 novembre 1984 ;
- C.2.6 - Apposition de la mention "ministère du tourisme" en typo Myriad Bold, corps 9.

Les inscriptions des mentions figurant aux alinéas ci-dessus : A.2.1, A.2.2, A.2.3, A.2.5, A.2.6, B.2.1, B.2.2, B.2.3, B.2.5, B.2.6, C.2.1, C.2.2, C.2.3, C.2.5 et C.2.6 sont imprimées sur un vinyl de couleur marron et apposées sur la plaque de bois.

La police de caractère de type DIN Schrift Bold Condensed et les corps utilisés sont définis aux alinéas concernés.

Les unités stylisées mentionnées aux alinéas :

- A.2.4 doivent s'inscrire dans un bloc de 95 millimètres x 95 millimètres ;
- B.2.4 doivent s'inscrire dans un bloc de 75 millimètres x 75 millimètres ;
- C.2.4 doivent s'inscrire dans un bloc de 50 millimètres x 50 millimètres.

Les modèles des unités stylisées de classement (étoile, tiare, hibiçus) sont disponibles au service du tourisme de la Polynésie française.

Le symbole de la Polynésie française et la mention "ministère du tourisme", tels que mentionnés ci-dessus doivent respectivement s'inscrire :

- pour les alinéas A.2.5 et A.2.6 dans un bloc de 55 millimètres de largeur x 70 millimètres de hauteur ;
- pour les alinéas B.2.5 et B.2.6 dans un bloc de 41 millimètres de largeur x 52 millimètres de hauteur ;
- pour les alinéas C.2.5 et C.2.6 dans un bloc de 27 millimètres de largeur x 35 millimètres de hauteur.

Ce symbole et cette mention sont imprimés sur un vinyl de couleur marron et apposés sur la plaque de bois et sont centrés sur la largeur du panonceau dans le bas.

Le panonceau de classement est mis à disposition de chaque établissement, à l'issue de leur classement initial, à titre gracieux, par le service du tourisme. La réactualisation ou le renouvellement du panonceau est à la charge de chaque établissement.

L'arrêté n° 497 CM du 12 avril 2001 fixant les caractéristiques des panonceaux signalant les établissements d'hébergement de tourisme classés est abrogé.

NOR : DFC0603102AC

Par arrêté n° 1342 CM du 24 novembre 2006.— Est autorisé le virement de crédits au sein du chapitre 943 "secteur éducation" conformément au tableau ci-dessous.

S/chapitre	Article	Intitulé	En +	En -
943-03	655-05	Enseignement secondaire Bourses locales de l'enseignement public		3 044 500
943-02	655-02	Enseignement primaire Bourses locales de l'enseignement catholique	402 800	
	655-05	Bourses locales de l'enseignement public	134 800	
943-05	655-02	Enseignement privé Bourses locales de l'enseignement catholique	1 822 600	
	655-15	Bourses locales de l'enseignement adventiste	684 300	
		Total	3 044 500	3 044 500

NOR : DAF0502719AC

Par arrêté n° 1343 CM du 24 novembre 2006.— La société civile immobilière Toamaru Partners, société civile au capital de 500 000 F CFP, dont le siège social est à Bora Bora, ayant pour seuls associés MM. Richard Postma, de nationalité française, et Erik Cutter, de nationalité américaine, est autorisée à réaliser un investissement en Polynésie française en acquérant de la société civile immobilière CRIM, représentée par son gérant M. Rémy Grégoire, deux parcelles de terrain de 742 mètres carrés et 752 mètres carrés dépendant de la terre Tepori Apu située à Vaitoare, sur l'île de Tahaa, et les constructions y édifiées, ainsi qu'une parcelle de 323 mètres carrés à usage de chemin de servitude.

La présente autorisation est accordée sans autre garantie de la Polynésie française, spécialement sans garantie de propriété, et ne fait pas obstacle à l'application des règles en vigueur en matière d'urbanisme. La direction des affaires foncières n'est pas liée par le présent arrêté et conserve le droit de contrôle de la valeur vénale déclarée, prévu par l'arrêté du 15 novembre 1873 modifié.

NOR : DFC0603156AC

Par arrêté n° 1344 CM du 24 novembre 2006.— Sont autorisés les virements de crédits au sein du chapitre 960 "secteur économie" conformément au tableau ci-dessous :

S/chapitre	Article	Intitulé	En +	En -
960-10	657-804	Autres interventions Aide à l'exportation		7 984 350
960-02	630	Commerce extérieur Loyers et charges locatives		400 000
960-02	639	Commerce extérieur Autres travaux et services extérieurs	6 220 610	
	662-10	Impressions	1 763 740	
960-01	639	Economie Autres travaux et services extérieurs	400 000	
		Total	8 384 350	8 384 350

NOR : EMI0602600AC

Par arrêté n° 1346 CM du 24 novembre 2006.— Est approuvée la convention annuelle 2006 "Programme photovoltaïque en Polynésie française".

Le Président de la Polynésie française est habilité à signer ladite convention.

NOR : DES0602978AC

Par arrêté n° 1347 CM du 24 novembre 2006.— Le Président de la Polynésie française est habilité à signer les avenants n° 30 de l'enseignement catholique du premier degré, n° 30 de l'enseignement catholique du second degré, n° 27 de l'enseignement protestant du second degré et n° 6 de l'enseignement adventiste du second degré aux contrats d'association conclus entre l'Etat et les directions de l'enseignement catholique, protestant et adventiste (les 5 novembre 1974, 29 décembre 1975 et 27 janvier 1992).

NOR : DAF0602468AC

Par arrêté n° 1349 CM du 24 novembre 2006.— Est autorisé le versement à la Caisse des dépôts et consignations des indemnités dues aux propriétaires des parcelles de terre nécessaires à l'aménagement de la route territoriale n° 2 du PK 25,200 au PK 25,800 à Tiarei dans la commune de Hitia'a O Te Ra, conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

N° de plan	Références cadastrales	Emprises en mètre carré	Propriétaires	Indemnités fixées par le juge de l'expropriation			Indemnités à consigner en F CFP
				Jugement	Nature de l'indemnité	Montants en F CFP	
1/5	AM 111	3 646	1/2 Franz Smidt 1/2 Vahinetua a Mairahi	87-41 du 27 juin 2006	Principale : Remploi :	9 115 000 1 367 250	10 482 250
2/5	AM 112	4 615	Nesa Martin époux de Monique Augustine Thérèse Frébault	88-42 du 27 juin 2006	Principale : Remploi :	11 537 500 1 730 625	13 268 125
3/5 4/5	AM 114 AM 118	457 17	Héritiers de Vahine Pohe Taiapa Tau	89-43 du 27 juin 2006	Principale : Remploi :	1 185 000 177 750	1 362 750
5/5	AM 115	22	Teriihopuare Maruhi époux de Hutimanu Tahutini	90-44 du 27 juin 2006	Principale : Remploi :	55 000 8 250	63 250
Total :							25 176 375

Les dépenses sont imputables au budget de la Polynésie française : chapitre 900-09, AP 13-2001, AE 48-2002, article 210-0.

Ces indemnités seront versées aux propriétaires dès qu'ils feront la demande de paiement conformément aux dispositions du code de l'expropriation.

NOR : PRL0603035AC

Par arrêté n° 1350 CM du 24 novembre 2006.— Sont autorisés au profit de la SCA Motutahiri Pearls Farm, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002, pour une durée de cinq ans à compter de la date de la parution au *Journal officiel* de la Polynésie française, le changement de situation géographique de trois emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole ainsi que la régularisation du dépassement de superficie de ses maisons d'exploitation et de greffe sis à Ahe, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et pour la régularisation des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 50 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 90 hectares (19 hectares 84 ares, 22 hectares 75 ares et 47 hectares 41 ares) ;

- pour l'implantation de quatre maisons d'exploitation et de greffe : une superficie totale de 536 mètres carrés (217 mètres carrés, 30 mètres carrés, 17 mètres carrés et 272 mètres carrés).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service de la perliculture.

La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus régularisées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *un million cinq cent cinquante-sept mille deux cents francs CFP* (1 557 200 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 50 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 100 000 F CFP ;
- sur la base de 90 hectares à 1 500 F CFP/1 000 mètres carrés, soit 1 350 000 F CFP ;
- sur la base de 536 mètres carrés à 200 F CFP/mètre carré, soit 107 200 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

La SCA Motutahiri Pearls Farm est soumise au paiement d'une redevance forfaitaire de *deux cent quatre-vingt-cinq mille six cents francs CFP* (285 600 F CFP) due au titre du dépassement de superficie pour l'implantation de diverses maisons d'exploitation et de greffe arrêté à 476 mètres carrés.

Les dispositions de l'arrêté n° 367 CM du 6 mars 2000, en ce qu'elles concernent l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole accordée à la SCA Motutahiri Pearls Farm, sont abrogées.

L'arrêté n° 990 CM du 16 juillet 1998 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à Ahe, commune de Manihi, au profit de la SCA Motutahiri Pearls Farm, est abrogé.

NOR : DAF0603134AC

Par arrêté n° 1351 CM du 24 novembre 2006.— L'empiètement de prospect d'un hangar à usage d'entrepôt sur le domaine public fluvial, pour une superficie de 16,87 mètres carrés, au droit de la parcelle 5 du partage des terres Ruheruhe et Paevai cadastrées section H n° 396, quartier Tavararo, commune de Faa'a, est autorisé au profit de la SCI Paevai.

Cette autorisation est nécessaire à la délivrance du permis de construire par le service de l'urbanisme.

Et tel qu'il figure sur le plan d'implantation dressé le 17 août 2006 par M. Michel Baccino, architecte DPLG-urbaniste, joint à la demande de l'intéressée.

NOR : DAF0602610AC

Par arrêté n° 1352 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de M. Louis Bellais, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 2 250 mètres carrés, situé entre les motu Motukaveu et Purahui, sis à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons de 2 250 mètres carrés pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP).

NOR : DAF0602611AC

Par arrêté n° 1353 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de M. Syli Mita Charles, l'autorisation d'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés chacun, situés le 1er, à 50 mètres du rivage au village Rautini, et le 2e, à 30 mètres de la terre Purahui, sis à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation de deux parcs à poissons de 1 000 mètres carrés chacun pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP).

NOR : DAF0602612AC

Par arrêté n° 1354 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de Mme Christine Tetaahi Fareata épouse Buillard, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés, situé à 50 mètres de la terre Pitorua au village de Rautini, côté large, sis à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons de 1 000 mètres carrés pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP).

NOR : DAF0602613AC

Par arrêté n° 1355 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005 au profit de M. Tagata Rehua, l'autorisation d'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés chacun, situés le 1er, en entrant à droite dans la passe Agahuru à côté du motu Motukeretihe, et le 2e, en entrant à gauche dans la passe Agahuru à côté du motu Agahuru, sis à Arutua, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation de deux parcs à poissons de 1 000 mètres carrés chacun pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *quinze mille francs CFP* (15 000 F CFP).

NOR : DAF0602561AC

Par arrêté n° 1356 CM du 27 novembre 2006.— Deux emplacements du domaine public maritime sis au droit de la terre nommée "Apaapatere 2", référencée commune de Taputapuatea, section de commune de Avera, d'une surface remblayée de 1 705 mètres carrés et d'une surface à charge de remblai de 234 mètres carrés, sont affectés au profit de la commune de Taputapuatea.

Tel que le tout figure sur le plan n° 2006-02-41b en date du 13 mars 2006 établi par la SCP Anding-Leininger et détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Cette affectation est destinée à l'implantation de petites structures professionnelles et familiales liées à l'activité de la pêche côtière et à l'aménagement public pour des petites activités professionnelles. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

La commune de Taputapuatea, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des parcelles affectées et deviendra propriétaire par accession des constructions y édifiées sans aucune indemnité.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

NOR : DAF0602735AC

Par arrêté n° 1357 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de M. Tetauru Tufaunui Tuanaa, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 500 mètres carrés, au droit de la pointe du motu Haka, sis à Ahe, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons de 1 500 mètres carrés pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP).

NOR : DAF0602736AC

Par arrêté n° 1358 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de M. Athanase Tavaearai, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés, situé au nord-ouest du motu Gagie, sis à Anaa, commune de Anaa.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons de 1 000 mètres carrés pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP).

NOR : DAF06002750AC

Par arrêté n° 1359 CM du 27 novembre 2006.— La Polynésie française est autorisée à céder au franc symbolique et en toute propriété au profit de l'Office polynésien de l'habitat, une parcelle de terre détachée de la terre Atihiva, sise à Afaahiti, commune de Taiarapu-Est, d'une superficie de 77 714 mètres carrés.

Telle que ladite parcelle figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières et telle qu'elle appartient à la Polynésie française en vertu d'un acte transcrit à la conservation des hypothèques le 2 juin 2006 au volume 3117 n° 15 et d'un acte modificatif transcrit le 18 juillet 2006 au volume 3134, n° 20.

La valeur comptable de cette parcelle est fixée à *deux cent quatre-vingt-dix-neuf millions cinq cent quatre mille sept cent soixante-sept francs CFP* (299 504 767 F CFP) répartie comme suit :

- 295 313 200 F CFP correspondant au prix d'acquisition de la parcelle susmentionnée ;
- 4 191 567 F CFP correspondant aux frais de notaires afférents à la rédaction de l'acte de vente de ladite parcelle.

La dépense correspondant à la sortie de patrimoine de l'immeuble susdésigné est imputée au budget de la Polynésie française chapitre 911, AP 88-2000, AE 157-2000, article 130.

L'acte administratif est exonéré des frais d'enregistrement et de transcription.

NOR : DAF0602621AC

Par arrêté n° 1360 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de M. Tapuni Kavera, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement public maritime d'une superficie de 750 mètres carrés, situé entre les motu Okete et Goto, sis à Hao, commune de Hao.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons de 750 mètres carrés pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP).

NOR : DAF0602622AC

Par arrêté n° 1361 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de M. Teapehu Tutana Takamoana, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie de 1 000 mètres carrés, situé en entrant dans la passe Kaki à droite, sis à Hao, commune de Hao.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons de 1 000 mètres carrés pour une période de cinq (5) ans, à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP).

NOR : DAF0602908AC

Par arrêté n° 1362 CM du 27 novembre 2006.— Les lots 2 et 4 de la terre Paepaenui-Vaiiai-Vaitie-Vaihonu, cadastrés commune de Hiva Oa, section de commune de Atuona, section A n°s 2130 et 2123, d'une superficie respective de 1 106 mètres carrés et de 916 mètres carrés, sont affectés au profit de la direction de l'équipement.

Tel que le tout figure sur le plan détenu par la direction des affaires foncières, division des domaines.

Cette affectation est destinée à la construction d'un logement de fonction et d'une case de passage attenante. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations, et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Le ministre en charge de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des terres affectées et des constructions y édifiées.

L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers.

L'arrêté n° 583 CM du 29 avril 2002 portant affectation des lots 2 et 4 de la terre domaniale Paepaenui-Vaiai-Vaitie-Vaihonu, sis commune de Hiva Oa, au profit de la direction de l'équipement, subdivision des îles Marquises, est abrogé.

NOR : TRA0602636AC

Par arrêté n° 1364 CM du 27 novembre 2006.— Le Président de la Polynésie française est habilité à signer la convention cadre relative à la gestion du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE).

Dans ce cadre, la Polynésie française accorde des avances de trésorerie à la Caisse de prévoyance sociale selon les dispositions mentionnées dans la convention cadre relative à la gestion du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti (DARSE) et les conventions particulières d'application qui en découlent.

NOR : TRA0602637AC

Par arrêté n° 1365 CM du 27 novembre 2006.— Le Président de la Polynésie française est habilité à signer la convention portant dispositions particulières d'application à la convention cadre relative à la gestion du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE) pour l'année 2006.

NOR : DAF0602734AC

Par arrêté n° 1366 CM du 27 novembre 2006.— Est autorisée, aux clauses et conditions du cahier des charges type approuvé par l'arrêté n° 447 CM du 6 juillet 2005, au profit de Mme Tetuapaena épouse Hio, l'autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 1 000 mètres carrés, situé au droit de la pointe du motu Haka n° 4, sis à Ahe, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation est accordée pour l'exploitation d'un parc à poissons de 1 000 mètres carrés pour une période de cinq (5) ans à compter de la date du présent arrêté.

La redevance annuelle d'occupation, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à *cinq mille francs CFP* (5 000 F CFP).

NOR : DAF0602351AC

Par arrêté n° 1367 CM du 27 novembre 2006.— Les articles 1er et 2 de l'arrêté n° 1030 CM du 9 juin 2004 sont modifiés ainsi qu'il suit :

"Article 1er.— La location d'une partie de la terre dénommée Tevarovaro-Taputai, sise à Avera, référencée commune de Taputapuata, PV n° 80, pour une superficie de 8 hectares, est autorisée au profit de la SCA Aratao Vanille, à des fins agricoles."

À l'article 2, les mots : "loyer annuel de *deux cent mille francs CFP* (200 000 F CFP)" sont remplacés par les mots : "loyer annuel de *quatre-vingt mille francs CFP* (80 000 F CFP)".

NOR : SDR0603162AC

Par arrêté n° 1369 CM du 28 novembre 2006.— M. Pierre Souvignet est nommé chef par intérim du service du développement rural pour la durée du congé administratif de M. Willy Tetuanui, du 27 novembre au 8 décembre 2006 inclus.

NOR : IGA0603122AC

Par arrêté n° 1380 CM du 29 novembre 2006.— M. Gilbert-Louis Lescroel est nommé en qualité de chef du service de l'inspection générale de l'administration de la Polynésie française par intérim à compter du 4 décembre 2006 au 15 janvier 2007 inclus, pendant les congés de Mme Yolande Vernaudo.

ARRETES DU PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE ET DES MINISTRES

VICE-PRESIDENCE, MINISTERE DU TOURISME, DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA COMMUNICATION

Par arrêté n° 391 VP du 29 novembre 2006.— L'établissement Pension Yolande, situé à Avera, Raiatea, relevant de la catégorie "hébergement de tourisme chez l'habitant et petite hôtellerie familiale", d'une capacité réceptive de 5 unités d'hébergement pouvant recevoir quinze personnes est classé dans le type : pension de famille 1 tiare.

Les pensions de famille se composent, dans la limite maximale de neuf unités permettant d'accueillir vingt-sept personnes au total (enfant jusqu'à douze ans non compris), de chambres et/ou de bungalows meublés, situés dans l'enceinte ou aux abords de la maison familiale, équipés de salles d'eau individuelles ou collectives indépendantes de celle de l'exploitant. Outre le petit déjeuner, intégré au prix de la nuitée, elles offrent au moins un service de demi-pension dans un espace commun qui peut être la salle à manger familiale.

L'établissement est tenu d'apposer sur sa façade ou aux abords de l'établissement, un panneau officiel signalant son classement, selon les caractéristiques définies par l'arrêté n° 497 CM du 12 avril 2001.

L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement de tourisme classés tenu par le service du tourisme.

Par arrêté n° 392 VP du 29 novembre 2006.— L'établissement Motel Vanille, situé à Fare, Huahine, relevant de la catégorie "hébergement de tourisme chez l'habitant et petite hôtellerie familiale", d'une capacité réceptive de 5 unités d'hébergement pouvant recevoir treize personnes est classé dans le type : pension de famille 1 tiare.

Les pensions de famille se composent, dans la limite maximale de neuf unités permettant d'accueillir vingt-sept personnes au total (enfant jusqu'à douze ans non compris), de chambres et/ou de bungalows meublés, situés dans l'enceinte ou aux abords de la maison familiale, équipés de salles d'eau individuelles ou collectives indépendantes de celle de l'exploitant. Outre le petit déjeuner, intégré au prix de la nuitée, elles offrent au moins un service de demi-pension dans un espace commun qui peut être la salle à manger familiale.

L'établissement est tenu d'apposer sur sa façade ou aux abords de l'établissement, un panneau officiel signalant son classement, selon les caractéristiques définies par l'arrêté n° 497 CM du 12 avril 2001.

L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement de tourisme classés tenu par le service du tourisme.

Par arrêté n° 393 VP du 29 novembre 2006.— L'établissement Pension Vehine Hou, situé à Hakahau, Ua Pou, relevant de la catégorie "hébergement de tourisme chez l'habitant et petite hôtellerie familiale", d'une capacité réceptive de 4 unités d'hébergement pouvant recevoir dix personnes est classé dans le type : pension de famille 2 tiare.

Les pensions de famille se composent, dans la limite maximale de neuf unités permettant d'accueillir vingt-sept personnes au total (enfant jusqu'à douze ans non compris), de chambres et/ou de bungalows meublés, situés dans l'enceinte ou aux abords de la maison familiale, équipés de salles d'eau individuelles ou collectives indépendantes de celle de l'exploitant. Outre le petit déjeuner, intégré au prix de la nuitée, elles offrent au moins un service de demi-pension dans un espace commun qui peut être la salle à manger familiale.

L'établissement est tenu d'apposer sur sa façade ou aux abords de l'établissement, un panneau officiel signalant son classement, selon les caractéristiques définies par l'arrêté n° 497 CM du 12 avril 2001.

L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement de tourisme classés tenu par le service du tourisme.

Par arrêté n° 394 VP du 29 novembre 2006.— L'établissement Tahaa Lagon Hibiscus, situé dans la baie de

Haamene, Tahaa, relevant de la catégorie "hébergement de tourisme chez l'habitant et petite hôtellerie familiale", d'une capacité réceptive de 7 unités d'hébergement pouvant recevoir vingt-quatre personnes est classé dans le type : petit hôtel familial 2 tiare.

Les petits hôtels familiaux se composent, dans la limite maximale de douze unités permettant d'accueillir trente-six personnes au total (enfant jusqu'à douze ans non compris), de chambres meublées disposées en structures collectives ou pavillonnaires, équipées de salles d'eau individuelles. Ils sont dotés d'une réception, de locaux affectés à la gestion et aux services, d'un bar et d'une salle de restauration. Outre le petit déjeuner, compris dans la nuitée, ils offrent un service de pension complète et une possibilité de restauration à la carte. Ils assurent un service d'entretien quotidien des unités d'hébergement.

L'établissement est tenu d'apposer sur sa façade ou aux abords de l'établissement, un panneau officiel signalant son classement, selon les caractéristiques définies par l'arrêté n° 497 CM du 12 avril 2001.

L'établissement est inscrit au répertoire officiel des établissements d'hébergement de tourisme classés tenu par le service du tourisme.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'ENERGIE ET DES MINES, DE L'URBANISME,
DES TRANSPORTS TERRESTRES,
DES AFFAIRES MARITIMES,
DES PORTS ET AEROPORTS**

Par arrêté n° 777 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tohetupou 3 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tikehau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
228	Mme Mourarii Haoa épouse Tetumu
228	Mme Tevahia Haoa
227	Mme Tepoe Haoa épouse Torii

Par arrêté n° 778 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tematie-Faraomahou nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tikehau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
111	Mme Mourarii Haoa épouse Tetumu
111	Mme Tevahia Haoa
111	Mme Tepoe Haoa épouse Torii

Par arrêté n° 779 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tereia 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Mataiva. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
5 257	Mme Mourarii Haoa épouse Tetumu
5 257	Mme Tevahia Haoa
5 257	Mme Tepoe Haoa épouse Torii

Par arrêté n° 780 MET du 23 novembre 2006.— L'arrêté n° 5093 SEQ du 22 mai 1990 relatif à la déconsignation des indemnités accordées aux copropriétaires des terres Tunaiti 1, lot 1 et Tunaiti 2, lot 2 est complété comme suit (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
2 855	Mme Micheline Tehuiotoa veuve Niva
1 225	M. Manua Niva
1 225	Mlle Pauline Niva
1 225	Mlle Véronique Niva
1 225	M. Moohono Niva
1 225	M. Marius Niva

Par arrêté n° 781 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives aux terres Aorai (PV 157) et Tepirahirahi (PV 210) nécessaires aux travaux d'aménagement de la route d'accès de la vallée de Papenoo. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Nom de la terre	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Aorai (PV 157)	12 305	Mme Evelyne Maeta épouse Teipoarii
Tepirahirahi (PV 210)	12 530	

Par arrêté n° 782 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités relatives à la terre Tavana 2 (plan 3) nécessaire aux travaux d'aménagement d'une route d'accès à une plage de surf et de ses ouvrages annexes dans la commune associée de Papenoo, commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Arrêts de consignment	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
n° 1003 CM du 7/10/94	10 307	Mme Evelyne Maeta épouse Teipoarii
n° 181 CM du 18/04/05	6 872	

Par arrêté n° 783 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités

versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tereia 2 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Mataiva. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
996	Mme Micheline Tehuiotoa veuve Niva
427	M. Manua Niva
427	Mlle Pauline Niva
427	Mlle Véronique Niva
427	M. Moohono Niva
427	M. Marius Niva

Par arrêté n° 784 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tohetupou 3 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tikehau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
200	Mme Micheline Tehuiotoa veuve Niva
86	M. Manua Niva
86	Mlle Pauline Niva
86	Mlle Véronique Niva
86	M. Moohono Niva
86	M. Marius Niva

Par arrêté n° 785 MET du 23 novembre 2006.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tematie-Faraomahou nécessaire à la construction de l'aérodrome de Tikehau. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner	Bénéficiaires
335	Mme Micheline Tehuiotoa veuve Niva
144	M. Manua Niva
144	Mlle Pauline Niva
144	Mlle Véronique Niva
144	M. Moohono Niva
144	M. Marius Niva

Par arrêté n° 786 MET du 23 novembre 2006.— Est déconsignée une partie des indemnités d'expropriation versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Matiti 3 et Opakari 3 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takaroa. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Nom des terres et arrêté de consignation	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Matiti 3 (Arrêté n° 888 CM du 12/08/86)	377	M. Jean-Marc Maihiti
Matiti 3 (Arrêté n° 851 CM du 30/07/87)	402	
Opakari 3 (Arrêté n° 851 CM du 30/07/87)	5 373	

Par arrêté n° 793 MET/STMA du 29 novembre 2006.— M. Manumea Tetairekie est autorisé à occuper pour une durée de 3 ans renouvelable le domaine public aéroportuaire de Reao (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un stand de restauration les jours de vols commerciaux.

La présente autorisation, précaire et révocable, est particulière à M. Manumea Tetairekie, et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Reao (îles Tuamotu) par M. Manumea Tetairekie font l'objet d'un cahier des charges.

La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Reao (îles Tuamotu) donne lieu au versement de la redevance annuelle fixée par l'arrêté n° 709 CM du 8 juillet 1996, laquelle s'élève à 5 000 F CFP (*cinq mille francs CFP*).

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Par arrêté n° 1813 MEE du 28 novembre 2006.— L'arrêté n° 614 MED du 9 février 1989 portant organisation des commissions consultatives de personnels non titulaires et dépendant de la direction des enseignements secondaires est abrogé.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 3430 MTE du 24 novembre 2006 portant désignation des membres du comité médical de la Polynésie française.

Le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 PR du 7 mars 2005 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 17 PR du 14 mars 2005 modifié relatif aux attributions du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la fonction publique, chargé de la réforme de l'administration ;

Vu la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux congés, à l'organisation du comité médical et aux conditions d'aptitude physique des fonctionnaires ;

Vu le courrier n° 6803 MSP du 30 octobre 2006 du ministre de la santé, chargé de la prévention, de la sécurité alimentaire et de la médecine traditionnelle ;

Vu le courrier en date du 16 novembre 2006 du docteur Marc Colleuil, médecin généraliste libéral,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 18 de la délibération n° 95-220 AT du 14 décembre 1995 modifiée précitée, les membres du comité médical de la Polynésie française sont désignés comme suit, pour une durée de 3 ans à compter de la publication du présent arrêté :

1° Membres titulaires :

- Mme Geneviève De Clermont, *présidente* ;
- M. Jacques Raynal, *vice-président* ;
- M. Thierry Sicard, médecin conseil de la Caisse de prévoyance sociale ;
- M. Jean-Loup Leconte, médecin du service de médecine professionnelle et préventive.

2° Membres suppléants :

- M. Philippe Biarez, suppléant de Mme Geneviève De Clermont, *présidente* ;
- M. Fabrice Soullignac, suppléant de M. Jacques Raynal, médecin généraliste libéral, *vice-président* ;
- Mme Françoise Yune, suppléante de M. Thierry Sicard, médecin conseil de la Caisse de prévoyance sociale ;
- Mme Valérie Costagliola, suppléante de M. Jean-Loup Leconte, médecin du service de médecine professionnelle et préventive.

Art. 2.— L'arrêté n° 766 MSA du 10 mai 2004 est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 novembre 2006.
Pierre FREBAULT.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DES FORÊTS**

Par arrêté n° 434 MAE du 29 novembre 2006.— L'arrêté n° 2 MAE du 7 avril 2005 portant délégation de signature est modifié ainsi :

Département du personnel et des finances (PEF)

À l'article 4-1°, au 2e alinéa, remplacer : "M. Christian Gilain" par : "M. Marc Fareata".

Département du développement de l'élevage (DEL)

A l'article 4-9°, au 3e alinéa, remplacer : "M. Olivier Tahua, adjoint par intérim" par : "M. Gaétan Vetea Plichart, adjoint au chef de département par intérim".

2e, 3e et 5e secteurs agricoles

Aux articles 5-2, 5-3 et 5-5°, au 1er alinéa, remplacer : "pour les délégations mentionnées à l'article 1A2 pour les déplacements d'une durée inférieure à 2 jours" par : "pour les délégations mentionnées à l'article 1A2 pour les déplacements d'une durée inférieure à 4 jours".

Par arrêté n° 435 MAE du 29 novembre 2006.— En l'absence de M. Marc Girard, directeur de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de Polynésie française, pour les périodes du 27 novembre au 8 décembre 2006 inclus et du 22 décembre 2006 au 7 janvier 2007 inclus, M. Bruno Rozier, directeur du centre de formation professionnelle et de promotion agricole, est nommé directeur par intérim.

**MINISTERE DE LA MER, DE LA PECHE,
DE L'AQUACULTURE ET DE LA RECHERCHE**

Par arrêté n° 421 MER du 28 novembre 2006.— Conformément à l'article 4 de l'arrêté n° 1051 CM du 22 septembre 2006, des aides individuelles pour l'achat de petits matériels de pêche lagonaire sont octroyées aux bénéficiaires suivants :

- 1° M. John Terai Maitui, né le 1er novembre 1966 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 141 092 F CFP ; *total* : 141 092 F CFP ;
- 2° M. Daniel Tevhitua Marere, né le 29 janvier 1952 à Afaahiti : *fournisseur* : Sin Tung Hing Marine SA : 144 958 F CFP ; *total* : 144 958 F CFP ;
- 3° M. Ruben Tahiarui Teriitahi, né le 12 janvier 1965 à Taravao : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 101 F CFP ; *total* : 149 101 F CFP ;
- 4° M. Marc Mihimana Taerea, né le 16 avril 1959 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 136 505 F CFP ; *total* : 136 505 F CFP ;
- 5° M. Laulau Veselsky, né le 22 janvier 1976 à Tautira : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 145 733 F CFP ; *total* : 145 733 F CFP ;
- 6° Mme Terii Marere épouse Rochette, née le 2 août 1953 à Tautira : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 468 F CFP ; *total* : 149 468 F CFP ;
- 7° M. Mois Mo, né le 25 mai 1975 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 367 F CFP ; *total* : 148 367 F CFP ;
- 8° M. Maui Firmin Ti-Paon, né le 8 septembre 1982 à Afaahiti : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 148 640 F CFP ; *total* : 148 640 F CFP ;
- 9° M. Raymond Tavita Toromeho, né le 24 avril 1967 à Papeete : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;
- 10° M. Aria Tavae, né le 29 avril 1942 à Fetuna, Raiatea : *fournisseur* : Galeries Puchon : 144 912 F CFP ; *total* : 144 912 F CFP ;
- 11° M. Etienne Tefaaite, né le 27 août 1950 à Opoa, Raiatea : *fournisseur* : EURL Chez Rémi : 149 627 F CFP ; *total* : 149 627 F CFP ;

- 12° M. Loïc Tetauvira, né le 3 août 1978 à Uturoa, Raiatea : *fournisseur* : EURL Chez Rémi : 135 720 F CFP ; *total* : 135 720 F CFP ;
- 13° Mme Abisaga Denise Mere, née le 6 septembre 1953 à Opoa, Raiatea : *fournisseur* : EURL Chez Rémi : 149 870 F CFP ; *total* : 149 870 F CFP ;
- 14° M. Papi Auguste Teoru, né le 24 février 1958 à Vaiaau, Raiatea : *fournisseur* : Galeries Puchon : 139 145 F CFP ; *total* : 139 145 F CFP ;
- 15° M. Anderson Heiarii Tetauvira, né le 17 juillet 1977 à Puohine, Raiatea : *fournisseur* : EURL Chez Rémi : 149 980 F CFP ; *total* : 149 980 F CFP ;
- 16° Mme Lucienne Haria Tetuarere Tavita épouse Tehina, née le 17 juillet 1956 à Pirae : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 135 766 F CFP ; *total* : 135 766 F CFP ;
- 17° Mme Joséphine Noho à Teriivahine épouse Teipoarii, née le 1er octobre 1947 à Tehurui, Raiatea : *fournisseur* : EURL Chez Rémi : 149 950 F CFP ; *total* : 149 950 F CFP ;
- 18° M. Steven Matuanui Perry, né le 14 novembre 1974 à Papeete : *fournisseur* : Tahiti Nautic Center : 149 199 F CFP ; *total* : 149 199 F CFP ;
- 19° M. Théodore Tuaana Tefaafana, né le 17 novembre 1943 à Papetoai, Moorea : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 150 000 F CFP ; *total* : 150 000 F CFP ;
- 20° M. Arutahi Romea, né le 26 septembre 1948 à Tautira : *fournisseur* : Nautisport, Tahiti Sport SA : 149 892 F CFP ; *total* : 149 892 F CFP.

Soit un montant total général de *deux millions neuf cent dix-sept mille neuf cent vingt-cinq francs CFP* (2 917 925 F CFP).

Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur le budget de la Polynésie française (service de la pêche, exercice 2006), chapitre 960-50, article 657-865.

**MINISTERE DES POSTES
ET TELECOMMUNICATIONS
ET DE LA PERLICULTURE**

Par arrêté n° 341 MPP du 27 novembre 2006.— Est autorisée au profit de M. Siméon Timiona Puke, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Apataki, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 342 MPP du 27 novembre 2006.— Est autorisée au profit de Mlle Hinano Bella Taveré, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Apataki, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 343 MPP du 27 novembre 2006.— Est autorisée au profit de Mme Sylvia Vahinetua épouse Taveré, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Apataki, commune de Arutua.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 344 MPP du 27 novembre 2006.— Est autorisée au profit de Mme Emilie Ruita Pautu épouse Tekori, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Kauehi, commune de Fakarava.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 345 MPP du 27 novembre 2006.— Est autorisée au profit de Mme Bélanda Berthild Maramahiti Faura épouse Otare, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 346 MPP du 27 novembre 2006.— Est autorisée au profit de M. Poanere Loïc Faura, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 347 MPP du 27 novembre 2006.— Est autorisée au profit de M. Taaroa Faatupuarii Faura, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par l'arrêté n° 852 CM du 25 juin 2002 modifié, pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté, l'occupation du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Manihi, commune de Manihi.

L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete, est fixée à *vingt mille francs CFP* (20 000 F CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes de collectage à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Par arrêté n° 348 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à Mme Vaiana Taerea Tauotaha épouse Dantin, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 30 juillet 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 349 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à Mme Annick Maeva Tufariua épouse Teuira, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 14 décembre 2008, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 600 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 350 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Thomas Paeamara, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d'huîtres perlières à échéance du 26 juin 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 800 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 351 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Daniel Turerefauroa Natua, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 7 août 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole utilisés dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 800 litres d'essence sans plomb et à 800 litres de gazole, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 352 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Gabriel Tetoka, titulaire des cartes de producteur de perles de culture de Tahiti et de producteur d'huîtres perlières à échéance du 5 septembre 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 353 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Charles Delord, titulaire de la carte de producteur

d'huîtres perlières à échéance du 30 juillet 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 354 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Bernard Tukuhihi Tehaamoana, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 10 juillet 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 400 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 355 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Steeve Vahitu Alvarez, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 30 juillet 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 400 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 356 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— A compter de la publication du présent arrêté, il est accordé à M. Heimana Bob Mataoa, titulaire de la carte de producteur d'huîtres perlières à échéance du 27 août 2011, une réduction sur le prix de l'essence sans plomb utilisée dans le cadre de ses activités.

L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 800 litres d'essence sans plomb, qui pourra être révisée chaque année.

Par arrêté n° 357 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 469 MER/PRL du 21 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Pasién Marama Tinihau Williams à l'usage de son exploitation perlicole sise à Katiu, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 358 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 926 PR du 14 avril 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Roovera Ebbs à l'usage de son exploitation perlicole sise à Tahaa, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 359 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 457 MER/PRL du 18 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans

plomb et du gazole au bénéfice de la SCA Tiare Tafano à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 4 600 litres d'essence sans plomb et à 2 400 litres de gazole".

Par arrêté n° 360 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 133 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. André Mac Carthy à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 400 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole".

Par arrêté n° 361 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 460 MER/PRL du 18 octobre 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Pipikura Heiariki Ehumoana épouse Tihata à l'usage de son exploitation perlicole sise à Apataki, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 000 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 362 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 116 MRN du 19 octobre 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Garoro Heimata Turoa épouse Tahua à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 6 600 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 363 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 119 MER du 22 juin 2005 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Maui Olivier Paquier à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 5 200 litres d'essence sans plomb et à 600 litres de gazole".

Par arrêté n° 364 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 1198 PR du 19 mai 2004 relatif à l'agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de Mme Tetuariipaena Huri épouse Hio à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb".

Par arrêté n° 365 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 124 MER/PRL du 22 juin 2005

portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mlle Timeri Vanessa Picard à l'usage de son exploitation perlicole sise à Ahe, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 8 600 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole".

Par arrêté n° 366 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 174 MRN du 21 octobre 2004 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Pascal Tamaterai Maout à l'usage de son exploitation perlicole sise à Arutua, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 9 400 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole".

Par arrêté n° 367 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 474 MER/PRL du 21 octobre 2005 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Diana Tevaite Utia épouse Tamarono à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takaroa, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 400 litres d'essence sans plomb et à 1 600 litres de gazole".

Par arrêté n° 368 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 479 MER/PRL du 21 octobre 2005 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Joseph Vinare Urarii à l'usage de son exploitation perlicole sise aux Gambier, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 800 litres d'essence sans plomb et à 600 litres de gazole".

Par arrêté n° 369 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 115 MRN du 19 octobre 2004 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de Mme Emerita Tapi épouse Ehu à l'usage de son exploitation perlicole sise à Kauehi, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 1 200 litres d'essence sans plomb et à 400 litres de gazole".

Par arrêté n° 370 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 471 MER/PRL du 21 octobre 2005 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole au bénéfice de M. Levi Tinirau à l'usage de son exploitation perlicole sise à Takapoto, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 600 litres d'essence sans plomb et à 1 000 litres de gazole".

Par arrêté n° 371 MPP/PRL du 28 novembre 2006.— L'article 2 de l'arrêté n° 112 MRN du 19 octobre 2004 portant agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb au bénéfice de M. Xavier Ateo à l'usage de son exploitation pericole sise à Ahe, commune de Manihi, est modifié ainsi qu'il suit :

"L'agrément porte sur une quantité maximale annuelle fixée à 2 400 litres d'essence sans plomb et à 200 litres de gazole".

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Par arrêté n° 243 MSP/DS du 24 novembre 2006.— Sont déclarées admises, par ordre de mérite, à l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) de la session d'octobre-novembre 2006, les étudiantes issues de la promotion 2003-2006, dont les noms suivent :

- 1° Mme Stéphanie Colas épouse Barbier, née le 6 août 1970 à Montreuil ;
- 2° Mme Véronique Tognet épouse Allegret, née le 7 juin 1969 à La Tronche ;
- 3° Mme Moufida Khelifi épouse Blais, née le 13 juillet 1969 à Villeneuve-Saint-Georges ;
- 4° Mlle Dorothée Lanoy, née le 13 octobre 1971 à Croix ;
- 5° Mlle Samantha Mouraret, née le 4 juillet 1984 à Aix-en-Provence ;
- 6° Mlle Odile Bonnet, née le 10 décembre 1964 à Marseille ;
- 7° Mme Isabelle Roux épouse Dupouy, née le 18 mars 1973 à Toulouse ;
- 8° Mlle Christine Utia, née le 29 septembre 1978 à Amaru, Australas ;
- 9° Mme Magali Pellier, née le 26 août 1965 à Bonneville ;
- 10° Mme Jacqueline Delord épouse Kohumoetini, née le 16 février 1966 à Tubuai, Australes ;
- 11° Mlle Vaihere Rauzy, née le 16 avril 1981 à Papeete ;
- 12° Mlle Maryse Timau-Tepava, née le 19 décembre 1985 à Papeete.

Est déclarée admise à l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) (DEI) de la session d'octobre-novembre 2006, une candidate issue de la promotion 2002-2005, ayant été autorisée à se présenter à une deuxième session du DEI :

- 1° Mlle Raimere Ebb, née le 15 juillet 1981 à Raiatea, îles Sous-le-Vent.

Ont échoué à l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) de la session d'octobre-novembre 2006, les étudiants(es) issus(es) de la promotion 2003-2006, dont les noms sont mentionnés ci-après :

- 1° M. Jean-Jacques Ladret, né le 18 janvier 1963 à Salon-de-Provence ;
- 2° Mlle Moana Bertrand, née le 15 juin 1980 à Nogent-sur-Marne ;
- 3° Mlle Terava Barff, née le 15 octobre 1981 à Papeete ;
- 4° Mlle Stéphanie Lesne, née le 6 avril 1973 à Montreuil.

A échoué à l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) de la session d'octobre-novembre 2006, une candidate issue de la promotion 2002-2005, ayant été autorisée à se présenter à une troisième session du DEI :

- 1° Mme Joana Paferoo épouse Johnston, née le 8 août 1960 à Tahaa, îles Sous-le-Vent.

Est déclarée éliminée à l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) de la session d'octobre-novembre 2006, une candidate issue de la promotion 2001-2004, ayant été autorisée à se présenter à une quatrième session du DEI :

- 1° Mlle Denise Viriamu, née le 8 avril 1967 à Tubuai, Australes.

Est déclaré éliminé à l'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère) de la session d'octobre-novembre 2006, un étudiant issu de la promotion 2003-2006 :

- 1° M. Lysis Tanepau, né le 9 avril 1976 à Papeete.

Le procès-verbal du jury de délibération n° 3593 MSP/DS/IFSI-MF en date du 13 novembre 2006 précise (en page 2) que : "le jury de délibération, à l'unanimité des membres présents, décide d'interdire la possibilité à l'étudiant, M. Lysis Tanepau, de se présenter à toute session d'examen du diplôme d'Etat d'infirmier(ère), pour une durée de cinq (5) ans."

MINISTÈRE DES TRANSPORTS INTERINSULAIRES MARITIMES ET AERIENS

Par arrêté n° 26 MTI du 23 novembre 2006.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 20 CM du 15 janvier 1996 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Wong et Cie pour l'exploitation du navire Hotu Maru sur la desserte maritime régulière des Tuamotu, le navire Hotu Maru est autorisé à desservir l'île de Maupiti lors de ses voyages n° 28-06 et n° 29-06, respectivement les 24 et 27 novembre 2006.

Toutes autres dessertes non mentionnées ci-dessus ne sont pas autorisées durant ces voyages.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Par arrêté n° A 65-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Mlle Hinano Lee, agent contractuel de 2e catégorie, est intégrée dans le corps d'emplois des secrétaires d'administration et techniciens du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française au grade de secrétaire en chef, à compter du 21 octobre 2006.

Un arrêté individuel précisera les conditions de classement dans le corps d'emplois des secrétaires d'administration et techniciens du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

Par arrêté n° A 67-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Sont intégrés dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française les agents suivants :

Mme Judith Poroi née Commings, M. Michel Poroi et Mlle Cécile Robinson.

Un arrêté individuel précisera, pour chaque agent précité, les conditions de classement dans les corps d'emplois correspondants.

Par arrêté n° A 71-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Mlle Béatrice Ly Sao, agent contractuel de 1re catégorie, est intégrée dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française au grade d'administrateur principal, à compter du 2 octobre 2006.

Un arrêté individuel précisera les conditions de classement dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

Par arrêté n° A 74-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Mme Jeanne Santini née Chung, agent contractuel de 1re catégorie, est intégrée dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française au grade de directeur de service, à compter du 3 novembre 2006.

Un arrêté individuel précisera les conditions de classement dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

Par arrêté n° A 77-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Mme Titaua Bourgeois née Chougues, agent contractuel de 1re catégorie, est intégrée dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française au grade de directeur adjoint de service, à compter du 2 octobre 2006.

Un arrêté individuel précisera les conditions de classement dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

Par arrêté n° A 80-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Mlle Caroline Chung, agent contractuel de 1re catégorie, est intégrée dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française au grade d'administrateur, à compter du 2 octobre 2006.

Un arrêté individuel précisera les conditions de classement dans le corps d'emplois des administrateurs du statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française.

Par arrêté n° A 83-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Sont intégrés dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française les agents suivants :

Mme Hana Allouche née Flores, M. Tamatea Chaves, Mlle Maruata Juventin, Mmes Vaihere Pailloux née Le Gayic et Marie-Claire Tetuanui.

Un arrêté individuel précisera, pour chaque agent précité, les conditions de classement dans les corps d'emplois correspondants.

Par arrêté n° A 89-2006 APF/SG/SRH du 27 novembre 2006.— Sont intégrés dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française les agents suivants :

Mlle Chantal Jeanne, Mme Louise Piritua née Patu, Mlle Makira Taruoura, M. Hiro Thunot et Mme Erena Vanffaut née Teiho.

Un arrêté individuel précisera, pour chaque agent précité, les conditions de classement dans les corps d'emplois correspondants.

Par arrêté n° A 98-2006 APF/SG/SRH du 28 novembre 2006.— Sont intégrés dans le statut du personnel de l'assemblée de la Polynésie française les agents suivants :

M. Marc Mopi et Mlle Anita Teikitekahioho.

Un arrêté individuel précisera, pour chaque agent précité, les conditions de classement dans les corps d'emplois correspondants.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

ORDONNANCE n° 11-2006 OCE.ELEC/PPI du 16 novembre 2006 désignant M. Rémi Teuru Reva, représentant du président du tribunal de première instance de Papeete au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales dans la commune de Faanui, Bora Bora.

Nous, Gisèle Baetsle, présidente du tribunal de première instance de Papeete par intérim,

Vu les articles L. 16, L. 17, L. 386 et L. 388 du code électoral ;

Vu notre ordonnance n° 3-2006 OCE.ELEC/PPI du 2 août 2006 ;

Vu le courrier de M. le chef de subdivision des îles Sous-le-Vent en date du 20 septembre 2006,

Désignons :

En qualité de représentant du président du tribunal de première instance de Papeete au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales dans la commune de Faanui, Bora Bora, au titre de la révision 2006-2007, M. Rémi Teuru Reva, retraité militaire, né le 1er juillet 1953 à Nunue, Bora Bora, en remplacement de M. Philippe Teriipaia.

Fait à Papeete, le 16 novembre 2006.
Gisèle BAETSLE.

DECRET n° 2006-1411 du 20 novembre 2006 portant création du système judiciaire de documentation et d'exploitation dénommé "JUDEX".

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de la défense et du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu la convention du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, signée à Strasbourg le 28 janvier 1981 ;

Vu le code pénal ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de la route ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée notamment par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée d'orientation et de programmation relative à la sécurité, notamment son article 17-1 ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment ses articles 21, 22, 24, 121 et 131 ;

Vu le décret n° 2005-1124 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et fixant la liste des enquêtes administratives donnant lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles mentionnés à l'article 21 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 ;

Vu le décret n° 2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 8 septembre 2005 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Article 1er.— Le ministère de la défense (direction générale de la gendarmerie nationale) est autorisé à mettre en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé "système judiciaire de documentation et d'exploitation" (JUDEX), dont la finalité est de faciliter la constatation des infractions à la loi pénale, le rassemblement des preuves de ces infractions et la recherche de leurs auteurs.

Le fichier peut traiter des données à caractère personnel de la nature de celles mentionnées au I de l'article 8 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée, dans les seuls cas où ces données résultent de la nature ou des circonstances de l'infraction ou se rapportent à des signes physiques particuliers, objectifs et permanents, en tant qu'éléments de signalement des personnes, dès lors que ces éléments sont nécessaires à la recherche et à l'identification des auteurs d'infractions définies à l'article 2.

Art. 2.— Le fichier est constitué des données recueillies dans les procédures mentionnées au troisième alinéa, lorsqu'elles concernent des personnes à l'encontre desquelles sont réunis, lors de l'enquête préliminaire, de l'enquête de flagrance ou sur commission rogatoire, des indices graves ou concordants rendant vraisemblable qu'elles aient pu participer, comme auteurs ou complices, à la commission d'un crime, d'un délit ou d'une contravention de 5e classe prévue aux articles R. 625-1 à R. 625-3, R. 625-7, R. 625-9, R. 635-1, R. 635-3 à R. 635-5, R. 645-1, R. 645-2 et R. 645-4 à R. 645-12 du code pénal, ou les victimes de ces infractions.

Ces dernières sont informées des droits d'accès et d'opposition qui leur sont ouverts en application de l'article 8 et du second alinéa de l'article 9 du présent décret.

Les procédures mentionnées au premier alinéa sont établies par les unités de la gendarmerie nationale, ou par des services de la police nationale et des agents des douanes habilités à exercer des missions de police judiciaire, lorsqu'une unité de gendarmerie est appelée à en assurer la continuation ou la conduite commune.

Les données à caractère personnel relatives aux personnes mises en cause et aux victimes ainsi que la qualification des faits, telles qu'elles sont enregistrées dans le fichier, sont transmises au procureur de la République territorialement compétent en même temps que la procédure.

En tant que de besoin, et dans le cadre des engagements internationaux en vigueur, le fichier est également constitué des données à caractère personnel issues des traitements gérés par des organismes de coopération internationale en matière de police judiciaire ou des services de police étrangers qui présentent un niveau de protection suffisant de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font ou peuvent faire l'objet.

Art. 3.— Le traitement des données à caractère personnel s'effectue sous le contrôle du procureur de la République territorialement compétent conformément aux dispositions du III de l'article 21 de la loi du 18 mars 2003 susvisée.

Le responsable du traitement est tenu de modifier les données enregistrées au fichier dès lors qu'il constate qu'elles sont inexactes, incomplètes ou périmées.

Toute personne mise en cause lors d'une enquête préliminaire, de flagrance ou sur commission rogatoire d'une juridiction d'instruction peut exiger que la qualification des faits finalement retenue par l'autorité judiciaire soit substituée à la qualification initialement enregistrée dans le fichier.

Toute personne ayant bénéficié d'une mesure de classement sans suite pour insuffisance de charges, d'une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive peut demander que le fichier soit mis à jour par le responsable du traitement dans les conditions prévues au III de l'article 21 de la loi du 18 mars 2003 susvisée compte tenu de ces suites judiciaires.

Ces demandes peuvent être adressées soit directement au procureur de la République territorialement compétent, soit, par l'intermédiaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, au responsable du traitement, qui les soumet au procureur de la République territorialement compétent.

Les personnes morales ne peuvent présenter leur demande que directement auprès du procureur de la République.

Art. 4.— Les catégories de données à caractère personnel enregistrées sont les suivantes :

1° Concernant les personnes mises en cause :

a) Personnes physiques :

- identité (nom, nom marital, nom d'emprunt officiel, prénoms, sexe) ;
- surnom, alias ;
- date et lieu de naissance ;
- situation familiale ;
- filiation ;
- nationalité ;
- adresse(s) ;
- profession(s) ;
- état de la personne ;
- signalement ;
- photographie.

b) Personnes morales :

- raison sociale, enseigne commerciale, sigle ;
- forme juridique ;
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ;
- lieu du siège social ;
- numéro SIREN, SIRET ;
- secteur d'activité ;
- adresse.

2° Concernant les victimes :

a) Personnes physiques :

- identité (nom, nom marital, nom d'emprunt officiel, prénoms, sexe) ;
- date et lieu de naissance ;
- situation familiale ;
- nationalité ;
- adresse ;
- profession ;
- état de la personne ;
- signalement (personnes disparues et corps non identifiés) ;
- photographie (personnes disparues et corps non identifiés).

b) Personnes morales :

- raison sociale, enseigne commerciale, sigle ;
- forme juridique ;
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ;
- secteur d'activité ;
- lieu du siège social ;
- adresse.

Sont également enregistrées les données à caractère non personnel qui concernent les faits objet de l'enquête, les lieux, dates de l'infraction et modes opératoires ainsi que les données et images relatives aux objets, y compris celles qui permettent indirectement d'identifier les personnes concernées.

Art. 5. — Sont destinataires des données du traitement en vue des finalités définies à l'article 1er pour les besoins des enquêtes judiciaires :

1° Pour les recherches relatives aux infractions dont ils ont à connaître, les personnels de la gendarmerie nationale, de la police nationale et des services des douanes qui exercent des missions de police judiciaire, individuellement désignés et spécialement habilités respectivement par le directeur général de la gendarmerie nationale, par le directeur général de la police nationale et par le directeur général des douanes et des droits indirects ou par les personnes ayant le rang d'officier ou appartenant à la catégorie A de la fonction publique auxquelles chaque directeur donne délégation. L'accès par tous moyens techniques mobiles aux données du fichier est ouvert à ces seuls personnels ;

2° Les autres personnels de l'Etat investis par la loi d'attributions de police judiciaire, individuellement désignés et spécialement habilités, pour les recherches relatives aux infractions dont ils ont à connaître, par le procureur de la République territorialement compétent ;

3° Les magistrats du parquet ;

4° Les magistrats instructeurs, pour les recherches relatives aux infractions dont ils sont saisis ;

5° Les organismes de coopération internationale en matière de police judiciaire et les services de police étrangers, dans les conditions énoncées à l'article 24 de la loi du 18 mars 2003 susvisée.

Seules celles des informations enregistrées dans le traitement automatisé JUDEX qui sont relatives à la procédure en cours peuvent être jointes au dossier de la procédure.

Art. 6. — Dans le cadre des missions, enquêtes ou interventions prévues à l'article 17-1 de la loi du 21 janvier 1995 susvisée, les données à caractère personnel figurant dans le traitement qui se rapportent à des procédures judiciaires en cours ou closes, à l'exception des cas où sont intervenues des mesures ou décisions mentionnées au quatrième alinéa de l'article 3 et des données relatives aux victimes, peuvent être consultées sans autorisation du ministère public, par les personnels de la gendarmerie et de la police nationales individuellement désignés et spécialement habilités à cet effet, dans les conditions prévues au 1° de l'article 5.

Cette consultation peut également être effectuée par des personnels investis de missions de police administrative individuellement désignés et spécialement habilités par le préfet. L'habilitation précise limitativement les motifs qui peuvent justifier pour chaque personne les consultations autorisées. Dans tous les cas, l'accès à l'information est alors limité à la seule connaissance de l'enregistrement de l'identité de la personne concernée dans le traitement en tant que mis en cause.

Art. 7. — I. - Les durées de conservation des données à caractère personnel, décomptées à partir de la date de leur enregistrement dans le traitement, obéissent aux règles suivantes :

1° Les données concernant le mis en cause majeur sont conservées vingt ans. Par dérogation, elles sont conservées :

a) Cinq ans lorsque la personne est mise en cause pour l'un des délits prévus par le code de la route, ou aux articles 227-3 à 227-11, 221-6, 222-19, 225-10-1, 311-3, 314-5, 314-6,

431-1 et 431-4 du code pénal et L. 3421-1 du code de la santé publique, ainsi que pour les contraventions énumérées à l'article 2 du présent décret ;

b) Quarante ans lorsque la personne est mise en cause pour l'une des infractions figurant sur la liste jointe en annexe I.

2° Les données concernant le mis en cause mineur sont conservées cinq ans. Par dérogation, elles sont conservées :

a) Dix ans lorsque la personne est mise en cause pour l'une des infractions figurant sur la liste jointe en annexe II ;

b) Vingt ans lorsque la personne est mise en cause pour l'une des infractions figurant sur la liste jointe en annexe III.

3° En cas de mise en cause dans une ou plusieurs nouvelles infractions avant l'expiration de l'un des délais visés aux 1° et 2° de conservation des données initiales, le délai de conservation restant le plus long s'applique aux données concernant l'ensemble des infractions pour lesquelles la personne a été mise en cause.

4° La durée de conservation des données à caractère personnel concernant les victimes est au maximum de quinze ans, sous réserve des dispositions prévues à l'article 9. Cette durée est prolongée jusqu'à la découverte des objets, lorsque l'infraction porte sur des œuvres d'art, des bijoux ou des armes.

II. - Les consultations effectuées font l'objet d'un enregistrement comprenant l'identifiant du consultant, la date et l'heure de la consultation ainsi que sa nature administrative ou judiciaire. Ces données sont conservées trois ans.

Art. 8. — Le droit d'accès s'exerce d'une manière indirecte, dans les conditions prévues à l'article 41 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée, par demande portée préalablement devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés, pour l'ensemble des données.

Toutefois, la commission peut constater, en accord avec le responsable du traitement, que des données à caractère personnel enregistrées ne mettent pas en cause la sûreté de l'Etat, la défense ou la sécurité publique et qu'il y a donc lieu de les communiquer à la personne intéressée, après accord du procureur de la République lorsque la procédure n'est pas judiciairement close.

Art. 9. — Le droit d'opposition prévu à l'article 38 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée ne s'applique pas au présent traitement.

Toute personne identifiée dans le fichier en qualité de victime peut cependant s'opposer à ce que des données à caractère personnel la concernant soient conservées dans le fichier dès lors que l'auteur des faits a été condamné définitivement.

Art. 10. — Les données à caractère personnel contenues dans le traitement peuvent faire l'objet, dans le respect des engagements internationaux en vigueur, d'une transmission à des organismes de coopération internationale en matière de police judiciaire ou à des services de police étrangers qui présentent un niveau de protection suffisant de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes à l'égard du traitement dont ces données font l'objet ou peuvent faire l'objet.

Art. 11.— Sans préjudice de l'application de l'article 44 de la loi du 6 janvier 1978 susvisée, le directeur général de la gendarmerie nationale rend compte chaque année à la Commission nationale de l'informatique et des libertés de ses activités de vérification, de mise à jour et d'effacement des informations enregistrées dans le traitement.

Art. 12.— Les dispositions du présent décret sont applicables à Mayotte, à la Polynésie française, aux îles Wallis-et-Futuna et à la Nouvelle-Calédonie.

Art. 13.— Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, la ministre de la défense, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 novembre 2006.

Dominique de VILLEPIN.

Par le Premier ministre :

La ministre de la défense,
Michèle ALLIOT-MARIE.

*Le ministre d'Etat,
ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,*
Nicolas SARKOZY.

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*
Thierry BRETON.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pascal CLEMENT.

Le ministre de l'outre-mer,
François BAROIN.

ANNEXE I

TABLEAU DES INFRACTIONS PERMETTANT DE CONSERVER PENDANT QUARANTE ANS DANS LE SYSTEME D'INFORMATION JUDICIAIRE JUDEX LES MIS EN CAUSE MAJEURS (APPLICATION DE L'ARTICLE 7 DU DECRET)

Infractions contre les personnes

Administration de substances nuisibles à la santé.
Détournement de moyen de transport de passagers (avion, train, bateau, autobus...)
Empoisonnement.
Enlèvement, séquestration, prise d'otage.
Exploitation de la mendicité aggravée ou en bande organisée.
Génocide et autres crimes contre l'humanité.
Homicide volontaire.
Menaces de mort, de violences, d'attentats.
Tortures et actes de barbarie.
Violences volontaires ayant entraîné la mort.
Vol avec violences.
Agressions sexuelles.
Atteintes sexuelles sur mineur.
Corruption de mineur.
Proxénétisme.
Viol.
Trafic international de stupéfiants.
Traite des êtres humains.

Infractions contre les biens

Abus de confiance.
Destructions, dégradations et détériorations d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive, d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes.
Escroquerie.
Extorsion.
Vol en bande organisée.
Vol à main armée.
Blanchiment des produits des crimes et des délits.
Contrefaçon/falsification de monnaies et moyens de paiement.
Faux en écritures publiques.
Abus de biens sociaux.
Délit d'initié.
Atteintes aux systèmes de traitement automatisé des données.

Atteintes à la paix publique

Actes de terrorisme.
Association de malfaiteurs.
Evasion de détenus.
Infractions au régime des armes et munitions.
Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation.
Recel de malfaiteurs.
Violation de secret (professionnel, de fabrique).

ANNEXE II

TABLEAU DES INFRACTIONS PERMETTANT DE CONSERVER PENDANT DIX ANS DANS LE SYSTEME D'INFORMATION JUDICIAIRE JUDEX LES MIS EN CAUSE MINEURS (APPLICATION DE L'ARTICLE 7 DU DECRET)

Infractions contre les personnes

Exploitation de la mendicité aggravée ou en bande organisée.
Vol avec violences.
Violences volontaires aggravées.
Trafic de stupéfiants autre que le trafic international.
Traite des êtres humains.
Exhibition sexuelle.

Infractions contre les biens

Destructions, dégradations et détériorations d'un bien appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive, d'un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes.
Extorsion.
Atteintes aux systèmes de traitement automatisé de données.
Blanchiment des produits des crimes et des délits.
Contrefaçon/falsification de monnaies et moyens de paiement.

Atteintes à la paix publique

Recel de malfaiteurs.

ANNEXE III

TABLEAU DES INFRACTIONS PERMETTANT DE CONSERVER PENDANT VINGT ANS DANS LE SYSTEME D'INFORMATION JUDICIAIRE JUDEX LES MIS EN CAUSE MINEURS (APPLICATION DE L'ARTICLE 7 DU DECRET)

Infractions contre les personnes

Administration de substances nuisibles à la santé.

Détournement de moyen de transport de passagers (avion, train, bateau, autobus...).

Empoisonnement.

Enlèvement, séquestration, prise d'otage.

Génocide et autres crimes contre l'humanité.

Homicide volontaire.

Tortures et actes de barbarie.

Violences volontaires ayant entraîné la mort.

Vol avec violence sur personne vulnérable.

Agressions sexuelles.

Proxénétisme.

Viol.

Trafic international de stupéfiants.

Traite des êtres humains en bande organisée ou avec tortures et actes de barbarie.

Infractions contre les biens

Vol en bande organisée.

Vol à main armée.

Atteintes à la paix publique

Actes de terrorisme.

Association de malfaiteurs.

Atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation.

DECRET n° 2006-1423 du 21 novembre 2006 relatif à l'aide à l'intervention de l'avocat ou de la personne agréée au cours de la garde à vue en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna et modifiant le décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles 63-4, 77, 706-88, 804 et 814 ;

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999, modifiée par la loi n° 2000-294 du 5 avril 2000, la loi organique n° 2000-612 du 4 juillet 2000 et la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001, relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment son article 133 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, notamment ses articles 10 et 14 ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 modifiée conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer ;

Vu l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 modifiée relative à l'aide juridictionnelle en matière pénale en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna ;

Vu le décret n° 93-1425 du 31 décembre 1993 modifié relatif à l'aide juridictionnelle en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du 29 décembre 2005 ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du 30 décembre 2005 ;

Vu l'avis de la commission permanente de l'assemblée territoriale des îles Wallis et Futuna en date du 8 mars 2006 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Article 1er. — Après l'article 55 du décret du 31 décembre 1993 susvisé, il est inséré un titre IV ainsi rédigé :

"TITRE IV

"DE L'AIDE A L'INTERVENTION DE L'AVOCAT OU DE LA PERSONNE AGREEE AU COURS DE LA GARDE A VUE

"Art. 55-1. — Le montant des dotations annuelles affectées respectivement à chaque barreau par l'Etat en application de l'article 23-2 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992 résulte, d'une part, du nombre de missions accomplies par les avocats intervenus au titre de cette disposition et, d'autre part, de la contribution de l'Etat à la rétribution des avocats fixée ci-après.

"Art. 55-2. — La contribution de l'Etat à la rétribution des avocats désignés d'office intervenant au cours de la garde à vue est de 61 euros.

"Elle est majorée de 31 euros lorsque l'intervention a lieu de nuit, entre 22 heures et 7 heures, et de 23 euros lorsque l'intervention a lieu hors des limites de la commune du siège du tribunal de première instance.

"Ces deux majorations sont cumulables.

"Toutefois, lorsque le même avocat est appelé à intervenir pour plusieurs personnes gardées à vue dans un même lieu lors d'un même déplacement, ces majorations ne peuvent être perçues qu'une fois.

"Dans les îles Wallis et Futuna, la contribution de l'Etat à la rétribution de la personne agréée désignée d'office intervenant au cours de la garde à vue est égale au tiers de la contribution fixée au présent article.

"Art. 55-3. — Les montants des contributions dues par l'Etat font l'objet, à l'intérieur du compte spécial prévu à l'article 16 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992, d'un enregistrement distinct de celui effectué pour les sommes payées afférentes aux missions d'aide juridictionnelle. Y sont également mentionnés :

"1° Le nom de l'avocat ;

"2° Le nom de la personne gardée à vue, le lieu, la date et l'heure de l'intervention.

"La dotation est intégralement affectée à la rétribution des avocats qui interviennent au titre de l'article 23-2 de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992.

"S'il y a lieu, la part de la dotation non utilisée après liquidation est constatée à la fin de chaque année. Elle est reprise dans la comptabilité de l'exercice suivant.

"Aucune écriture autre que celles prévues ci-dessus ne peut figurer sur le compte spécial.

"Le contrôle du commissaire aux comptes s'effectue conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 48-4.

“Art. 55-4. — Une provision est versée en début d’année au titre de l’article 23-2 de l’ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992. Son montant, calculé sur la base de prévisions du nombre des interventions qui seront achevées dans l’année, est fixé par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.

“Cette provision peut, dans les mêmes conditions, être ajustée en cours d’exercice.

“La dotation due à chaque barreau est liquidée en fin d’année à partir d’un état récapitulatif des missions achevées. Cet état est établi par la caisse des règlements pécuniaires des avocats et, après certification de sa régularité et de sa sincérité par le commissaire aux comptes, est visé par le bâtonnier.

“Le solde correspondant à la différence entre le montant des provisions versées et celui de la dotation due au titre des missions achevées tel qu’il résulte de l’état liquidatif est déduit de la provision initiale de l’exercice suivant.

“Art. 55-5. — La rétribution due à l’avocat ou à la personne agréée est versée conformément aux dispositions des articles 48 et 48-3.

“L’avocat ou la personne agréée produit l’acte de sa désignation par le bâtonnier ainsi qu’un document justifiant son intervention, visé par un officier de police judiciaire ou un agent de police judiciaire et indiquant le nom de l’avocat ou de la personne agréée, celui de la personne gardée à vue, le lieu, la date et l’heure de l’intervention.”

Art. 2. — L’article 1er du présent décret est applicable aux interventions achevées postérieurement à la date de sa publication.

Art. 3. — Le ministre de l’économie, des finances et de l’industrie, le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre de l’outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 novembre 2006.

Dominique de VILLEPIN.

Par le Premier ministre :

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pascal CLEMENT.

Le ministre de l’économie,
des finances et de l’industrie,
Thierry BRETON.

Le ministre de l’outre-mer,
François BAROIN.

ARRETE MINISTERIEL du 19 octobre 2006 relatif à l’interdiction d’exploitation pour des motifs de sécurité de certains transporteurs aériens extracommunautaires.

Le ministre des transports, de l’équipement, du tourisme et de la mer,

Vu le règlement (CE) n° 474-2006 de la Commission du 22 mars 2006 établissant la liste communautaire des

transporteurs aériens qui font l’objet d’une interdiction d’exploitation dans la Communauté, visé au chapitre II du règlement (CE) n° 2111-2005 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2005, modifié par les règlements (CE) n° 910/2006 et n° 1543-2006 de la Commission des 20 juin 2006 et 12 octobre 2006 ;

Vu le code de l’aviation civile, notamment l’article L. 133-3, alinéa d ;

Vu la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d’outre-mer ;

Vu la loi organique n° 1999-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment l’article 21 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d’autonomie de la Polynésie française, notamment l’article 14,

Arrête :

Article 1er. — Les transporteurs aériens listés à l’annexe A du présent arrêté font l’objet d’une interdiction d’exploitation à Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

La présente décision est prise en considération des motifs contenus dans les règlements (CE) n° 474-2006 du 22 mars 2006, n° 910-2006 du 20 juin 2006 et n° 1543-2006 du 12 octobre 2006 susvisés pour chacun des transporteurs aériens concernés et qui démontrent que les activités de ces transporteurs présentent des risques particuliers pour la sécurité des biens et des personnes. Elle est par ailleurs prise au vu de la procédure contradictoire, décrite dans les mêmes règlements, menée à leur égard par les services de la Commission européenne.

Art. 2. — Les aéronefs des transporteurs aériens listés à l’annexe B du présent arrêté font l’objet d’une interdiction d’exploitation à Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et à Saint-Pierre-et-Miquelon.

La présente décision est prise en considération des motifs contenus dans les règlements (CE) n° 474-2006 du 22 mars 2006, n° 910-2006 du 20 juin 2006 et n° 1543-2006 du 12 octobre 2006 susvisés pour chacun des transporteurs aériens concernés et qui démontrent que les aéronefs de ces transporteurs présentent des risques particuliers pour la sécurité des biens et des personnes. Elle est par ailleurs prise au vu de la procédure contradictoire, décrite dans les mêmes règlements, menée à leur égard par les services de la Commission européenne.

Art. 3. — L’arrêté du 3 juillet 2006 relatif à l’interdiction d’exploitation pour des motifs de sécurité de certains transporteurs aériens extracommunautaires est abrogé.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 19 octobre 2006.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du contrôle de la sécurité,
M. COFFIN.

ANNEXE A

	NOM DU TRANSPORTEUR AÉRIEN (1)	PAYS D'ORIGINE	CODE OACI de la compagnie (si connu)
1	Air Koryo.....	Corée du Nord	KOR
2	Ariana Afghan Airlines.....	Afghanistan	AFG
3	BGB Air.....	Kazakhstan	POI
4	Blue Wing Airlines.....	Suriname	BWI
5	Dairo Air Services.....	Ouganda	DSR
6	Das Air Cargo.....	Kenya	DAZ
7	GST Aero Air Company.....	Kazakhstan	BMK
8	Phuket Airlines.....	Thaïlande	VAP
9	Silverback Cargo Freighters.....	Rwanda	VRB
Tous les transporteurs aériens certifiés par les autorités de la République démocratique du Congo en matière de surveillance réglementaire, à l'exception de Hewa Bora Airways (2), à savoir :			
10	Africa One.....	RD Congo	CFR
11	African Company Airlines.....	RD Congo	FPY
12	Aigle Aviation.....	RD Congo	
13	Air Beni.....	RD Congo	
14	Air Boyoma.....	RD Congo	
15	Air Infini.....	RD Congo	
16	Air Kasai.....	RD Congo	
17	Air Navette.....	RD Congo	
18	Air Tropiques SPRL.....	RD Congo	
19	Bel Glob Airlines.....	RD Congo	
20	Blue Airlines.....	RD Congo	BUL
21	Bravo Air Congo.....	RD Congo	
22	Business Aviation SPRL.....	RD Congo	
23	Butembo Airlines.....	RD Congo	
24	Cargo Bull Aviation.....	RD Congo	
25	Central Air Express.....	RD Congo	CAX
26	Cetraca Aviation Service.....	RD Congo	CER
27	CHC Stellavia.....	RD Congo	
28	Comair.....	RD Congo	
29	Compagnie africaine d'aviation (CAA).....	RD Congo	
30	CO-ZA Airways.....	RD Congo	
31	Doren Air Congo.....	RD Congo	
32	Enterprise World Airways.....	RD Congo	EWS
33	Filair.....	RD Congo	
34	Free Airlines.....	RD Congo	
35	Galaxy Incorporation.....	RD Congo	
36	Global Airways.....	RD Congo	BSP
37	Goma Express.....	RD Congo	
38	Gomair.....	RD Congo	
39	Great Lake Business Company.....	RD Congo	
40	ITAB - International Trans Air Business.....	RD Congo	
41	Katanga Airways.....	RD Congo	
42	Kivu Air.....	RD Congo	
43	Lignes aériennes congolaises.....	RD Congo	LCG
44	Malu Aviation.....	RD Congo	
45	Malila Airlift.....	RD Congo	MLC
46	Mango Airlines.....	RD Congo	
47	Rwakabika « Bushi Express ».....	RD Congo	
48	Safari Logistics SPRL.....	RD Congo	
49	Services Air.....	RD Congo	
50	Sun Air Services.....	RD Congo	
51	Tembo Air Services.....	RD Congo	
52	Thom's Airways.....	RD Congo	
53	TMK Air Commuter.....	RD Congo	
54	Tracep.....	RD Congo	
55	Trans Air Cargo Service.....	RD Congo	
56	Transports aériens congolais (TRACO).....	RD Congo	
57	Uhuru Airlines.....	RD Congo	
58	Virunga Air Charter.....	RD Congo	
59	Wimbi Dira Airways.....	RD Congo	WDA
60	Zaabu International.....	RD Congo	
Tous les transporteurs aériens certifiés par les autorités de la Guinée équatoriale en matière de surveillance réglementaire, à savoir :			
61	Air Bas.....	Guinée équatoriale	RBS
62	Air Consul SA.....	Guinée équatoriale	RCS
63	Air Maken.....	Guinée équatoriale	AKE

	NOM DU TRANSPORTEUR AÉRIEN (1)	PAYS D'ORIGINE	CODE OACI de la compagnie (si connu)
64	Air Services Guinea ecuatorial.....	Guinée équatoriale	SVG
65	Aviage.....	Guinée équatoriale	VGG
66	Avirex Guinée équatoriale.....	Guinée équatoriale	AXG
67	Cargo Plus Aviation.....	Guinée équatoriale	CGP
68	Cess.....	Guinée équatoriale	CSS
69	Cet Aviation.....	Guinée équatoriale	CVN
70	COAGE - Compania Aerea de Guinea ecuatorial.....	Guinée équatoriale	COG
71	Compania Aerea Lineas Ecuatoguineanas de Aviacion SA (LEASA).....	Guinée équatoriale	LAS
72	Ducor World Airlines.....	Guinée équatoriale	DWA
73	Ecuato Guineana de Aviacion.....	Guinée équatoriale	ECV
74	Ecuatorial Express Airlines.....	Guinée équatoriale	EEB
75	Ecuatorial Cargo.....	Guinée équatoriale	EQC
76	Equatair.....	Guinée équatoriale	EQR
77	Equatorial Airlines SA.....	Guinée équatoriale	EQT
78	Euroguineana de Aviacion.....	Guinée équatoriale	EUG
79	Federal Air Ge Airlines.....	Guinée équatoriale	FGE
80	GEASA - Guinea Ecuatorial Airlines SA.....	Guinée équatoriale	GEA
81	GETRA - Guinea Ecuatorial de Transportes Aereos.....	Guinée équatoriale	GET
82	Guinea Cargo.....	Guinée équatoriale	GNC
83	Jetline Inc.....	Guinée équatoriale	JLE
84	KNG Transavia Cargo.....	Guinée équatoriale	VCG
85	Litoral Airlines Compania (Colair).....	Guinée équatoriale	CLO
86	Lotus International Air.....	Guinée équatoriale	LUS
87	Nagesa, Compania Aerea.....	Guinée équatoriale	NGS
88	Presidencia de la Republica de Guinea Ecuatorial.....	Guinée équatoriale	ONM
89	Prompt Air GE SA.....	Guinée équatoriale	POM
90	Skimaster Guinea Ecuatorial.....	Guinée équatoriale	KIM
91	Skymasters.....	Guinée équatoriale	SYM
92	Southern Gateway.....	Guinée équatoriale	SGE
93	Space Cargo Inc.....	Guinée équatoriale	SGO
94	Trans Africa Airways Ges.....	Guinée équatoriale	TFR
95	Unifly.....	Guinée équatoriale	UFL
96	UTAGE - Union de Transport Aereo de Guinea Ecuatorial.....	Guinée équatoriale	UTG
97	Victoria Air.....	Guinée équatoriale	VIT
Tous les transporteurs aériens certifiés par les autorités du Kirghizstan en matière de surveillance réglementaire, à savoir :			
98	Anikay Air.....	Kirghizstan	AKF
99	Asia Alpha.....	Kirghizstan	SAL
100	Avia Traffic Company.....	Kirghizstan	AVJ
101	Bistair-Fez Bishkek.....	Kirghizstan	BSC
102	Botir Avia.....	Kirghizstan	BTR
103	British Gulf International Airlines Fez.....	Kirghizstan	BGK
104	Click Airways.....	Kirghizstan	CGK
105	Country International Airlines.....	Kirghizstan	CIK
106	Dames.....	Kirghizstan	DAM
107	Fab - Air.....	Kirghizstan	FBA
108	Galaxy Air.....	Kirghizstan	GAL
109	Golden Rule Airlines.....	Kirghizstan	GRS
110	Intal Avia.....	Kirghizstan	INL
111	Itek Air.....	Kirghizstan	IKA
112	Kyrgyz Airways.....	Kirghizstan	KGZ
113	Kyrgyz General Aviation.....	Kirghizstan	KGB
114	Kyrgyz Trans Avia.....	Kirghizstan	KTC
115	Kyrgyzstan Allyn.....	Kirghizstan	LYN
116	Kyrgyzstan Airlines.....	Kirghizstan	KGA
117	Max Avia.....	Kirghizstan	MAI
118	OHS Avia.....	Kirghizstan	OSH
119	Reem Air.....	Kirghizstan	REK
120	Sky Gate International Aviation.....	Kirghizstan	SGD
121	Sky Way.....	Kirghizstan	SAB
122	Sun Light.....	Kirghizstan	SUH
123	Tenir Airlines.....	Kirghizstan	TEB
124	Trast Aero.....	Kirghizstan	TSJ
Tous les transporteurs aériens certifiés par les autorités du Liberia en matière de surveillance réglementaire, à savoir :			
125	Weasua Air Transport, Co. Ltd.....	Liberia	WTC
Tous les transporteurs aériens certifiés par les autorités de la Sierra Leone en matière de surveillance réglementaire, à savoir :			

	NOM DU TRANSPORTEUR AÉRIEN (1)	PAYS D'ORIGINE	CODE OACI de la compagnie (si connu)
126	Air Rum, Ltd.....	Sierra Leone	RUM
127	Bellview Airlines (S/L), Ltd.....	Sierra Leone	BVU
128	Destiny Air Services, Ltd.....	Sierra Leone	DTY
129	Heavylift Cargo.....	Sierra Leone	
130	Orange Air Sierra Leone, Ltd.....	Sierra Leone	ORJ
131	Paramount Airlines, Ltd.....	Sierra Leone	PRR
132	Seven Four Eight Air Services, Ltd.....	Sierra Leone	SVT
133	Teebah Airways.....	Sierra Leone	
<i>Tous les transporteurs aériens certifiés par les autorités du Swaziland en matière de surveillance réglementaire, à savoir :</i>			
134	Aero Africa (PTY), Ltd.....	Swaziland	RFC
135	Jet Africa Swaziland.....	Swaziland	OSW
136	Royal Swazi National Airways Corporation.....	Swaziland	RSN
137	Scan Air Charter, Ltd.....	Swaziland	
138	Swazi Express Airways.....	Swaziland	SWX
139	Swaziland Airlink.....	Swaziland	SZL

(1) Les transporteurs aériens figurant dans l'annexe A peuvent être autorisés à exercer des droits de trafic en affrétant des aéronefs avec équipage appartenant à un transporteur aérien qui ne fait pas l'objet d'une interdiction d'exploitation, à condition que les normes de sécurité applicables soient respectées.

(2) Hewa Bora Airways est seulement autorisée à exploiter l'aéronef particulier mentionné à l'annexe B pour ses activités actuelles dans la Communauté européenne.

ANNEXE B

	NOM du transporteur aérien (1)	PAYS D'ORIGINE	CODE OACI de la compagnie (si connu)	IMMATRICULATION des appareils interdits	TYPE APPAREIL
1	Air Bangladesh.	Bangladesh	BGD	S2-ADT.	B747-269B.
2	Air Service Comores.	Comores	KMD	Tout aéronef, sauf celui immatriculé D6-CAM.	Tout aéronef, sauf LET 410 UVP.
3	Air West Co. Ltd.	Soudan	AWZ	Tout aéronef, sauf celui immatriculé ST-EWX.	Tout aéronef, sauf IL 76.
4	Hewa Bora Airways (HBA) (2).	RD Congo	ALX	Tout aéronef, sauf celui immatriculé 9Q-CHC.	Tout aéronef, sauf L-101.

(1) Les transporteurs aériens figurant dans l'annexe B peuvent être autorisés à exercer des droits de trafic en affrétant des aéronefs avec équipage appartenant à un transporteur aérien qui ne fait pas l'objet d'une interdiction d'exploitation, à condition que les normes de sécurité applicables soient respectées.

(2) Hewa Bora Airways est seulement autorisée à exploiter l'aéronef particulier mentionné pour ses activités actuelles dans la Communauté européenne.

DECISION n° 2006-609 du 3 octobre 2006 portant reconduction de l'autorisation délivrée à la SNC Polynésie Perle pour l'exploitation d'un service de radio de catégorie B par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence intitulé Marutea Sud.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, et notamment son article 25 ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 27, 28 et 28-1 ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 87-239 du 6 avril 1987 pris pour l'application de l'article 27 (1°) de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et fixant, pour les services privés de radiodiffusion sonore diffusés par voie hertzienne terrestre ou par satellite, le régime applicable à la publicité et au parrainage ;

Vu le décret n° 89-632 du 7 septembre 1989 relatif aux comités techniques ;

Vu le décret n° 92-1047 du 23 septembre 1992 relatif à la propagande et la publicité pour les boissons alcooliques par voie de radiodiffusion sonore ;

Vu le décret n° 94-972 du 9 novembre 1994 pris pour l'application du 1° de l'article 27 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication et définissant les obligations relatives à l'accès à la publicité locale et au parrainage local des services de radiodiffusion sonore autorisés ;

Vu la décision de la Commission nationale de la communication et des libertés n° 87-23 du 6 mars 1987, modifiée par la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel n° 90-829 du 7 décembre 1990, définissant les conditions techniques d'usage des fréquences pour la diffusion de signaux de radiodiffusion sonore en modulation de fréquence ;

Vu la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel n° 2001-908 du 27 novembre 2001, portant reconduction de l'autorisation d'un service de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Radio Marutea ;

Vu le résultat de délibération du Conseil supérieur de l'audiovisuel du 30 mai 2006 relatif à la possibilité de reconduire l'autorisation susmentionnée ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française du 21 juin 2006 ;

Vu la convention conclue entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel et la SNC Polynésie Perle conformément aux articles 28 et 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée susvisée ;

Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1er.— L'autorisation accordée à la société SNC Polynésie Perle par décision n° 2001-908 du 27 novembre 2001 susvisée pour l'exploitation d'un service de radio par voie hertzienne terrestre en modulation de fréquence dénommé Marutea Sud est reconduite pour une durée de cinq ans à compter du 31 mai 2007.

Art. 2.— La société SNC Polynésie Perle est autorisée à utiliser la fréquence mentionnée en annexe, conformément à la convention susvisée et à l'annexe de la présente décision.

Art. 3.— 1° Le titulaire de la présente autorisation est tenu de communiquer au Conseil supérieur de l'audiovisuel les informations suivantes, dont il atteste l'exactitude :

Informations communiquées dans un délai de deux mois après mise en service :

- descriptif technique de l'installation (type et puissance nominale de l'émetteur ; système d'antennes...) ;
- puissance apparente rayonnée (PAR) maximale et diagramme de rayonnement théorique horizontal et vertical ;
- date de mise en service.

Informations communiquées sans délai si elles sont disponibles :

- diagramme de rayonnement mesuré ;
- excursion de fréquence (pourcentage statistique du dépassement de 75 kHz sur une durée minimale de 15 minutes).

Ces informations sont exigibles sur demande expresse du conseil.

2° Si les informations mentionnées au 1° sont modifiées ultérieurement, le titulaire communique au conseil une version actualisée dans un délai d'un mois.

3° Le titulaire est également tenu de communiquer au conseil toutes informations en sa possession sur la couverture de l'émetteur, en particulier les résultats des mesures de couverture effectuées dans la zone de service.

4° Si le conseil constate le non-respect des conditions techniques de la présente autorisation, le titulaire est tenu de faire procéder, par un organisme agréé, à une vérification de la conformité de son installation aux prescriptions figurant dans l'annexe technique de l'autorisation. Il transmet au conseil les résultats de cette vérification.

Art. 4.— La présente autorisation est incessible.

Art.— 5.— Toute utilisation d'une sous-porteuse doit être autorisée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Art. 6.— La présente décision sera notifiée à la société Polynésie Perle et sera publiée au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 3 octobre 2006.

Pour le Conseil supérieur de l'audiovisuel :

Le président,
D. BAUDIS.

**CONVENTION de financement n° HC 15-06 TG
du 15 novembre 2006.**

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Mareura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Rangiroa pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Construction de la nouvelle mairie de Tiputa", décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Description de l'opération

L'opération consiste en la construction de la nouvelle mairie de Tiputa, dont le coût est estimé à 44 824 174 F CFP, soit 375 626,58 euros.

Art. 3. — Plan de financement

L'opération décrite à l'article précédent s'effectuera selon le plan de financement arrêté comme suit :

- Etat (Eqt comne) (35 %)	131 469,30 euros, soit 15 688 461 F CFP
- Fonds propres (65 %)	244 157,28 euros, soit 29 135 713 F CFP
Total (100 %)	375 626,58 euros, soit 44 824 174 F CFP

AVENANT n° 16 TG du 15 novembre 2006 à la convention de financement n° 7-05 TG du 5 septembre 2005 relative à l'opération "Rénovation du poste de secours de Tikehau".

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Mareura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 7-05 TG du 5 septembre 2005 relative à la réalisation de l'opération "Rénovation du poste de secours de Tikehau" en son article 6.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 6, 4e tiret de la convention de financement n° 7-05 TG du 5 septembre 2005 relative à la réalisation de l'opération "Rénovation du poste de secours de Tikehau" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

Au lieu de :

- "exécuter cette opération dans un délai maximal de 12 mois à partir de la date de signature de la convention" ;

Lire :

- "exécuter cette opération avant le 31 décembre 2006."

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

AVENANT n° 17 TG du 15 novembre 2006 à la convention de financement n° 11-05 TG du 16 septembre 2005 relative à l'opération "Rénovation de la mairie de Tikehau".

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Rangiroa, représentée par son maire M. Teina Mareura,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 11-05 TG du 16 septembre 2005 relative à la réalisation de l'opération "Rénovation de la mairie de Tikehau" en son article 6.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 6, 4e tiret de la convention de financement n° 11-05 TG du 16 septembre 2005 relative à la réalisation de l'opération "Rénovation de la mairie de Tikehau" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

Au lieu de :

- "exécuter cette opération dans un délai maximal de 12 mois à partir de la date de signature de la convention" ;

Lire :

- "exécuter cette opération avant le 31 décembre 2006."

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

AVENANT n° 55-06 du 21 novembre 2006 à la convention de financement n° 32-04 du 10 février 2004 relative à la réalisation d'une salle omnisports à Papetoai par la commune de Moorea.

Entre :

- l'Etat, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Moorea, représentée par son maire M. Teriitepaiaatua Maihi,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement initiale n° 32-04 du 10 février 2004 corrigée par l'avenant n° 1 du 2 mai 2005 relative à la réalisation d'une salle omnisports à Papetoai par la commune de Moorea, en ce qui concerne le délai d'exécution de cette opération.

Art. 2. — L'article 6 de la convention de financement initiale relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 18 mois à partir de la date de démarrage de l'opération" ;

Lire : "exécuter cette opération dans un délai maximal de 26 mois à partir de la date de démarrage de l'opération".

Art. 3. — Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

CONVENTION de financement n° HC 77 ISLV du 21 novembre 2006.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Huahine, représentée par son maire M. Marcelin Lisan,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Extension du réseau électrique du quartier Teonetere à Parea" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des travaux d'électrification conformément au devis et dont le coût est estimé à 14 300 000 F CFP, soit 119 834 euros.

Art. 3. — *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- | | | |
|-------------------------------------|-----------------------|------------------|
| - Equipement des communes (17,48 %) | 20 950,00 euros, soit | 2 500 000 F CFP |
| - Polynésie française (80 %) | 95 867,20 euros, soit | 11 440 000 F CFP |
| - Fonds propres communaux (2,52 %) | 3 016,80 euros, soit | 360 000 F CFP |

CONVENTION de financement n° HC 78 ISLV du 21 novembre 2006.

Entre :

- l'Etat, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Huahine, représentée par son maire M. Marcelin Lisan,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Etat apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un broyeur à déchets verts" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition d'un broyeur à déchets verts du type de celui indiqué dans la facture pro forma et dont le coût est estimé à 5 500 000 F CFP, soit 46 090 euros.

Art. 3. — *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- | | | |
|--|------------------|----------------------|
| - Equipement des communes (52,61 %) | 24 250,24 euros, | soit 2 893 823 F CFP |
| - Fonds propres communaux ou emprunt (47,39 %) | 21 839,76 euros, | soit 2 606 177 F CFP |

CONVENTION de financement n° 135-06 du 23 novembre 2006.

Entre :

- le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Rurutu, représentée par son maire M. Frédéric Riveta,

Il est convenu ce qui suit :

Conditions générales

Article 1er. — *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rurutu pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Adduction en eau potable, construction d'un réservoir d'eau sur Tuaamaua à Avera" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la construction d'un nouveau bassin de stockage de 250 mètres cubes sur le site de Tuaamaua à Avera.

Le coût total de cette opération est estimé à 206 148 euros, soit 24 600 000 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

Le plan de financement de cette opération s'établit ainsi qu'il suit :

- FIP (15 %)	30 922,20 euros,	soit	3 690 000 F CFP
- Etat (65 %)	133 996,20 euros,	soit	15 990 000 F CFP
- Commune (20 %)	41 229,60 euros,	soit	4 920 000 F CFP

**CONVENTION de financement n° HC 136-06 DAC/FIP
du 23 novembre 2006.**

Entre :

- le comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Taputapuatea, représentée par son maire M. Thomas Moutame,

Il est convenu ce qui suit :

*Dispositions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Taputapuatea pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un broyeur à déchets verts et d'un camion" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition des matériels du type de ceux prévus dans les factures pro forma, dont le coût est estimé à 21 400 000 F CFP, soit 179 332 euros.

Art. 3.— Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- FIP programmation 2006 (30 %)	53 799,60 euros,	soit	6 420 000 F CFP
- Polynésie française (40 %)	71 732,80 euros,	soit	8 560 000 F CFP
- Fonds propres communaux (30 %)	53 799,60 euros,	soit	6 420 000 F CFP

**CONVENTION de financement n° 137-06
du 23 novembre 2006.**

Entre :

- le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Rimatara, représentée par son maire M. Georges Hatitio,

Il est convenu ce qui suit :

*Conditions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Rimatara pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Adduction en eau potable, Amaru vers Taanini" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste en la pose de canalisation d'eau sur près de 2 000 mètres à partir du village de Amaru vers le quai de débarquement à Taanini.

Le coût total de cette opération est estimé à 36 315,44 euros, soit 4 333 585 F CFP.

Art. 3.— Plan de financement

Le plan de financement de cette opération s'établit ainsi qu'il suit :

- FIP (15 %)	5 447,32 euros,	soit	650 038 F CFP
- Etat (65 %)	23 605,03 euros,	soit	2 816 830 F CFP
- Commune (20 %)	7 263,09 euros,	soit	866 717 F CFP

**CONVENTION de financement n° 139-06
du 23 novembre 2006.**

Entre :

- le Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Hitia'a O Te Ra, représentée par son maire M. Dauphin Domingo,

Il est convenu ce qui suit :

*Conditions générales***Article 1er.— Objet**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Fonds intercommunal de péréquation apporte son soutien financier à la commune de Hitia'a O Te Ra pour faciliter l'acquisition d'un véhicule radiomédicalisé, décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Description de l'opération

L'opération consiste à acquérir pour la mise à disposition des services de secours de la commune un véhicule radiomédicalisé.

Le coût total de cette opération est estimé à 71 230 euros, soit 8 500 000 F CFP.

Art. 3.— *Plan de financement*

Le plan de financement de cette opération s'établit ainsi qu'il suit :

- FIP (50 %)	35 615,00 euros,	soit	4 250 000 F CFP
- Commune (6,76 %)	4 818,50 euros,	soit	575 000 F CFP
- Territoire (30 %)	21 369,00 euros,	soit	2 550 000 F CFP
- Etat (13,24 %)	9 427,50 euros,	soit	1 125 000 F CFP

CONVENTION de financement n° HC 140-06 DAC/FIP du 23 novembre 2006.

Entre :

- le comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Huahine, représentée par son maire M. Marcelin Lisan,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipements de première intervention" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en l'acquisition des fournitures du type et en nombre de celles prévues dans le dossier technique et dont le coût est estimé à 2 500 000 F CFP, soit 20 950 euros.

Art. 3.— *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- FIP programmation 2006 (50 %)	10 475 euros,	soit	1 250 000 F CFP
- Fonds propres communaux (50 %)	10 450 euros,	soit	1 250 000 F CFP

CONVENTION de financement n° HC 141-06 DAC/FIP du 23 novembre 2006.

Entre :

- le comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation désigné ci-après par le terme FIP, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Huahine, représentée par son maire M. Marcelin Lisan,

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions générales

Article 1er.— *Objet*

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le FIP apporte son soutien financier à la commune de Huahine pour faciliter la réalisation de l'opération intitulée "Reconstruction du bloc sanitaire de l'école de Tefarerii" décrite à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— *Description de l'opération*

L'opération consiste en la réalisation des travaux prévus dans le dossier technique et dont le coût est estimé à 8 700 000 F CFP, soit 72 906 euros.

Art. 3.— *Plan de financement*

Il est ouvert au titre de l'exercice 2006 du FIP une autorisation de programme à hauteur de 72 906 euros, soit 8 700 000 F CFP représentant 100 % de l'opération.

Il est ouvert au titre de l'exercice 2006 du FIP des crédits de paiement à hauteur de 72 906 euros, soit 8 700 000 F CFP, correspondant à la totalité des travaux.

AVENANT n° 134-06 du 23 novembre 2006 à la convention de financement n° 299-04 du 13 décembre 2004 modifiée par l'avenant n° 188-05 du 13 décembre 2005 relative à l'opération intitulée "Poste de secours de Raroia".

Entre :

- le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représentée par le haut-commissaire de la République en Polynésie française Mme Anne Boquet,

Et :

- la commune de Makemo, représentée par son maire M. Michel Yip,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant abroge l'avenant n° 188-05 du 13 décembre 2005 de la convention de financement n° 299-04 du 13 décembre 2004 relative à la réalisation de l'opération intitulée "Poste de secours Raroia".

Art. 2.— Les dispositions de l'article 7, 4e tiret de la convention de financement n° 299-04 du 13 décembre 2004 relatives à la réalisation de l'opération intitulée "Poste de secours de Raroia" sont modifiées comme suit en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération :

Au lieu de : "réaliser cette opération dans un délai maximal de 9 mois à partir de la date de signature de la présente convention";

Lire : "exécuter cette opération avant le 31 juillet 2007".

Art. 3.— Toutes les autres dispositions de la convention de financement n° 299-04 du 13 décembre 2004 demeurent inchangées.

AVENANT n° 138-06 du 23 novembre 2006 à la convention de financement n° 169-05 du 7 novembre 2005 relative à l'opération d'acquisition d'appareils respiratoires individuels par la commune de Teva I Uta.

Entre :

- le comité de gestion du Fonds intercommunal de péréquation, représenté par Mme le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

Et :

- la commune de Teva I Uta, représentée par son maire M. Victor Doom,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de financement n° 169-05 du 7 novembre 2005 relative au financement d'appareils respiratoires individuels pour la commune de Teva I Uta en ce qui concerne la description de l'opération, son délai d'exécution et son délai de solde.

Art. 2.— Les dispositions du premier avenant n° 49-06 du 26 mai 2006 sont annulées et remplacées par celles du présent avenant.

Art. 3.— L'article 2 de la convention de financement initiale relatif à la description de l'opération est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de : "L'opération consiste en l'acquisition de 5 ARI de type SMA Gallet, 5 cornes d'appel et 10 bouteilles en acier de 6 litres avec robinet" ;

Lire : "L'opération consiste en l'acquisition de 5 ARI de type Draeger, 5 cornes d'appel et 10 bouteilles en acier de 6 litres avec robinet".

Art. 4.— L'article 6 de la convention de financement initiale relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

Au lieu de :

- "exécuter cette opération dans un délai maximal de 6 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;
- demander le solde de cette opération dans un délai maximal de 12 mois à compter de la signature de la présente convention" ;

Lire :

- "exécuter cette opération dans un délai maximal de 18 mois à partir de la date de signature de la présente convention ;
- demander le solde de cette opération dans un délai maximal de 24 mois à compter de la signature de la présente convention".

Art. 5.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 7 au 20 décembre 2006 inclus)

CODE DEVISE PAYS	DEVISES	Cours en francs pacifiques
EUR Euro	1 euro	119,33
USD Etats-Unis d'Amérique.....	1 dollar U.S.	89,51
AUD Australie.....	1 dollar australien	70,42
CAD Canada.....	1 dollar canadien	78,49
CHF Suisse.....	1 franc suisse	75,12
DKK Danemark.....	1 couronne danoise	16
GBP Grande-Bretagne.....	1 livre sterling	176,97
HKD Hong Kong.....	1 dollar	11,52
JPY Japon.....	1 yen	0,78
NOK Norvège.....	1 couronne norvégienne	14,68
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	61,44
SEK Suède.....	1 couronne suédoise	13,19
SGD Singapour	1 dollar singapour	58,18
FJD Fidji.....	1 dollar fidjien	53,82
THB Thaïlande.....	1 baht	2,51
CNY Chine.....	1 yuan	11,44
KRW Corée.....	1 won coréen	0,10
IDR Indonésie.....	1 roupie indonésienne	0,01

SERVICE DE L'URBANISME

AVIS OFFICIEL N° L/2006-14/MET/AU.UOC

Le service de l'urbanisme a été saisi par M. Thierry Barbion, représentant la SCI Delano 4 d'une demande d'autorisation de procéder à la vente ou à la location des lots avant exécution de tout ou partie des travaux du lotissement "Miri 3e tranche" sis à Punaauia.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction, téléphone : 46 80 28) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant un mois à compter de la date de la présente publication.

Fait à Papeete, le 23 novembre 2006.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme,
Philippe COURAUD.

**ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS
DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT
POUR LE MOIS D'OCTOBRE 2006**

COMMUNE DE HUAHINE

19 octobre 2006

PC n° 2068 MET.AU.ISLV, M. Raphaël Matapo, transformation d'une maison d'habitation en logement touristique sur une parcelle de la terre Poirea (D n° 06-308) à Maroe.

26 octobre 2006

PC n° 2133 MET.AU.ISLV, Mme Georges Heiarii Chicou née Durietz, construction d'une maison d'habitation sur le lot D du lot 3 de la terre Terotopaapaa (D n° 04-364) à Maroe.

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
PENDANT LE MOIS DE NOVEMBRE 2006**

COMMUNE DE ARUE

2 novembre 2006

N° 06-1100-6 MET.AU, EURL Guilloux, parcelle cadastrée n° 546, section L (lot C de la propriété Malardé) au PK 5, côté montagne, construction d'un entrepôt ;

N° 06-1103-3, SCI Hinatea, parcelle cadastrée n° 479, section R (lot E de la terre Vaipoopoo 8), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1228-2, EURL Guilloux, parcelle cadastrée n° 546, section L (lot C de la propriété Malardé) au PK 5, côté montagne, construction d'une maison d'habitation "témoin".

14 novembre 2006

N° 06-1623-1 MET.AU, M. Herenui André Bonno, parcelle cadastrée n° 15, section E (lot K1 du domaine Terua) au PK 3,850, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAAA

2 novembre 2006

N° 06-1592-1 MET.AU, Mme Pueura Ariihohoa, parcelle cadastrée n° 60, section C (terre Heiri, parcelle D) au PK 6,500, construction d'un mur de clôture ;

N° 06-1606-1, M. Régis Tuahu, parcelle cadastrée n° 298, section L (domaine Pamatai parcelle lots 20 et 21) à Pamatai, enrochement et construction d'un mur de soutènement.

3 novembre 2006

N° 06-1586-1 MET.AU, Mlle Ramona Ueva, parcelle cadastrée n° 209, section I (lot 4 de la terre Tepiia) au PK 4,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

6 novembre 2006

N° 06-1661-1 MET.AU, M. Sou Tchine Joseph Wong, parcelle cadastrée n° 1132, section T (parcelle A du lot 2 de la terre Tetauupu) à Pamatai, construction d'un mur de soutènement.

8 novembre 2006

N° 06-1605-1 MET.AU, M. Fred Jean-Claude Johnston, parcelle cadastrée n° 278, section D (parcelle de l'ancienne propriété d'Edmond-Liais), terrassement, enrochement et construction d'une maison d'habitation.

13 novembre 2006

N° 06-1461-1 MET.AU, Mlle Ethel White, parcelle cadastrée n° 23, section R (lot n° 7 lot G de la terre Tataraoahua) à Saint-Hilaire au PK 5, construction d'une maison d'habitation.

14 novembre 2006

N° 06-1713-1 MET.AU, Mlle Jessica Wong Chou, parcelle cadastrée n° 396, section C (parcelle de la terre Pouhono-Tefaura) à Piafau, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIAA O TE RA

3 novembre 2006

N° 06-1629-1 MET.AU, Mlle Nelehia Maruhi, parcelle de la terre Paparao à Hitia'a au PK 36,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

13 novembre 2006

N° 03-2731-3 MET.AU, M. Jean Amini-Tehotu, parcelle cadastrée n° 19, section AB (terre Faatahi) à Mahaena au PK 33, modification d'une maison d'habitation ;

N° 04-1119-1, M. et Mme Victor et Gilda Mama, lot n° 7 du lotissement Paparao à Hitia'a, construction d'une maison d'habitation (régularisation).

COMMUNE DE MAHINA

2 novembre 2006

N° 06-1543-1 MET.AU, M. Glenn Taerea, parcelle cadastrée n° 199, section R (lot 24 du lotissement Atima), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1595-1, M. et Mme Stéphane et Virginie Jimenez, parcelle cadastrée n° 766, section W (lot 54 du lotissement Le hameau de Mahinarama), construction d'une maison d'habitation.

6 novembre 2006

N° 06-1691-1 MET.AU, Mme Mireille Tiriaga Tiho, parcelle cadastrée n° 159, section A (parcelle A de la terre Souiry) au PK 9, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1707-1, M. Teiki Vahine, parcelle cadastrée n° 85, section V (lot 3 du partage de la terre Farereva) au PK 9,400, extension d'une maison d'habitation et aménagement de la buanderie en laboratoire pour roulotte.

14 novembre 2006

N° 06-1590-1 MET.AU, M. et Mme Willy et Priscilla Lui, parcelle cadastrée n° 811, section W (lot 28 du lotissement Le hameau de Mahinarama), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

6 novembre 2006

N° 06-629-1 MET.AU, M. et Mme Dominique et Véronique Rainho, parcelle cadastrée n° 166, section AD (lot 2 de la terre Teoni) à Afareaitu, construction d'une maison d'habitation.

7 novembre 2006

N° 06-1487-1 MET.AU, M. Teiki Gleizal, parcelle cadastrée n° 135, section CN (terre Ofairuro-Pavete lot 8 du lot 3 C) à Teavaro, construction d'une maison d'habitation (régularisation).

8 novembre 2006

N° 05-1705-1 MET.AU, M. Bernard Danloue, parcelle cadastrée n° 31, section CR (terre Outuana : lot 4 parcelle 4 B) à Teavaro au PK 0,050, lieu-dit Temae, aménagement d'une blanchisserie dans un entrepôt existant ;

N° 06-515-6, SA Moorea Lagoon Resort, parcelles cadastrées n° 85 et 307, section PR (lot 3 de la terre Pereaoa) à Papetoai, réaménagement de l'hôtel Sheraton Moorea Lagoon Resort et Spa, et réalisation d'une zone piscine.

14 novembre 2006

N° 06-1486-1 MET.AU, M. Thanh Tran Thai époux de Mme Ngoc Tran Nguyen, parcelle cadastrée n° 40, section EO (terre Taravaapura partie) à Paopao, près de la pharmacie de Maharepa, construction d'un mur de clôture.

15 novembre 2006

N° 06-1662-1 MET.AU, Mme Jolina Tapu épouse Shui Siu Way, parcelle cadastrée n° 22, section AA (terre Taumataura-Tumataharoa) à Afareaitu, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1687-1, M. Emile Haoatai, parcelle cadastrée n° 28, section EA (terre Teonetere 1 surplus partie) à Paopao au PK 13,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PAEA

2 novembre 2006

N° 06-1508-1 MET.AU, M. Olivier Rataro, parcelle cadastrée n° 221, section AM (lot K2 des terres Rohutu-Teäeäe-Toetoe) au PK 23,800, côté montagne, construction d'un bâtiment de deux logements jumelés.

6 novembre 2006

N° 06-1409-1 MET.AU, M. Jean Gérard Payet, parcelle cadastrée n° 95, section AS (lot 1 parcelle C de la terre Ahutia), construction d'une maison d'habitation et clôture ;

N° 06-1525-1, Mme Estelle Flores, parcelle cadastrée n° 79, section AB (lot 1A parcelle hors du lotissement Vaimuna, terre Ativavau) au PK 19,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

13 novembre 2006

N° 04-1656-3 MET.AU, Mlle Ilona Tetoe, sur la parcelle cadastrée n° 14, section AC (lot n° 31 du lotissement Seigneur) au PK 19,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation.

15 novembre 2006

N° 06-1580-1 MET.AU, Mme Turouru Teriipaia épouse Lenoir, parcelle cadastrée n° 20, section AR (terre Teopiri), construction d'une maison d'habitation.

16 novembre 2006

N° 06-1411-1 MET.AU, Mlle Marie Claude Tearoha, parcelle cadastrée n° 23, section AO (lot 15 du lotissement Vaitiare extension) au PK 25, côté montagne, construction d'un bâtiment de 2 logements jumelés.

COMMUNE DE PAPARA

3 novembre 2006

N° 06-1193-2 MET.AU, M. et Mme Jean-Paul et Fabiola Titifa, parcelle cadastrée n° 63, section AT (lot A 26 du lotissement Vahine Moena), modification d'une maison d'habitation ;

N° 06-1603-1, M. Christophe Ripoll, parcelle cadastrée n° 190, section AI (lot c2 dépendant des terres Ahototuaana, Auae, Temuhufaina, Ahuahua, Vaipahu et Tematau Salmon) au PK 34, côté montagne, remblai, terrassement et construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2006

N° 06-1609-1 MET.AU, Mme Mahana Tehaavi épouse Tufariua, parcelle cadastrée n° 214, section AH (Paahua 1 et 2 : parcelle C) au PK 33,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-253-3, Mme Christelle Terii épouse Chin Loy, parcelle cadastrée n° 1, section CK (terre Temarua partie) au PK 36, côté montagne, modification d'une maison d'habitation (rajout de 2 chambres et toilette).

COMMUNE DE PAPEETE

2 novembre 2006

N° 06-0119-1 MET.AU.PPTE, M. William Yazot, parcelle cadastrée n° 44, section DW (terre Fautua, lot 16 de la propriété Pocellana), allée Pierre-Loti, aménagement d'un logement dans une construction existante.

3 novembre 2006

N° 06-0063-2 MET.AU.PPTE, assemblée de la Polynésie française, parcelle cadastrée n° 11, section AE (terre Papeete partie à Tarahoi, rue du Docteur-Cassiau), aménagement de bureaux.

7 novembre 2006

N° 06-0069-1 MET.AU.PPTE, la limonaderie Singapour, parcelle cadastrée n° 16, section DI (lot 6 de la parcelle A des terres Tauraehe, Tiahono et Teroma partie) à Tipaerui, extension d'un entrepôt existant ;

N° 06-0074-1, M. le directeur de l'équipement, parcelle cadastrée n° 3, section BR (terre Atihui : lots 1 et 2 à Taunoa, construction de deux bâtiments à usage de bureaux, de hangar et d'un logement gardien ;

N° 06-0090-1, M. Gilles Levy, parcelle cadastrée n° 70, section CP (parcelle dépendant du morcellement du lot 3 de la parcelle D de la terre Paura) à Titioro, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-0091-2, M. le président de l'Eglise protestante maohi, parcelle cadastrée n° 8, section AI (lots 2, 1 et 4 des terres Atamavahine, Ateivi et Aueiti), rue Edouard-Ahne, extension du collège Pomare IV ;

N° 06-0101-1, Mlle Bella Lilin, parcelle cadastrée n° 70, section EY (lot n° 15 du lotissement Anuanua) à Tipaerui, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-0111-1, SA Huilerie de Tahiti, parcelle cadastrée n° 2, section ZB (zone industrielle de Fare Ute) à Motu Uta, construction d'un local à usage de bureau, d'un local sanitaire et d'un pont à bascule ;

N° 06-0115-1, Mlle Maire Teihotaata, parcelle cadastrée n° 12, section EV (terres Urumaru et Putahi : lot 5 bis lot 2 partie) à Sainte-Amélie, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-0122-1, M. Francis Leo, parcelle cadastrée n° 26, section DR (lot 28 du lotissement Bon-Pasteur) à la Mission, construction d'une maison d'habitation.

15 novembre 2006

N° 06-087-1 MET.AU.PPTE, M. Patrick Brunel, parcelle cadastrée n° 1, section AH (terre Papeete), rue Jeanne-d'Arc, centre Vaima, rénovation du bar-restaurant S. Mango Café.

COMMUNE DE PIRAE

2 novembre 2006

N° 06-1441-1 MET.AU, Mme Irène Linda Teihotua, parcelle cadastrée n° 231, section D (lot 2 de la terre Vaihi), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1689-1, M. Christian Ly Tham, parcelle cadastrée n° 56, section I (propriété Rey, lot 4, partie de la parcelle B, lot 3), construction de deux maisons d'habitation.

3 novembre 2006

N° 99-2543-14 MET.AU, Office polynésien de l'habitat (OPH), parcelles cadastrées n° 95 et 96, section A, modification des 44 logements et d'un local commercial.

15 novembre 2006

N° 03-2366-3 MET.AU, Fédération tahitienne de football, parcelle cadastrée n° 48, section E (domaine Pater), modification des locaux techniques, d'un bloc sanitaire et de murs de clôture.

COMMUNE DE PUNAAUIA

2 novembre 2006

N° 04-1105-2 MET.AU, Mme Josérta Raia Maihota née Maruhi, parcelle cadastrée n° 84, section P (terre Nanahitahi) au PK 13,900, côté mer, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 05-722-2, Mme Kalani Wimer, parcelle cadastrée n° 80, section AP (lot n° 14 du lotissement Lotus), modification d'extension d'une maison d'habitation existante ;

N° 06-1701-1, Mme Taiana Coulon-Juventin, parcelle cadastrée n° 210, section AE (lot A du lot 2 des terres Tahuapurima et Ahototemihi) au PK 15,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-939-2, M. Jamison Witherill, parcelle cadastrée n° 300, section H (lot 4 du lotissement Green Vallée Iti), construction d'une maison d'habitation et du décaissement uniquement.

3 novembre 2006

N° 06-1472-1 MET.AU, M. Serge Ben Soussan, parcelle cadastrée n° 256, section CI (lot 159 du lotissement Punavai Nui), construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2006

N° 06-1652-1, M. William Ropati Leeteg, parcelle cadastrée n° 320, section I (parcelle B1 de la terre Atipuhi) au PK 8,200, côté montagne, aménagement et extension d'une maison d'habitation ;

N° 06-652-2, M. et Mme Rajano et Wendy Roomataaroa, parcelle cadastrée n° 90, section BR (lot 56 du lotissement Punavai Nui), modification d'une maison d'habitation.

15 novembre 2006

N° 06-1451-1 MET.AU, SCI Taarepo, parcelle cadastrée n° 120, section CI (lot 150 du lotissement Punavai Nui), construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1500-1, Mme Noëlle Taina Poroï, parcelles cadastrées n° 442 et 449, section CI (lot 6 du lotissement Vaiopu 2), enrochement ;

N° 06-1646-1, M. Thierry Chansin, parcelle cadastrée n° 419, section H (lot 90 du lotissement Green Vallée Nui), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-EST

2 novembre 2006

N° 06-1490-1 MET.AU, M. Milton Taerea et Mlle Frida Tetupaia, parcelle cadastrée n° 275, section AE (lot 2 de la terre Temahame) à Afaahiti, Taravao centre, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1571-1, M. Louis Bastelica, parcelle cadastrée n° 98, section CN (parcelle C de la terre Tefautiei 1) à Pueu au PK 11,900, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1641-1, M. Lewis Tuera, parcelle cadastrée n° 46, section CN, terres Tefautiei 3 (PV) et terre Fautiei 3 (acte) à Pueu au PK 11,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1714-1, M. Teva Owen Garbutt, parcelle cadastrée n° 34, section AO (lot D10 de la terre Paparoa 2) à Afaahiti, Taravao, construction d'une maison d'habitation en 2 modules ;

N° 06-504-2, Mlle Vaiarii Ho, parcelle cadastrée n° 145 section BE (lot 1 des terres Tetahitutu ou Tetutu 1-2 et Tutoia 1) à Afaahiti au PK 3,600, côté montagne, modification d'une maison d'habitation.

3 novembre 2006

N° 06-1425-1 MET.AU, Mlle Pascale Rani Cruchet, parcelle cadastrée n° 66, section AP (lot 5, lot A de la terre Paparoa) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1531-1, M. Yannick Trigalleau et Mme Moetu Lequerré, parcelle cadastrée n° 39, section AB (parcelle de la terre Tefautomo : partie) à Faaone au PK 52, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

6 novembre 2006

N° 06-1459-2 MET.AU, M. Patrice Teotahi, parcelle cadastrée n° 57, section CH (terre Tepouohu) à Pueu, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1554-1, M. Tehuiarii Pifao, parcelle cadastrée n° 40, section AD (lot 9 de la Atitiapahu 2) à Tautira, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1698-1, M. Günther Jankowski, parcelle cadastrée n° 17, section AB (parcelle des lots 2 et 3 (ancien partage) et lot C partie des terres Teeri et Tetahua partie, domaine de Faaone) à Faaone au PK 51,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2006

N° 06-1512-1 MET.AU, M. Christian Voltaire et Mlle Moerai Heitaa, parcelle cadastrée n° 20, section AZ (lot 3 A partie du lot J de la terre Vaiameamea) à Afaahiti, près du lycée de Taravao, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-476-2, Mme Evelyne Cridland, parcelle cadastrée n° 84, section CD (parcelle B des lots A, B et C de la terre Tepiparu) à Pueu, modification d'une maison d'habitation (extension de la terrasse).

13 novembre 2006

N° 03-2682-3 MET.AU, Mme Josiane Maopi épouse Teuira, parcelle cadastrée n° 72, section BC (terres Maaterupe (PV 56) et Atitera (PV 57), lotissement Tiare, lot 9) à Afaahiti au PK 2,200, côté montagne, modification d'une maison d'habitation ;

N° 04-1747-2, M. Moana André Butscher, parcelle cadastrée n° 20, section BL (lot C5 partie des terres Vaimahanahana, Tiaraa, Moarii et Materemua PV 138) à Afaahiti au PK 6,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation).

14 novembre 2006

N° 06-1677-1 MET.AU, Mme Youk Yin Cheung, lot n° 2 dépendant de la parcelle G du lot 24 du domaine Lucas à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1741-1, M. Arnold Chang, parcelle cadastrée n° 91, section BC (parcelle constituée des lots 9 et 10 partie de la terre Tepumararaura 2) à Afaahiti au PK 1,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

15 novembre 2006

N° 06-1614-1 MET.AU, M. Alfred Hauata, parcelle cadastrée n° 63, section AV (lot 14 du lotissement Kia Ora) à Afaahiti, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAIARAPU-OUEST

2 novembre 2006

N° 06-1622-1 MET.AU, Mme Sonia Pohemai épouse Tapu, parcelle de la terre Tehihiura (plan parcellaire n° 194) à Vairao au PK 9,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

6 novembre 2006

N° 06-1473-1 MET.AU, M. Marama Kevin Lemaire, parcelle du lot n° 1 dépendant des terres Vairuia 1, Ofainaïoro 1, Tetahuarapuni 1, Maunu 1 et Tetahuataraa 1 à Vairao au PK 12,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1494-1, M. et Mme Raymond et Frida Gineste, lot 8 du lotissement Vivish à Toahotu au PK 2,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1562-1, M. et Mme Benjamin et Orama Mau, lot a2 du plan de partage de la terre Tefaa à Vairao au PK 9,700, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2006

N° 06-1608-1 MET.AU, M. James Uuru et Mlle Delphine Guichard, lot A8 dépendant de la parcelle A du partage du lot 4 de l'ancienne propriété Stephen Ipeva Vivish à Toahotu, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1740-1, M. Teraiareva Yannick Harua et Mlle Julia Vaihere Chee Ayee, lot A dépendant du lot 3 d'une partie des terres Tuatini, Nateaa et Tataramoa à Toahotu, plateau des Ananas, construction d'une maison d'habitation.

13 novembre 2006

N° 04-1595-2 MET.AU, Mme Jacqueline Tehaamoana épouse Amaru, parcelle cadastrée n° 48, section AL (parcelle de la terre Atioro) à Toahotu au PK 6,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (prorogation) ;

N° 06-02-2, M. et Mme Patrick et Cécilia Richer, lot n° 198 du lotissement Mitirapa plateau à Toahotu au PK 3,500, côté montagne, modification d'une maison d'habitation et clôture.

14 novembre 2006

N° 06-1734-1 MET.AU, Mlle Natacha Tauraatua, parcelle cadastrée n° 62, section AH (terre Hauino) à Toahotu au PK 4,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

15 novembre 2006

N° 06-1685-1 MET.AU, M. Moeava Albert Pohemai, parcelle de la terre Teiteia (PV de bornage n° 195) à Vairao au PK 9,500, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TEVA I UTA

2 novembre 2006

N° 06-1523-1 MET.AU, M. Emmanuel Solia, parcelle cadastrée n° 100, section AL (lot A du morcellement du lot 3 du partage de la terre Fareie-Marepau) à Mataiea au PK 45, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1566-1, M. et Mme Eugène et Taimana Mervin, parcelle cadastrée n° 29, section AY (parcelle B du lot 1 des terres Atitauna 1 et 2, Farahua, Teniupaiea et Teruapuru 1) à Mataiea au PK 48,200, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1598-1, Mlle Justine Wong Po, parcelle cadastrée n° 14, section BL (lot n° 17 du lotissement le Hameau de Vaimarama) à Papeari au PK 53, côté montagne, construction d'une maison d'habitation.

6 novembre 2006

N° 06-1568-1 MET.AU, Mlle Sylvana Taoahere Pihataae, parcelle cadastrée n° 78, section AO (lot 2 de la terre Mahina 2) à Mataiea, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1585-1, M. Torea Eugène Teremate, parcelle cadastrée n° 57, section BI (lot 10 de la terre Ahototuana) à Papeari au PK 52, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1613-1, M. et Mme Naea Jonas Teddy et Edmée Wong, parcelle cadastrée n° 68, section CD (lot 4 de la terre Mourau ou Hourau, Maurau) à Mataiea au PK 44,450, côté montagne, construction d'une maison d'habitation et clôture ;

N° 06-1619-1, M. Philippi Vahine, parcelle cadastrée n° 74, section CK (lot n° 6 de la terre Teiriiri 3) à Mataiea, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1621-1, Mme Lucie Taohia Timau veuve Battig, parcelle cadastrée n° 65, section BO (parcelle E du lot 4A du lot 4 de la terre Teiriiri 2) à Papeari au PK 53,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation.

13 novembre 2006

N° 06-1563-1 MET.AU, M. Alphonse Yao Chan Cheong, parcelle cadastrée n° 132, section BV (parcelle détachée du lot 4 de la terre Taiheretoto 1) à Papeari au PK 54, construction d'une maison d'habitation.

14 novembre 2006

N° 06-1597-1 MET.AU, M. Toromona Tauraa, parcelle cadastrée n° 59, section BP (parcelle des terres Papahae 1 et 2 et Teahuahi 1) à Papeari au PK 53,900, côté mer, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1634-1, M. Heiarii Vahirua, parcelle cadastrée n° 12, section BR (parcelle B du lot 1 de la terre Titioa 1, 2 et 3) à Papeari au PK 54,200, côté montagne, construction d'une maison d'habitation ;

N° 06-1722-1, M. Erweis India Manutahi, parcelle cadastrée n° 153, section DK (parcelle dépendant des terres Rarouri, Fei, Aipenu, Faafaa partie et Paepaeiri-Fei) à Papeari au PK 54,700, construction d'une maison d'habitation.

15 novembre 2006

N° 06-1583-1 MET.AU, M. et Mme Teanui et Christine Matehau, parcelle cadastrée n° 103, section AL (terre Fareie-Marepau) à Mataiea, construction de deux maisons d'habitation.

COMMUNE DES GAMBIE

6 novembre 2006

N° 06-1547-1 MET.AU.TG, M. Pierre Casimir Mauru-Roapamoa, parcelle de la terre Tauenua à Rikitea, construction d'une maison d'habitation.

9 novembre 2006

N° 05-1790-2, Mlle Virginie Gooding, terre Nukuroia au district de Kirimiro, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MANIHI

7 novembre 2006

N° 04-547-2 MET.AU.TG, Mme Turereura Tuihagi épouse Tematahotua, parcelle cadastrée n° 69, section H2, secteur 3 (terre Motutotoro 1 PV 154), construction d'une maison d'habitation (prorogation).

COMMUNE DE RANGIROA

3 novembre 2006

N° 06-1365-2 MET.AU.TG, M. Gaston Paheroo Mahatia, parcelle cadastrée n° 859, section A (terres Vaimariu et Turiroa) à Avatoru, construction d'une maison d'habitation.

6 novembre 2006

N° 06-1577-1 MET.AU.TG, Mlle Marie-France Tiare Rauchmann, parcelle cadastrée n° 1559, section B (parcelle 6A de la terre Orure), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE REAO

6 novembre 2006

N° 06-1492-1 MET.AU.TG, M. Tetaihupu dit François Teara, terre Tefaratoka Gahuaturua, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE TAKAROA

6 novembre 2006

N° 06-1519-1 MET.AU.TG, M. Jean Luc Tinirau, parcelle cadastrée n° 91, section E (terre Magotunu), construction d'une maison d'habitation.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete

VIMATEC MAINTENANCE

EURL au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : centre commercial du Lotus, Punaauia

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 28 novembre 2006, il résulte qu'une société dont les caractéristiques sont les suivantes a été constituée :

Dénomination : VIMATEC MAINTENANCE.

Forme : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.

Capital social : 1 000 000 F CFP.

Apport en numéraire : 1 000 000 F CFP.

Siège social : Punaauia, centre commercial du Lotus.

Objet :

- l'entretien et la réparation de machines de bureau et de matériel informatique ;
- la fabrication d'alarmes et systèmes de détection et de protection contre le vol ou l'incendie.

Durée de la société et lieu de dépôt des statuts : La société est constituée pour 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de Papeete, où les statuts seront déposés.

Gérante : Mme Rosa LY-THAM, demeurant à Punaauia.

Pour avis et mention,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.

ERRATUM

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 47 du 23 novembre 2006 à la page 4103.

Jugement du 9 octobre 2006 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'EURL LES BOUGAIN-VILLIERS, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 04 185 B (ancien RCS n° 26 B 04) dont le siège social se situe au PK 31,300, côté mer, Papara.

Activité : Importer, exporter, vente en gros ou en détail des produits locaux et produits frais.

Date de cessation des paiements : 28 septembre 2006.

Liquidateur judiciaire : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, télécopie : 54 22 56.

Juge-commissaire : M. Noël COIA, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Etude de Me Bernard BRUGGMANN,
notaire à la résidence de Papeete
(île de Tahiti)

Avis de vente de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Bernard BRUGGMANN, notaire susnommé, le 15 novembre 2006, enregistré à Papeete le 16 novembre 2006, folio 52, bordereau n° 1585/3,

La société dénommée AUREA, SARL au capital de 3 000 000 F CFP, dont le siège social est à Moorea (Polynésie française) au sein de l'hôtel Beachcomber Parkroyal, immatriculée au RCS de Papeete sous le n° 6571 B et sous le n° TAHITI 433250,

A vendu avec entrée en jouissance immédiate à :

La société dénommée NEW BATHY'S CLUB, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP, dont le siège social est à Haapiti, PK 25, côté mer (île de Moorea), immatriculée au registre du commerce et de sociétés de Papeete sous le n° 06 308 B et à l'ISPF sous le n° TAHITI 795476,

Un fonds de commerce d'activités de plongée, négociant en matériel et accessoires de plongée, connu sous le nom de BATHY'S CLUB, sis et exploité à Haapiti (île de Moorea), à

l'hôtel Moorea Beachcomber Intercontinental (anciennement Beachcomber Parkroyal Moorea), et pour l'exploitation duquel le vendeur est immatriculé au RCS de Papeete sous le n° 9832 B et à ISPF sous le n° TAHITI 689851,

Moyennant le prix de 17 000 000 F CFP.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente insertion, à Papeete, 11, avenue Bruat, en l'étude de Me BRUGGMAN, notaire, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

*Pour deuxième insertion,
Le greffier.*

SOCIETE COPY ITI
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : centre commercial Tauhere,
Taravao, route de Toahotu

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 27 novembre 2006, il a été constitué une société à responsabilité limitée dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : COPY ITI.

Capital : 1 000 000 F CFP divisé en 2 000 parts sociales de 500 F CFP chacune, entièrement souscrites et libérées.

Siège : Centre commercial Tauhere, sis à Taravao, route de Toahotu.

Objet : Service copies, plastification et reliure de documents et autres.

Durée : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Gérant : M. Philippe CHANFOUR, sis à Toahotu, PK 8,200, côté mer, est désigné statutairement en qualité de gérant associé pour 99 années.

Immatriculation au registre du commerce et de sociétés : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

*Pour avis et mention,
M. Philippe CHANFOUR, gérant.*

Me Philippe CLEMENCET, notaire
Titulaire d'un office notarial
85, rue du Commandant-Destreameu
Papeete (Tahiti)

ANANUA
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP
Siège social : Afareaitu, Moorea, Maatea,
PK 13,800, côté montagne

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire, titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (île de Tahiti) 85, rue du Commandant-Destreameu, le 28 novembre 2006,

Il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

Dénomination : ANANUA ;

Forme : Société à responsabilité limitée.

Capital social : un million de francs CFP (1 000 000 F CFP) divisé en 100 parts de dix mille francs CFP chacune réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs.

Siège social : Afareaitu (Moorea), Maatea, PK 13,800, côté montagne.

Objet social : L'acquisition, l'exploitation et la gestion d'un fonds de commerce d'alimentation générale, vente au détail, boulangerie, négoce, pâtisserie commune, vente de plats préparés à emporter, sandwicherie et mercerie. L'aliénation de tout ou partie des biens, meubles ou immeubles appartenant à la société par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail. Les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à ladite société. Tous placements de capitaux sous toutes formes que ce soit, y compris l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations, parts sociales. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser l'exploitation ou le développement.

Durée : 99 ans.

Gérance : La société a pour gérante Mme Christiane LAI, déclarante en douane, épouse de M. Pierre Alain Ariitoa TUUHIA avec lequel elle demeure à Faa'a, route de Puurai, PK 4,500, côté montagne, BP 6802, 98702 Faa'a.

Cession de parts sociales : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire. Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,
Le notaire.*

EXTRAITS DE LA COUR D'APPEL DE PAPEETE

Arrêt n° 772 de la cour d'appel de Papeete du 16 novembre 2006 annulant le jugement rendu le 23 octobre 2006 par le tribunal mixte de commerce de Papeete en ce qu'il a ouvert une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la société EURL VAIRUA, RCS de Papeete n° 364 B (ancien RCS n° 7423 B) dont le siège social se situe à Taputapuataea, Uturoa, Raiatea, constatant que l'EURL VAIRUA n'est pas en état de cessation des paiements.

Arrêt n° 622 de la cour d'appel de Papeete du 7 septembre 2006 confirmant en toutes ses dispositions le jugement du 27 mars 2006 rendu par le tribunal mixte de commerce de Papeete ayant prononcé la liquidation judiciaire de Mme Marie Josée MARIMOT épouse DEBEUX, RCS n° 238911 A.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Jugement du 27 novembre 2006 désignant M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, fax : 54 22 56,

en qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance de la société en redressement judiciaire SARL RENOVATION AGENCEMENT MAÇONNERIE sigle RAM, RCS n° 9300 B.

Jugement du 27 novembre 2006 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de la SARL TERIIHAUNUI ET FILS, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 87 103 B (ancien RCS n° 3168 B 87) dont le siège social se situe à Avera, commune de Taputapuata, BP 216 Uturoa, Raiatea.

Activité : Exploitation, travaux publics, bâtiments et constructions.

Date de cessation des paiements : 27 novembre 2006.

Représentant des créanciers : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/télécopie : 42 48 40.

Juge-commissaire : M. Arthur SIAO, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 27 novembre 2006 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de M. Teva Marc Patrick YRONDI, né en octobre 1947, à l'enseigne "MOOREA PERLE CENTER", inscrit au RCS de Papeete sous le n° 26 049 A, demeurant à Pao Pao, côté mer, Moorea.

Activité : Artisan, bijoutier, fabrication de poteries.

Date de cessation des paiements : 27 novembre 2006.

Représentant des créanciers : M. Charles MU SI YAN, BP 1152 Papeete, téléphone : 54 47 25 ou télécopie : 54 47 26.

Juge-commissaire : M. Claude OLIK, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 27 novembre 2006 ouvrant une procédure de redressement judiciaire sous le régime simplifié à l'égard de Mme Mariereine Kaheke Tekopa TAHETA épouse TAVE, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 05 310 A, demeurant à Faa'a, Pamatai, quartier Tirao, Faa'a.

Activité : Construction de maisons.

Date de cessation des paiements : 27 novembre 2006.

Représentant des créanciers : M. Maurice BAUD, BP 4552 Papeete, téléphone : 54 22 55, fax : 54 22 56.

Juge-commissaire : M. Claude OLIK, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du représentant des créanciers dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 27 novembre 2006 ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de la société de navigation des archipels VAI - AITO SA, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 7450 B dont le siège social se situe à Motu Uta, Papeete.

Activité : Exploitation de tous services maritimes, transports de produits agricoles, de marchandises générales et de passagers.

Date de cessation des paiements : 27 novembre 2006.

Représentant des créanciers : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/télécopie : 42 48 40.

Juge-commissaire : M. Arthur SIAO, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 27 novembre 2006 prononçant la résolution du plan de continuation adopté le 26 mai 2003, et ouvrant une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de M. Marius GUILLOUX, à l'enseigne "MAHINA SELF", inscrit au RCS de Papeete sous le n° 29 917 A, demeurant à Mahina, côté montagne, immeuble Taurua, quartier Villierme.

Activité : Restauration.

Date de cessation des paiements : 27 novembre 2006.

Représentant des créanciers : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone/télécopie : 42 48 40.

Juge-commissaire : Mme Colette LEOU, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF).

Jugement du 27 novembre 2006 prononçant la liquidation judiciaire de Marie Thérèse Hina TETAAHI, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 27938 A, demeurant à Pirae, quartier Teio, rue Afarerii.

Activité : Négociant.

Liquidation judiciaire : M. Pascal VERCIER, BP 1959 Papeete, téléphone / télécopie : 42 48 40.

Juge-commissaire : M. Arthur SIAO, BP 101 Papeete, téléphone : 41 55 00.

Jugement du 27 novembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle d'une durée de 5 ans à l'encontre de M. Olivier AYMAIN, RCS n° 37 378 A.

Jugement du 27 novembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle d'une durée de 5 ans à l'encontre de M. Teva LI SIU, RCS n° 22 298 A.

Jugement du 27 novembre 2006 prononçant une mesure de faillite personnelle d'une durée de 5 ans à l'encontre de M. Marc ATIU, RCS n° 44 627 A.

Jugement du 27 novembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Moana FAURE, inscrit au RCS de Papeete sous le n° 29 986 A pour insuffisance d'actif et rappelant que par l'effet dudit jugement, la radiation de M. Moana FAURE au registre du commerce et des sociétés de Papeete est de droit.

Jugement du 27 novembre 2006 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire de M. Pascal TAIPUNU, inscrit au RCS de Papeete n° 32056 A pour extinction du passif.

Pour extrait conforme,
Le greffier.

ELECTRICITE DE TAHITI**Société anonyme au capital de 5 406 094 500 F CFP****Siège social : Puraï, Faa'a****RC Papeete n° 53 3 B****Téléphone : 86 77 77**

Il résulte des délibérations des conseils des 12 juillet et 19 octobre 2006, les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Modification des mentions soumises à publicité*Ancienne mention***Administrateurs :**

- M. Joël Allain, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus ;
- M. Georges Cornet, demeurant avenue de Tervueren, 1150 Bruxelles ;
- M. Bernard Delaboudinière, demeurant 52 bis, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly-sur-Seine ;
- M. Jean-Pierre Fourcade, demeurant à Paea, PK 19, côté mer ;
- M. François Guichard, demeurant 23, rue Chuvan, Ouen Toro, Nouméa ;
- M. Christian Lekieffre, demeurant à Punaauia, résidence Le Carlton ;
- M. Yves Thibault de Silguy, demeurant 134, avenue de Malakoff, 75116 Paris ;
- la Polynésie française ;
- l'Association Fatu Rau Ito représentée par Mme Jenny Chaine, siège social : Faa'a, route de Puraï ;
- SA Elyo représentée par M. Didier Retali, siège social : 235, avenue Georges-Clemenceau, 92000 Nanterre ;
- Société monégasque de l'électricité et du gaz (SMEG), représentée par M. Guy Magnan, siège social : 98000 Monaco.

Président du conseil d'administration :

- M. Joël Allain, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus.

Directeur général :

- M. Christian Lekieffre, demeurant à Punaauia, résidence Le Carlton.

Commissaires aux comptes :

- SCP Redon-Pelloux-Chaize-Mu Si Yan Lis, siège social centre Paofai, bâtiment A.

*Nouvelle mention***Administrateurs :**

- M. Joël Allain, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus ;
- M. Bernard Delaboudinière, demeurant 52 bis, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly-sur-Seine ;
- M. Jean-Pierre Fourcade, demeurant à Paea, PK 19, côté mer ;
- M. François Guichard, demeurant 23, rue Chuvan, Ouen Toro, Nouméa ;
- M. Christian Lekieffre, demeurant à Punaauia ;
- la Polynésie française ;
- l'Association Fatu Rau Ito représentée par Mme Jenny Chaine, siège social : Faa'a, route de Puraï ;
- SA Suez énergie services (anciennement Elyo) représentée par M. Didier Retali, siège social : 235, avenue Georges-Clemenceau, 92000 Nanterre ;

- Société monégasque de l'électricité et du gaz (SMEG), représentée par M. Guy Magnan, siège social : 98000 Monaco.

Président du conseil d'administration :

- M. Joël Allain, demeurant à Punaauia, résidence Le Lotus.

Directeur général :

- M. Christian Lekieffre, demeurant à Punaauia.

Commissaires aux comptes :

- SCP Redon-Pelloux-Chaize-Mu Si Yan Lis, siège social : centre Paofai, bâtiment A.

Pour avis,
Le conseil d'administration.

EURL RAROMATAI PRO SERVICES
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée

au capital de 1 150 000 F CFP**Siège social : Uturoa, Raiatea, BP 249****RCS de Papeete : n° 7847 B****N° TAHITI : 554931**

Suite aux décisions extraordinaires de l'associé unique en date du 12 octobre 2006, il est décidé de modifier l'objet social en rajoutant l'activité suivante : esthétique et centre d'aminçissement.

En conséquence, l'article 2 des statuts est modifié comme suit, à savoir :

Nouvelle mention

Art. 2. — La société a pour objet :

- désinsectisation et pesticides ;
- esthétique et centre d'aminçissement.

Le reste sans changement.

Pour avis.

LIMONADERIE SINGAPOUR**Société par actions simplifiées****au capital de 6 000 000 F CFP****Siège social : vallée de Tipaerui, Papeete****RCS de Papeete : n° TPI 06 274 B****N° TAHITI : 791269**

Aux termes de délibérations en date du 10 octobre 2006, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de modifier et de compléter l'article 10 des statuts relatif à la direction de la société en prévoyant la possibilité de désigner un directeur général. Ses pouvoirs, fixés par les statuts, sont les suivants :

Pouvoirs du directeur général

Le directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le président, tant sur le plan interne que vis-à-vis des tiers.

Toutefois, lors de la décision de sa nomination, et en accord avec le président, la collectivité des associés peut apporter des limitations à l'étendue et à la durée des pouvoirs délégués au directeur général.

La limitation de ces pouvoirs n'est cependant pas opposable aux tiers, à l'égard desquels chaque directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le président.

Le directeur général peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général conserve ses fonctions et assume la direction de la société jusqu'à la nomination d'un nouveau président, sauf décision contraire de la collectivité des associés.

Puis la même assemblée a décidé de nommer M. David SEOW, demeurant à Pirae, en qualité de directeur général pour la durée du mandat du président.

Il en résulte les modifications suivantes :

Ancienne mention

Président : M. Jacques SEOW ;
Vice-président : M. Johnson SEOW.

Nouvelle mention

Président : M. Jacques SEOW ;
Vice-président : M. Johnson SEOW ;
Directeur général : M. David SEOW.

Pour avis,
Le président.

AFFICHES DE TAHITI

Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000 000 F CFP

Siège social : Papeete, avenue du Prince-Hinoui,
immeuble Suard

RCS de Papeete : n° 01 100 B (ancien RCS : n° 8301 B)
N° TAHITI : 586453

Avis

Par décision collective en date du 29 novembre 2006, la collectivité des associés a nommé en qualité de cogérant, en remplacement de M. Frédéric TURCONI, démissionnaire, M. Richard MAUPAS, demeurant à Punauia, PK 16, côté mer, pour une durée illimitée à compter du 29 novembre 2006.

Ancienne mention

Gérance : MM. Frédéric TURCONI et Olivier RODRIGUE.

Nouvelle mention

Gérance : MM. Richard MAUPAS et Olivier RODRIGUE.

Pour avis,
La gérance.

FAA'A MATERIAUX

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 000 F CFP

Siège social : Auae, Faa'a
RCS de Papeete : n° 6052 B

N° TAHITI : 385757

Le mandat de commissaire aux comptes de M. Patrick CHAINE arrivant à échéance, l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 2006 a décidé de nommer en remplacement de ce dernier :

En tant que commissaire aux comptes titulaire :
La SARL CHAINE-FOUGEROUSE-MOREL-TOURON,
société de commissaires aux comptes ;

En tant que commissaire aux comptes suppléant :
M. Pierre-Yves MOREL, commissaire aux comptes.

Pour avis,
La gérante.

TOLERIE POLYNESIENNE (POLYTOL)

Société à responsabilité limitée
au capital de 32 500 000 F CFP

Siège social : zone industrielle de Tipaerui
RCS de Papeete : n° 4003 B
N° TAHITI : 215400

Les mandats de commissaire aux comptes de M. Patrick CHAINE et de Mme Véronique CHAINE étant arrivé à leur terme, l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 2006 a décidé de nommer :

En tant que commissaire aux comptes titulaire :
La SARL CHAINE-FOUGEROUSE-MOREL-TOURON,
société de commissaires aux comptes ;

En tant que commissaire aux comptes suppléant :
M. Pierre-Yves MOREL, commissaire aux comptes.

Pour avis,
La gérante.

SARL TAHITI LABO KOLOR

Société à responsabilité limitée
au capital de 5 000 000 F CFP

Siège social : angle de la rue des Remparts
et de la rue Clappier, Papeete
RCS de Papeete : n° 381 B
N° TAHITI : 034280

Par délibération en date du 23 juin 2006, l'assemblée générale extraordinaire a décidé :

- de réduire le capital de 5 000 000 F CFP à 20 000 F CFP à la suite de pertes, sous condition de la réalisation définitive de l'augmentation de capital ci-après avant la date du 31 décembre 2006 ;
- puis d'augmenter le capital de 20 000 F CFP à 30 020 000 F CFP par l'émission de 3 000 parts nouvelles de 10 000 F CFP de nominal chacune, à libérer par incorporation d'un montant équivalent dû à la société SNC FOURCADE.

En conséquence, l'article 7 des statuts a été ainsi modifié :

"Art. 7. — Capital social :

Ancienne mention

Le capital social est fixé à la somme de cinq millions de francs CFP (5 000 000 F CFP) réparti comme suit :

- à Mme Dora FOURCADE, 250 parts de 10 000 F CFP chacune, soit 2 500 000 F CFP ;
- à M. Jean-Pierre FOURCADE, 250 parts de 10 000 F CFP chacune, soit 2 500 000 F CFP.

Nouvelle mention

Le capital social est fixé à la somme de *trente millions vingt mille francs CFP* (30 020 000 F CFP) réparti comme suit :

- à Mme Dora FOURCADE, 1 part de 10 000 F CFP, soit 10 000 F CFP ;
- à M. Jean-Pierre FOURCADE, 1 part de 10 000 F CFP, soit 10 000 F CFP ;
- à la SNC FOURCADE, 3 000 parts de 10 000 F CFP chacune, soit 30 000 000 F CFP."

**GREFFE DU TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE PAPEETE**

Avis de vente de fonds de commerce

Suivant acte sous seing privé en date à Moorea du 31 octobre 2006, enregistré à Papeete le 3 novembre 2006, folio 47, bordereau 1449/11,

La SARL AU NOUVEAU PECHEUR, société à responsabilité limitée au capital de 8 000 000 F CFP, inscrite au RCS de Papeete sous le n° 9572 B, n° TAHITI 673137, dont le siège social est sis au PK 6, côté montagne, 98728 Maharepa, Moorea, représentée par ses cogérants M. Heifara AMARU et Mme Mehiti MARKUSEN, domiciliés en cette qualité audit siège,

A vendu à :

L'EURL RUDY'S, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP dont le siège social est sis à Maharepa, PK 6, côté montagne, 98728 Moorea, en cours d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, représentée par son gérant M. Syd POLLOCK, nommé à cette fonction aux termes des statuts de ladite société établis selon acte sous seing privé en date à Moorea du 31 octobre 2006, enregistré à Papeete le 3 novembre 2006, folio 47, bordereau 1449/6, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu desdits statuts,

Un fonds de commerce de restaurant connu sous le nom "AU NOUVEAU PECHEUR", sis et exploité à Maharepa, PK 6, côté montagne, 98728 Moorea, pour lequel le vendeur est immatriculé auprès du registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 9572 B, n° TAHITI 673137,

Moyennant le prix de *trois millions de francs CFP* (3 000 000 F CFP).

L'entrée en jouissance a été fixée au 31 octobre 2006.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au cabinet de Me Patrick ABGRALL, avocat au barreau de Papeete, sis au centre Noha, PK 5,500, Maharepa, île de Moorea, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

*Pour avis et deuxième insertion,
Le greffier.*

Me Annick ALLAIN-SACAULT
Avocat au barreau de Papeete
8, avenue Pouvanaa-a-Oopa, 2e étage
BP 4281, 98713 Papeete, Tahiti
Téléphone : (689) 50 03 75 - Télécopie : (689) 82 69 66

Homologation de changement de régime matrimonial

D'un jugement rendu par le tribunal civil de première instance de Papeete le 11 octobre 2006, à la requête de M. Joseph TETUA, chef d'agence à Air Tahiti, né à Papeete le 12 octobre 1964, et son épouse Mme Martine MAURI épouse TETUA, gérante de pension de famille, née à Tiputa (Rangiroa) le 30 janvier 1963, demeurant ensemble à Avatoru, Rangiroa, BP 68, il appert que l'acte reçu le 22 décembre 2005 par Me CLEMENCET, notaire à Papeete, portant adoption par les époux TETUA du régime de la séparation des biens, a été homologué conformément aux articles 1536 à 1541 du code civil.

Pour extrait,
Me Annick ALLAIN-SACAULT.

SALANS POLYNESIE
Société d'avocats au barreau de Papeete

TE MOTU D'OR PERLES
Société civile aquacole au capital de 100 000 F CFP
Siège social : motu Tatupaetua, Ahe, archipel des Tuamotu

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 10 novembre 2006 à Ahe, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile aquacole.

Dénomination : TE MOTU D'OR PERLES.

Siège social : Motu Tatupaetua, Ahe.

Objet social :

- la réalisation de toutes études concernant les conditions de création et d'exploitation de fermes perlières en Polynésie française, et plus particulièrement sur l'île de Ahe (Tuamotu) ;
- la réalisation de toutes études et la mise au point de tous matériels et moyens techniques relatives à l'implantation sous-marine et à la culture de perles ;
- la réalisation de toutes expériences sous-marines et en laboratoire ;
- l'étude des conditions de développement des nacres ;
- l'exploitation directe ou indirecte d'une entreprise de perles de culture sur l'île de Ahe et la commercialisation des produits de l'exploitation ;
- la réalisation de tous travaux et installations nécessaires à la poursuite de l'objet social ;
- l'armement, l'affrètement, l'achat, la location de tous bâtiments de mer, ainsi que tous bâtiments servant à la navigation aérienne dans le cadre de l'objet social ;
- l'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets aquacoles et piscicoles ;
- l'élevage de perles de culture en viviers ou parcs ;
- la prise de participation dans toutes les affaires de même nature et ce, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscriptions ou achats de titres ou droits sociaux, fusions, alliances, sociétés en participation ou autrement ;

- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.

Durée : Quatre-vingt-dix-neuf années.

Capital : 100 000 F CFP.

Gérance : Mme Tatehau RICHMOND, demeurant au motu Tatupaetua à Ahe, Tuamotu, et M. Heiarii RICHMOND, demeurant au motu Tatupaetua à Ahe, Tuamotu.

Cession de parts sociales : Les cessions de parts sociales entre vivants sont libres entre associés, ascendants et descendants. Toutes autres cessions sont soumises à l'agrément préalable obtenu par décision à la majorité qualifiée des associés représentant les deux tiers des parts sociales.

Immatriculation : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis,
Le représentant légal.

Etude de Me Dominique DUBOUCH
Notaire à Papeete

RIGIL KENT
Société civile immobilière
au capital de 100 000 CFP
Siège social : Papeete, BP 21503
RCS de Papeete : n° 4187 C

Aux termes d'un acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, le 27 novembre 2006, il a été décidé, suite au décès de M. Giulio BELLONI, de nommer M. Marco REZZONICO, demeurant à Chiasso (Suisse), 52, Corso San-Gottardo, en qualité de nouveau gérant.

Il en résulte les modifications suivantes à la mention antérieurement publiée :

Art. 16. — Gérance, nomination et durée des fonctions
M. Giulio BELLONI.

Art. 16. — Gérance, nomination et durée des fonctions
M. Marco REZZONICO.

Pour avis,
Me Dominique DUBOUCH, notaire.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES VAITAHE DE UTUOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 septembre 2006)

Président	: MOHR Pascal
Vice-présidente	: VASSEUR Catherine
Secrétaire	: DEBACH Isabelle
Secrétaire adjointe	: M'BWANG SEPPOH Ruth
Trésorier	: DESCHAMPS David
Trésorière adjointe	: COWAN Maria

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE TIAPA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 novembre 2006)

Présidente	: BESSERT Christine
Vice-présidente	: BILON Vaimata
Secrétaire	: CLARK Gilenda
Secrétaire adjointe	: PANAI Valérie
Trésorière	: GARBUTT Evelyne
Trésorière adjointe	: MANATE Vaihere

ASSOCIATION MOOREA PLONGEE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 octobre 2006)

Président	: FACONDINI Lino
Secrétaire	: FACONDINI Solange
Secrétaire adjoint	: MOLLE Philippe
Trésorier	: GARREAU DE SAINT-SALVY Alain
Trésorière adjointe	: ARRIO Dominique

ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE AVERA - RURUTU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(8 novembre 2006)

Présidente	: TAVITA Aatupu
Vice-présidente	: PAPARAI Caroline
Secrétaire	: MAUI Maryse
Secrétaire adjointe	: GANGNERY Tuuparii
Trésorière	: MARA Teamo
Trésorière adjointe	: MANATE Teurapare

AMICALE KAVE OKO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 septembre 2006)

Président	: TAVERNE Jean-Luc
Vice-président	: MANCEAU Emmanuel
Secrétaire	: GUILLOU Ronand
Secrétaire adjoint	: ROUX Philippe
Trésorière	: KOSC Cécile
Trésorier adjoint	: HONORE Thierry

CERCLE DES NAGEURS DE POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 octobre 2006)

Présidente	: LAVIGNE Maeva
Vice-présidente	: DAVID Germaine
Secrétaire	: HASCOET Eliane
Secrétaire adjoint	: TOUMANIANTZ Vadim
Trésorier	: LEQUEUX Didier
Trésorière adjointe	: CLARK Noëlla
Membres	: GUENNEGUES Yvonne
	: DE VOS Jean-Jacques
	: TETAHIOTUPA Teiki

ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE HITI VAI NUI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 octobre 2006)

Président : AMARU Hans
Secrétaire : UTIA Vaianui
Trésorier : ROCHETTE Johann
Membres : POMARE Enka
MANEA Yann
TAUTU Ioana
RIMAONO Tereragi
TAUOTAHA Reia
PAARI Brigitte
PANI Utia

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU COLLEGE DE MAHINA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 septembre 2006)

Président : FARGUES Dominique
Vice-présidente : KAHIA Claudine
Secrétaire : TUAIVA Noéline
Secrétaire adjointe : DERVIN Béatrice
Trésorière : COFFINET Teromita
Trésorière adjointe : DUCLOS Béatrice
Asseseurs : TIAU Odile
DA SILVA Corinne
HAUATA Angelina

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE DE L'ECOLE SAINT-HILAIRE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(12 octobre 2006)

Président : TAPARE Georges
Vice-présidentes : TCHEN Louise
MATEHAU Moeata
Secrétaire : BERTHO Lénailk
Secrétaire adjoint : DUCCELLIER Bruno
Trésorier : LAUGHLIN Milton
Trésorière adjointe : BOUVET Tema

**ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE
DE OPUNOHU - ASÇO
anciennement dénommée
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE ET POUR
L'INSERTION DES ELEVES DU LYCEE
DE OPUNOHU - ASCIELA**

Modification de statuts
(26 octobre 2006)

Les statuts ont été modifiés.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 octobre 2006)

Président : GIRARD Marc
Vice-présidente : TEIKIHAKAUPOKO Heipua
Secrétaire : TUFARIUA Yacinthe
Secrétaire adjoint : LACOSTE-BARAUDOU Christian
Trésorier : FOEILLET Alain
Trésorier adjoint : DELORD Joseph

ASSOCIATION TAMATOA FA'ANITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 novembre 2006)

Président : GEROS Guy
Vice-présidente : JACQUET Dallas
Secrétaire : AUDOUIN Johnny
Secrétaire adjointe : BELLAIS Erena
Trésorier : THUNOT John
Trésorière adjointe : WONG-FO KOUI Belina

ASSOCIATION TE MAKU TU O OATEA NUI

Modification de statuts

Le siège social est situé dans la commune de Mahina,
quartier SOCREDO, lot n° 51.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er novembre 2006)

Présidente : ROOTUEHINE Gilda
Vice-présidents : TAPATI David
TAIAAPU Stéphanie
TEINAUE Raphaël
Secrétaire : TAHARIA Noéline
Secrétaire adjointe : TAHARIA Marguerite
Trésorière : TEATIU Marie-Yvonne
Trésorier adjoint : TAAVIRI Ken
Asseseurs : TAIAAPU Tina
TEMANUPAIOURA Haamoura

ASSOCIATION LES DEUX DOUZE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 novembre 2006)

Président : LARREY Jean-Louis
Vice-présidents : TAUZIER Charles
FOUSSARD Patrick
Secrétaire : AUBRY François
Trésorier : ELLACOTT Patrick

SOCIETE D'ETUDES OCEANIENNES (SEO)

Modification de statuts
(11 octobre 2006)

L'association a modifié ses statuts.

**COOPERATIVE SCOLAIRE
DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE PAPEHUE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 août 2006)

Président : CHING Jean-Pierre
Vice-président : DOMBY Jean-Marc
Secrétaire : DOMBY Hedwige
Secrétaire adjointe : SEIGEL Chrisley
Trésorier : DANIEL Patrick
Trésorier adjoint : MILLON Jean-Guy

ASSOCIATION PAEPAE NO TE ORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 octobre 2006)

Président : FAUGERAT Paul
Vice-président : MOORIA Vavitu
Secrétaire : TEINAURI Tareparepa
Trésorière : HIRSHON Unutea
Assesseur : MANZOLINI Eleonora

**COMITE DES SPORTS ET DE JEUNESSE
DE LA COMMUNE DE UA POU**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(24 novembre 2006)

Président : HOKAUPOKO Etienne
Vice-président : TEIKIEHUPOKO Sylvain
Secrétaire : BRUNEAU Hugon
Secrétaire adjoint : TAHIATOHUPOKO Pierre
Trésorier : KOHUMOETINI Etienne
Trésorière adjointe : AKA Muriel

**ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE
DES DOUANIERES DE POLYNESIE FRANÇAISE
(ASCDPF)**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(10 juin 2006)

Président : LIU Roni
Secrétaire : TAIARUI Tevaite
Trésorier : TIHONI Bernard

**ASSOCIATION MUSICALE ET CULTURELLE
POLYNESIENNE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 octobre 2006)

Président d'honneur : VEHIATUA John
Présidente : VEHIATUA Jeannine
Vice-présidente : RAUREA Kamehameha
Secrétaire : TEAHUITU Romana
Trésorière : PARAU Weena
Commissaires aux comptes : TEURUA Pierre
TAPETA Caroline
TAUPOTINI Cathy

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE ELEMENTAIRE DE NAMAHA 1 VAIROINA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 septembre 2006)

Présidente d'honneur : ESTALL Sylvana
Présidente : TETUANUI Mirza
Vice-présidente : TEMARII Irène
Secrétaire : COLOMBANI Tehani
Secrétaire adjoint : GEVA Steven
Trésorière : TEUIARAI Maheata
Trésorière adjointe : BERNOT Maire
Commissaires aux comptes : NAKANO Toshiro
TUPU Lovina

ASSOCIATION TE AU HOARAA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 septembre 2006)

Président : KERNEAU Jean-Paul
Secrétaire : HAVARD Nelly
Trésorier : JOURDANNEAU Yves

**FEDERATION DES ARTISANS DES ILES MARQUISES
TE TUHUKA O TE HENUA ENANA***Erratum*

La présente annonce remplace celle parue au JOPF
n° 48 du 30 novembre 2006, à la page 4216.

MODIFICATION DU BUREAU :
(1er juin 2006)

Président : TUHOE Stéphane
Secrétaire : FALCHETTO Thérèse
Trésorière : TEUIRA Kahalé
Délégue extérieure : KOHUMOETINI Véronique

ASSOCIATION ARTISANALE TE NAHE HEEURI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(31 octobre 2006)

Présidente d'honneur : TEHEI Tamara
Présidente : TEURA Agnès
Vice-présidente : TEMAURI Esther
Secrétaire : TEURA Gloria
Secrétaire adjointe : ATA Heidi
Trésorière : ATA Louisine
Trésorière adjointe : HUTIA Tiare

ASSOCIATION SPORTIVE TAMARII FAA'A

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(1er septembre 2006)

Président : LO Bruno
Vice-président : TEAHIONUI Jacob
Secrétaire : MALLEGOLL Heiarii
Trésorière : TETAUUPU Violette

**AMICALE DES GENS DE L'OCEAN INDIEN
EN POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(23 septembre 2006)

Président : ENDELER René-Claude
Vice-président : SUZANNE Teddy
Secrétaire : SERVEAUX Philippe
Secrétaire adjoint : ALIDOR Gilles
Trésorière : CHAVRIACOUTY Régine
Trésorier adjoint : ETHEVE Jean-Bernard
Animateurs : ACAPANDIE Monique
CERCO Mickaël

ASSOCIATION ARTISANALE TE VAHINE PUNA'AU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 novembre 2006)

Présidente : TEHAAMARU Elisabeth
Vice-présidente : DEANE Noura
Secrétaire : LIARD Tetuanui
Secrétaire adjointe : DEANE Emeheata
Trésorier : DEANE Serge
Trésorière adjointe : FAATAHE Dayenne
Assesseurs : TAI Tetuanui
TEHAAMARU
Tevahinefaonatua
DEANE Elisabeth

**BADMINTON UNIVERSITE CLUB
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE - BUCPF**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 septembre 2006)

Président : YU CHIP LIN Landry
Vice-président : LAPALLOQUE Jean-Louis
Secrétaire : VERMEULEN Raphaëlle
Secrétaire adjoint : LONJON Pascal
Trésorier : MOUX Thierry
Trésorière adjointe : TEXIER Heiata

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DU LYCEE PROFESSIONNEL PROTESTANT
TUTEAO A VAIHO DE UTUROA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 septembre 2006)

Président : TCHONG FONG Rudolphe
Vice-présidente : TUPAIA Bertha
Secrétaire : TEIHOTAATA Yvette
Secrétaire adjointe : TERITAUMIHAU Nadia
Trésorière : TANO A Clothilde
Trésorière adjointe : TIMOTEO Clémentine

AMICALE DES ANCIENS MILITAIRES DE HUAHINE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(29 septembre 2006)

Président : HAAUTI François
Vice-président : HILKE Carlos
Secrétaire : KAINUKU Vaihere
Secrétaire adjoint : TISSOT Moana
Trésorier : ROI Christophe
Trésorier adjoint : LEE Juanito

COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE HAKATAO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 août 2006)

Président : RAIOWA Poeani
Secrétaire : TEIKIHAKAUPOKO Loreta
Trésorière : AH-LO Priscilla

**ASSOCIATION UI API TUAIVA
anciennement dénommée
TOMITE UI API TUAIVA**

Modification de statuts
(19 septembre 2006)

Les articles 1er et 4 ont été modifiés.

L'association a pour objet :

- de réunir dans une même association les jeunes gens (garçons et filles) qui reconnaissent Jésus-Christ comme leur sauveur et leur dieu dans leur foi et travaillant ensemble à étendre parmi les jeunes le règne de leur maître ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer la personnalité des jeunes gens au point de vue physique, culturel et social ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres ;
- la formation civique et l'épanouissement spirituel de ses membres ;
- de préparer ses membres ainsi à devenir, quelque soit leur origine confessionnelle ou idéologique, des hommes qui répondent à leur vocation et servant Dieu et leur prochain dans l'esprit de l'Evangile ;
- de pratiquer des activités sportives telles que le volley-ball, le basket-ball, le handball, le football, la pirogue, l'athlétisme, le ping-pong, la pétanque, le tennis et d'autres disciplines.

DISTRICT DE VOLLEY-BALL DE BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 octobre 2006)

Président : MANAORE Vainoa
Vice-président : TERAAITEPO Taiau
Secrétaire : AREA Hiria
Secrétaire adjoint : PURUE-DOMINGO Billy
Trésorier : TITE Claude
Trésorière adjointe : BOULANGER Rava

ASSOCIATION HAUMARU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 septembre 2006)

Président : RUTA Billy
Vice-présidente : DROLLET Cholina
Secrétaire : AURENTZ Diane
Secrétaire adjoint : RUTA Jean-Paul
Trésorier-comptable : TAVAITAI Alphonse
Trésorière adjointe : BENNETT Laiza
Mandataire : RUTA Moise

ASSOCIATION TE MAU HOA NO MAIRIPEHE

Modification de statuts

L'association a aussi pour objet de mener des actions sur l'environnement et sur notre patrimoine en relation avec la mairie et les établissements scolaires et religieux.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(27 octobre 2006)

Présidente d'honneur : ROUET Rose
Président : ROCHE Emile
Vice-président : TAMATI Hiti
Secrétaire : RIFFLART Françoise
Secrétaire adjoint : LEE Ronald
Trésorière : TAAREA Iona
Trésorière adjointe : TEIHOARII Eugénie
Asseseurs : FERRAND Joseph
TAAREA Bruno
TAMATI Benisse

ASSOCIATION CULTURELLE ARTISANALE PAPAEI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(20 novembre 2006)

Présidente d'honneur : AMARU Sophie
Président : PAVAOUAU Lorenzo
Secrétaire : KOHUEINUI Catherine
Trésorier : TEVENINO Daniel
Asseseur : PAVAOUAU Edwin

ASSOCIATION KARATE DO PAPARA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 novembre 2006)

Présidente : DELORD Marie
Vice-présidente : CONROY Repeta
Secrétaire : HADDAD Frédéric
Trésorier : FLORES Joseph

**ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE DU COLLEGE
DU TAAONE - PIRAE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(14 septembre 2006)

Présidente : TIRAO Marie-Hélène
Secrétaire : SANDEAUX Gilles
Trésorière : FORILLERE Christine
Asseseurs : MILHET Georgina
MAITERE Claude
PECHUZAL Philippe
HESTIN Christian
TEMAURI Ben
TETARONIA Nanu

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
PRIMAIRE DE TEFARERII**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(7 octobre 2006)

Présidente : TUMARAE Jeannette
Vice-président : TERIIMARAMA Thierry
Secrétaire : TEURURAI Arlette
Secrétaire adjoint : TEFAATAU Rameha
Trésorière : TEURURAI Amalone
Trésorière adjointe : MOPI Maire

KINGWUN TAI CHI CHUAN CLUB

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(18 octobre 2006)

Présidentes d'honneur : CHANG Margaret
LAUFATTE Francine
Président : SHAN CHING SEONG Emile
Secrétaire : BONGIOVANNI Silvana
Trésorière : JI SIOU Flavia

**ASSOCIATION DES HERITIERS DE TERAITAUHIA
A AROMAITERAI ET DE SES SOUCHES**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 septembre 2006)

Présidente : MOU Mareva
Vice-présidente : TIAPARE Jeannine
Secrétaire : TERIIPAIA Vaite
Secrétaire adjointe : ATEO Marama
Trésorière : TEHEI Moeata
Trésorière adjointe : MANEA Cathyana
Commissaire aux comptes : MAITERAI Jean

AMICALE HEI TAUNOA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(11 septembre 2006)

Présidente : TAUFANA Tiarenuu
Vice-présidente : GRANDIN Taina
Secrétaire : MANIEL Emmanuelle
Secrétaire adjointe : WONG Maeva
Trésorier : MOURET Karl
Trésorière adjointe : LOUIS Anne-Laure

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE
DE PAOFAI**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(9 novembre 2006)

Présidente : PETIT Françoise
Vice-président : IEREMIA Vaianui
Secrétaire : TEHEI Tiare
Secrétaire adjoint : TAUHIRO Olivier
Trésorière : LASBLEIS Santa-Maria
Trésorier adjoint : LEROY Stéphane
Asseseurs : ALLOUCHE Claude
MANUA Teraivivi

ASSOCIATION RAIHANA - PUEA

(Récépissé n° 10230 DRCL du 27 novembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION RAIHANA - PUEA, fondée le 21 novembre 2006, a pour objet :

- de faciliter et développer la pratique des activités physiques, sportives, culturelles, sociales, environnementales et de jeunesse ;
- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement et d'aides diverses ;

- de développer les activités et les animations dans les quartiers ou les communes ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Elle a son siège social à Pirae, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: PEREZ Francisca
Secrétaire	: RIARIA Titaua
Trésorière	: NENA Alicia

ASSOCIATION TERIITARA

(Récépissé n° 10235 DRCL du 28 novembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TERIITARA, a été créée le 11 novembre 2006, et est sise dans la commune de Tautira, en vertu de l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association et sur la déclaration du 29 juin 1880 par le roi Pomare V, eu effet sur la deuxième partie de ce projet (*Journal officiel* du 1er janvier 1881).

L'association a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi se connaître.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association. Elle cherche à contracter la reconnaissance du patrimoine effectivement l'ensemble des biens hérités du père et de la mère notamment revendiqués par nos origines (Tupuna) qu'en vertu des revendications par nos ancêtres (l'origine) en l'année 1852 situé dans le territoire de la Polynésie française.

Son siège social réside chez Mme Rosabelle Reva, présidente de l'association.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: REVA Rosabelle
Vice-présidente	: PUNUAAITUA Saradjine
Secrétaire	: ROCHETTE Moerava
Secrétaire adjoint	: MARERE Charles
Trésorier	: VESELSKY Handry
Trésorière adjointe	: MARERE Solange

ASSOCIATION TE UI HOU NO RAIVAVAE

(Récépissé n° 110 AUST du 28 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 1er juin 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TE UI HOU NO RAIVAVAE.

Elle a pour objet :

- la préparation et la mise en place de différentes activités pour les festivités ;
- d'aider et d'encourager les jeunes dans les activités suivantes (agriculture, artisanat, pêche, sport et tourisme) ;
- de répondre aux besoins des jeunes gens ;
- d'entretenir tous rapports avec la fédération de tennis de table ou tout autre groupement affilié à ce sport ;
- d'organiser des centres de loisirs ou des centres permanents (suivi d'école et activités sportives ou autres pour les après-midi du mercredi et du vendredi, les week-ends et les vacances) pour faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animations, de formations, d'encadrement ou d'aides diverses ;
- d'organiser des sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est situé à Anatonu, Raivavae.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TAMAITITAHIO Gilbert
Vice-présidente	: PAAEHO Henriette
Secrétaire	: FLORES Laetitia
Secrétaire adjointe	: TAMAITITAHIO Christine
Trésorier	: OPUTU Milton
Trésorière adjointe	: MAONO Sylvie

ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE MATATIA MONTAGNE

Extraits de statuts

Il est formé le 9 novembre 2006, une association syndicale libre (ASL) de propriétaires régie par la loi du 21 juin 1865 relative aux associations syndicales de propriétaires et tous textes d'application, complémentaires ou modificatifs dénommée ASSOCIATION SYNDICALE LIBRE DE MATATIA MONTAGNE.

Elle a pour objet :

- la garde, la gestion, l'entretien et éventuellement la propriété des installations, équipements, ouvrages et biens mobiliers et immobiliers d'intérêt collectif de l'ensemble immobilier ;
- l'amélioration et la création de tous nouveaux équipements et aménagements d'intérêt collectif, par l'acquisition ou la location de tous ouvrages ou par l'exécution de tous travaux ;
- la cession à titre gratuit ou onéreux, à la commune ou à tout autre établissement, du patrimoine de l'ASL ;

- la fixation du montant de la contribution des membres aux dépenses, la répartition des dépenses entre les membres de l'ASL, ainsi que le recouvrement et le paiement de ces dépenses ;
- la répartition des intérêts collectifs des propriétaires.

Son siège social est situé au PK 10,800, Matatia Montagne, Punaauia, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	KUGELMANN Sylvie
Vice-présidente	:	ORTEGA Apetahi
Secrétaire	:	REID Mereana
Secrétaires adjoints	:	BERSON Yohann MELLONE Catherine
Trésorier	:	IMBERT Laurent
Trésorier adjoint	:	ATENI Toriki

ASSOCIATION DE LA FAMILLE ATGER MARGUERITE DITE MARGOT

(Récépissé n° 10246 DRCL du 30 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il est formé le 15 novembre 2006 entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DE LA FAMILLE ATGER MARGUERITE DITE MARGOT.

Elle a pour objet d'étudier de manière générale toute question intéressant la famille dans le domaine de son patrimoine et de ses activités récréatives, culturelles et sportives.

Elle formule auprès de la famille et des pouvoirs publics toutes suggestions qu'elle jugera utiles concernant les questions de sa compétence.

Son siège social est situé à Papeete, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	MANUTAHU Marc
Secrétaire	:	TEMIHI Alma
Trésorier	:	MANUTAHU Francis
Membres	:	MANUTAHU Charles JAMET Rose-Marie

ASSOCIATION DE TENNIS DE TABLE DE LA PRESQU'ILE

(Récépissé n° 10048 DRCL du 4 décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 12 octobre 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION DE TENNIS DE TABLE DE LA PRESQU'ILE.

Elle a pour objet la pratique et la promotion du tennis de table.

Son siège social est situé à Afaahiti, plateau de Taravao, PK 5, BP 7021, 98719 Taravao.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	DANGUY Samuel
Secrétaire	:	BLONDY Fabien
Trésorier	:	GAYET Nicolas

ASSOCIATION MITICLUB

(Récépissé n° 223 SAISLV du 4 décembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 17 septembre 2006, entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi de 1901 dénommée ASSOCIATION MITICLUB.

Elle a pour objet toutes activités visant à la connaissance et à la protection de l'environnement terrestre et marin, y compris la pratique et l'enseignement de la plongée sous-marine.

Son siège social est situé au PK 10,600, côté montagne, Tevaitoa, Tumaraa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	HERNANDEZ Josiane
Secrétaire et trésorier	:	MARIN César

ASSOCIATION TAMARII OPEHA

(Récépissé n° 262 SAISLV du 8 novembre 2006)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAMARII OPEHA, fondée le 2 novembre 2006 et régie par la loi du 1er juillet 1901, a pour objet d'organiser des activités sportives ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est situé à Avera, chez Mme Suzanne Taumata, PK 9, côté mer, Taputapuata, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	TAUMATA Suzanne
Vice-présidente	:	CHONG Tipanie
Secrétaire	:	RAMEHA Vaihere
Secrétaire adjointe	:	KAIHA Florence
Trésorière	:	CHONG Alma
Trésorier adjoint	:	TEIHOTAATA Heimanu

ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS A HEITAA PERIA/EMA

(Récépissé n° 10189 DRCL du 17 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il est fondé le 22 octobre 2006 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et de ses textes d'application ayant pour titre ASSOCIATION FAMILIALE DES HERITIERS A HEITAA PERIA/EMA.

L'association a pour but principal de regrouper tous les héritiers, afin de consolider et de retrouver les liens qui les unissent en vue de les faire connaître à tous les membres, qui constituent donc leur degré de parenté.

Les objectifs sont :

- d'agir en faveur du développement et de la protection des biens familiaux ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés ;
- d'engager toutes actions ;
- de partager équitablement le patrimoine familial ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession.

Le siège social de l'association est fixé à Papeete, quartier Taro-Mervin, Fariipiti, chez Mme Céline Heitaa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HEITAA Jean-Jacques
Vice-président	: HEITAA Raymond
Secrétaire	: HEITAA Pierre
Secrétaire adjointe	: HEITAA Chaqueline
Trésorière	: HEITAA Céline
Trésorière adjointe	: TOUATEKINA Eulalie

ASSOCIATION FAMILIALE TAMARUHAARI

(Récépissé n° 10176 DRCL du 17 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il est créé le 21 octobre 2006 une association familiale régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE TAMARUHAARI.

Cette association a pour objet de regrouper et de resserrer les liens familiaux, de recueillir tous les documents concernant le domaine foncier de la famille, de s'opposer à tout transfert immobilier de propriétés au profit de ressortissants non originaires du territoire, d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant leur patrimoine, de défendre et de protéger les biens familiaux, d'avoir son identité juridique et familiale.

Elle a son siège social au PK 3,200, côté montagne, Maharepa, Tiaia, Moorea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: NAHEI Terii
	: TETUIRA Cyril
Président	: TARAUFU Michel
Vice-président	: TARAUFU Teraa
Secrétaire	: TARAUFU Teha
Secrétaire adjoint	: TARAUFU Thierry
Trésorière	: NAHEI Narai

ASSOCIATION PAAMOA TEFAUTEA

(Récépissé n° 253 SAISLV du 7 novembre 2006)

Extraits de statuts

L'association dénommée PAAMOA TEFAUTEA a pour objet :

- de défendre les intérêts fonciers de M. Taumataurariiivaiuramata a Outu et de Mme Tehaponi a Tukururai, de leurs descendants et ascendants, afin de sortir de l'indivision ;
- de trouver les fonds nécessaires aux règlements des frais occasionnés par le partage des terres ;
- de défendre et de protéger par tous les moyens qu'elle tient de la loi et des règlements les intérêts des membres familiaux ;
- de permettre à chaque membre d'obtenir le juste héritage de ses ascendants légitimes.

Son siège social est fixé à Parea, Huahine, au domicile de M. Taumataurariiivaiuramata a Outu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidents d'honneur	: OUTU
	: Taumataurariiivaiuramata
	: TUTURURAI Tehaponi
Président	: TEMEHARO Turo
Vice-présidente	: TERIIPAIA Andréa
Secrétaire	: TUMARAE Frida
Secrétaire adjointe	: TEMEHARO Banita
Trésorier	: TEMEHARO Noël
Trésorier adjoint	: TEMEHARO Félix

ASSOCIATION UTIA RAMATARI

(Récépissé n° 10148 DRCL du 14 novembre 2006)

Extraits de statuts

L'association dénommée UTIA RAMATARI, fondée le 22 octobre 2006, est une association régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour objet l'acquisition d'une terre grâce aux fonds acquis.

Son siège social est fixé à Toahotu, PK 4,500, côté montagne, chez le président M. Iia Poetai.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: POETAI Iia
Secrétaire	: MARAEURA Rarahu
Trésorière	: POETAI Sandrine

ASSOCIATION GOUVERNEMENT DU ROYAUME SOUVERAINETE LIBERALE DE LA NATION D'ORIGINE, IDENTITE INDIGENE, MONARCHIE INTERNATIONALE TAHITI ET SES DEPENDANCES

(Récépissé n° 9624 DRCL du 24 novembre 2006)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 21 juin 2006 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association dénommée GOUVERNEMENT DU ROYAUME SOUVERAINETE LIBERALE DE LA NATION D'ORIGINE, IDENTITE INDIGENE, MONARCHIE INTERNATIONALE TAHITI ET SES DEPENDANCES.

Elle a pour but la création de la souveraineté du royaume.

Article 1er. — Promouvoir le pouvoir du Gouvernement fondé sur la priorité du Royaume de Tahiti et ses dépendances (préambule), le peuple (Nation) d'origine d'identité indigène (Maohi), proclame solennellement son attachement aux droits de l'homme, la liberté, l'égalité, solidairement aux principes de la souveraineté nationale, monarchie, démocratie, tels qu'ils ont été définis par la déclaration vers les années 1763-1803. Eu effet le pouvoir du Roi Pomare 1er Tumakinokino (autre nom Tu Tina Mate), son épouse Itia Tamatoa, ont choisi Pomare 1er comme transmissible du pouvoir suprême sur les îles de la Société ainsi par la suite a remis la ceinture royale au fils futur roi Tu Pomare II (2) au pouvoir suprême du (Pays) territoire (Maohi). Pomare III (3) étant décédé jeune, sa sœur Aimata Tu Reine Pomare IV (4), a accédé, au pouvoir souverain sur le fondement du Royaume en vertu de la déclaration en date du 9 septembre 1842, solidairement à la déclaration du 29 juin 1880 par le Roi Pomare V (5) au pouvoir du Royaume de Tahiti et ses dépendances, ratification en date du 30 décembre 1880, Paris.

Art. 2. — A l'évidence, la présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'Etat (Maohi) à Paris, *Journal officiel* en date du 1er janvier 1881, Paris n° Code 258 ISONB.

Art. 3. — Promouvoir la priorité du pouvoir de l'Etat indigène Maohi, Tahiti et ses dépendances, la priorité, le droit d'usage, cession au pouvoir de la Royauté Prince Peretau Henri, dit Tamatoa, d'exercer le droit de juge, suivant la loi et les coutumes des tribunaux indigènes, précisés en date du 9 septembre 1842 par la Reine Pomare IV (4), solidaire à la déclaration du 29 juin 1880 par le Roi Pomare V (5) cité ci-dessus. Eu effet la priorité de la Royauté Peretau Henri, dit Tamatoa, la priorité du droit coutumier de juger les affaires litigieuses terriennes dans le palais de justice ou au Consul de du Gouvernement sis dans le territoire de Tahiti et ses dépendances.

Art. 4. — Promouvoir le but de l'association de Gouvernement. La priorité au Royaume, à la souveraineté et de procéder à de nouvelles délimitations de terres revendiquées par nos ancêtres suivant la filiation directe, héréditaire, sises dans le Royaume territoire Monarchie, peuple indigène (Maohi) de Tahiti et ses dépendances dans les six archipels qui sont : îles du Vent, îles Sous-le-Vent, îles Tuamotu, îles des Australes, îles des Marquises et îles Gambier

Promouvoir l'industrialisation de ces six (6) archipels du Royaume aux développements, aux exploitations agricoles, aux arbres fruitiers, production aux élevages des animaux, production aux fonds marins, à l'élevage de poissons dans les lagons des six (6) archipels, exploitation des forages des fonds sous-marins, aux gisements tous creusés, dans le sous-sol pour extraction des substances minérales, négociant à la Nation intéressée à traiter l'objet de développement des fonds sous-marins avec la Royauté Peretau, Tamatoa.

Promouvoir la création d'une banque populaire indigène (Maohi) pour apprécier le développement individuel dans le Pays.

Création des coopératives qui a pour but une coopération internationale du Royaume d'aide économique, technique et financière à certains pays en développement.

De procéder à l'achat de tous produits nécessaires pour la vie quotidienne de ce peuple indigène (Maohi).

Art. 5. — Notamment qu'il a existé dans le Royaume une institution d'Etat civil spéciale, fondée sur des considérations d'ordre nobiliaire.

Un arrêté du 31 octobre 1873 qui dispose que les actes d'état civil de la famille royale de Tahiti sont inscrits sur un registre spécial et n'a jamais été expressément abrogé sur le fondement de ce texte. Le tribunal supérieur d'appel de Papeete a d'ailleurs jugé que la demande en inscription sur ce registre spécial est recevable sous réserve qu'elle émane bien d'une personne appartenant à la famille royale.

Au tribunal supérieur de Papeete le 27 juin 1953, le requérant semble avoir abandonné ce privilège. Le registre existe cependant toujours, et il est nécessaire d'y recevoir pour la délivrance d'actes anciens. Suivi de ses liens de parenté royale de la dynastie Tamatoa (Tubuai, Raiatea) cité ci-dessous.

Partisan du gouvernement du protectorat de 1842 pendant la période de l'insurrection de Tahiti de 1844 à 1846, il combattait les rebelles dans les rangs des Tahitiens ralliés aux troupes françaises. Il était qualifié de Roi de Tubuai (Australes) par le Gouvernement Bruat (Lettre Lavaud mai 1847), ainsi que par les annuaires du territoire (1859-1862).

Après la pacification de 1847, il retourna habiter dans son Royaume des Australes (Tubuai). Tamatoa cessa de régner sur cette île en 1877 et fut remplacé par le chef Tahuhuatama.

Tamatoaura, descendant de la famille des Tamatoa de Raiatea, son ancêtre, quitta cette île pour se rendre à Tahiti dans une grande pirogue. Pendant son voyage, il subit un fort coup de vent du nord-est qui lui fit manquer sa destination. Après avoir dérivé pendant un certain temps, il débarqua à Tubuai, île située au sud de Tahiti. Il s'y établit et, n'ayant aucune possibilité de retourner chez lui, il prit femme et fonda une famille (33, 53 et 54).

Vers 1789, "Le Bounty", avec son équipage de mutins, commandé par Christian, aborda à Tubuai. Ce dernier trouva un Tamatoa comme chef d'une partie de cette île et s'en fit un ami ; c'est par ce personnage que Morrison, second maître de bord, apprit ce voyage accidentel qui eut lieu très longtemps avant leur arrivée. N'ayant pu s'entendre avec les habitants de Tubuai, les mutins revinrent à Tahiti. Christian repartit pour Pitcairn avec quelques mutins, tandis que la plupart des autres, y compris Morrison, se fixèrent à Tahiti.

Lors d'un entretien qu'il eut avec Itia Tamatoa, femme de Vairaatoa, Pomare 1er, et mère du futur Pomare II (2), celle-ci lui confirma que son arrière arrière grand-père, appelé Tamatoa et chef de Raiatea, avait disparu en mer, emporté dans une grande pirogue de pêche dont on n'avait plus jamais entendu parler. Le jeune chef de Tubuai fut immédiatement reconnu comme parent et fut adopté par Itia Tamatoa (83-54).

D'autre part, d'après la généalogie de Mare dans Teuira Henri (27255), un Tamatoa Toaura aurait été le voyageur naufragé dont il est question et serait l'ancêtre de la branche Tamatoa de Tubuai, Pays où il avait échoué après son périple. Il prit pour femme Vairauti qui lui donna un fils Hoatatama. Ce dernier prit pour compagne Haamahea ou Fata Tane et eut un enfant de Utiutirei, prénommé Ro'otane Tamatoa (27250).

Jusqu'à Fata Tane, cette généalogie est peu certaine, mais à partir de Ro'otane Tamatoa, elle est confirmée par le fichier généalogique (3) au sujet de l'identité de Ro'otane Tamatoa, de sa femme et son fils Tamatoaura a Tamatoa le Roi de Tubuai sous le Gouvernement du Protectorat.

Tamatoa a Tamatoa ou Tamatoaura, né à Tubuai vers 1800 de Ro'otane a Tamatoa et de Tehinaha'atapu a Tetuatorono, décédé à Tubuai le 21 février 1885, de son union avec Tanevaha a Tamatehotu ou Tamatehatu, eut :

- A - Heinarii Tamatoa, née à Tubuai vers 1826, mariée vers 1850 avec Taarehau a Maehioa a Taumatua ;
- B - Haupuni Tamatoa, né à Tahiti le 1er juillet 1831, décédé à Tubuai le 9 novembre 1885 ;
- C - Tetuatorono Tamatoa, née à Tubuai vers 1832, décédée le 20 janvier 1915, épousa vers 1845 à Tubuai Tupea a Tehono a Tupea ;
- D - Ro'otamatoa, né vers 1833 à Tubuai, décédé le 2 juillet 1890, se maria vers 1849 à Tubuai avec Tetau a Taumataura a Viri, sans postérité.

Héritier des anciennes dynasties, successeur de souverains d'une même famille citée ci-dessus, l'héritier Royauté Peretau Henri, Matino, dit Tamatoa, né le 27 juin 1949 à Tubuai (Australes), suivi de sa filiation directe citée ci-dessous :

A - Dont le n° C cité ci-dessus, Princesse Tetuatorono Tamatoa, née à Tubuai vers 1832 et y décédée le 20 janvier 1915, y épousa vers 1845 Tupea Tehono a Tupea, fils de Tamatoa a Tamatoa dit Tamatoaura, et de Tanevaha a Tamatehotu ou Tamatehatu de Tubuai (Australes), notification des chefs et notables (pages 77 et 78 de Raoul Tessier).

Ont laissé 13 enfants.

B - Dont mon arrière grand-père souverain, Prince Haainaina a Tupea né vers 1847, n° 246 à Tubuai, marié à Tehana Hanarii a Tamarono a Hare vers 1868 à Tubuai, décédé le 13 septembre 1915 n° 9 à Tubuai, fille de Tehono à Tupea et de Tetuatorono à Tamatoa à Tubuai (Australes).

C - Dont ma grand-mère, Princesse Tehinaha'atapu a Tupea, fille de Haainaiua a Tupea et de Tehanahanarii a Tamarono, Tubuai (Australes), née vers 1891 à Tubuai, mariée le 6 juillet 1916 à Tubuai à Tiaitau ou Rere a Peretau, né le 19 novembre 1888 n° 17 à Tubuai ; elle décéda le 22 avril 1929 n° 10 à Tubuai, et il décéda le 6 juin 1941 à Tubuai,

Ont laissé 13 enfants.

D - Dont mon père, Prince Teatuariro a Peretau, né le 12 mai 1920 à Tubuai, décédé le 3 mars 1976 à Papeete, marié le 26 octobre 1939 à Tubuai à Tehinaotevarua a Tehoiri, fille de Tiaitau ou Rere a Peretau et de Tehinaha'atapu a Tupea à Tubuai (Australes).

E - Naissance de Royauté Peretau Henri Matino dit Tamatoa, né le 27 juin 1940 à Tubuai (Australes), marié en premières noces le 18 mars 1972 à Papeete à Princesse Vahinetua a Moeterauri, décédée le 4 avril 1993 à Papeete. Sont nés de leur union, cinq (5) enfants et des petits-enfants. Remarié le 30 juin 2000 à Faa'a à Heirarki Marguerite Mahuru, sans postérité, fille de Teatuariro a Peretau et de Tehinaotevarua a Tehoiri, Tubuai (Australes).

F - Eu effet, mon frère, Prince Peretau André, né le 8 octobre 1949 à Tubuai (Australes), et son épouse Princesse Dolorès Monette Airima, née le 12 janvier 1953 à Paea, demeurant route de Nuutania, quartier Tarahu, PK 4, côté montagne (Tahiti) ;

4 enfants et des petits-enfants.

Art. 6.—Promouvoir d'exercer le pouvoir de la Royauté Peretau Henri Matino dit Tamatoa, héritier direct dans la succession Monarchie qui se transmet par voie de reproduction des parents aux descendants de la Dynastie Tamatoa de Tubuai (Australes) et Raiatea (îles Sous-le-Vent).

Tamatoa 1er, Roi Pomare 1er, Tumakinokino 1743-1803 dit aussi Tu Tina Mate. La Reine Pomare IV (4) de 1842 à 1846, Aimata Tu, le Roi Pomare V (5) et Teuruarii a Teuruarii dit Napoléon succède le Roi Teuruarii.

Le siège social de l'association se trouve à Punaauia, PK 7,200, côté mer, quartier Bel Air.

La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU

- 1 - Président d'honneur : Royal : Tetaria Teraiutiuti, retraité,
Né le 28 juillet 1935 à Raiatea,
Domicilié à Vaiaau (Raiatea, îles Sous-le-Vent)
- 2 - Président général : Royauté : Henri Matino Peretau dit Tamatoa,
juge Tribunal indigène,
Né le 27 juin 1940 à Tubuai (Australes), retraité,
Domicilié à Faa'a, quartier Tarahu, PK 4, côté
montagne (Tahiti)

Vice-présidents
- 3 - : Royal : Tinomana Jacques Tahi, boulanger,
Né le 17 juillet 1958 à Papenoo (Tahiti),
Domicilié à Faanui, Bora Bora
(îles Sous-le-Vent)
- 4 - : Prince André Peretau, retraité,
Né le 8 décembre 1949 à Tubuai (Australes),
Domicilié à Faa'a, quartier Tarahu, PK 4, côté
montagne (Tahiti)
- 4 (b) : Prince Tamatoa Pupure Tehiva,
Né le 4 septembre 1968 à Hao,
Domicilié à Puurai, Faa'a, PK 4,200, côté
montagne (Tahiti)
- 5 - : Royal : Tahi Aromaiterai, retraité,
Né le 9 octobre 1936 à Papara,
Domicilié à Papara, PK 39,500 côté montagne
(Tahiti)
- 5 (b) : Prince Tihoti Mariteragi
Né le 2 novembre 1944 à Taenga
Domicilié à Papara (Tahiti) BP : 120 803
- 6 - : Royal : Adrien Tihoni, artisan,
Né le 17 septembre 1942 à Makatea
(Tuamotu),
Domicilié à Arue, PK 5,900, côté montagne
(Tahiti)

- | | |
|---|---|
| <p>7 - : Prince Teuruarii a Teuruarii dit Napoléon, vendeur, Domicilié à Papara, PK 36,200, côté montagne (Tahiti)</p> <p>8 - t : Royal : Gilbert Ariiura Pouira, sans profession, Né le 29 janvier 1955 à Papara, Domicilié à Papara, PK 39,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>9 - : Royal : Opeta Isidore Paa, cultivateur retraité, Né le 20 janvier 1947 à Huahine (Îles Sous-le-Vent) Domicilié à Parea, Huahine (Îles Sous-le-Vent)</p> <p>10 - : Royal : Teriinohorai Raphaël Tehina, pêcheur, Né le 24 octobre 1948 à Kauehi (Tuamotu), Domicilié à Moorea, Vaiare (Îles du Vent)</p> <p>11 - : Royal : Claude Airima, vendeur, Né le 6 septembre 1954, Domicilié à Faa'a (aéroport), PK 5,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>12 - : Royal : Ariimoana Ihorai, retraité, Domicilié à Haapu, Huahine, (Îles Sous-le-Vent)</p> <p>13 - : Royal : Anetera Feuti, cultivateur, Domicilié à Taipiti, île de Tahaa, (Îles Sous-le-Vent)</p> <p>14 - Secrétaire générale : Princesse Célestine Peretau, comptable, Née le 3 juillet 1967 à Papeete Domiciliée à Mahina, pointe Vénus, PK 10, côté mer (Tahiti)</p> <p>15 - Secrétaire adjointe : Princesse : Love Oïto, étudiante, Née le 25 octobre 1986 à Papeete, Domiciliée à Papara, PK 35,800, côté montagne (Tahiti)</p> <p>16 - Trésorière générale : Princesse Teraiuratini Wong, étudiante, Née le 3 août 1989 à Papeete, Domiciliée à Mahina, Pointe Vénus, PK 10, côté mer (Tahiti)</p> <p>17 - Trésorière adjointe : Princesse Stéphanie Peretau, étudiante, Née le 4 mars 1987 à Papeete, Domiciliée à Pirae, côté montagne (Tahiti)</p> <p>18 - Commissaire aux comptes : Princesse Dolorès Monette Airima, sans profession, Née le 12 janvier 1952 à Paea, Domiciliée à Faa'a, PK 4, côté montagne (Tahiti)</p> <p style="text-align: center;">Assesleurs</p> <p>19 - : Royale : Rosette Tapa, femme au foyer, Née le 3 décembre 1945, Domiciliée à Arue, PK 5, côté montagne (Tahiti)</p> <p>20 - : Royale : Elia Teriinohorai, femme au foyer, Née le 5 janvier 1980, Domiciliée à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> | <p>21 - : Royal : Manuarii Li Hip, sans profession, Né le 18 juillet 2002, Domicilié à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>22 - : Royale : Maraearii Li Hip, sans profession, Née le 18 juillet 2002, Domiciliée à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>23 - : Royal : Panfil Li Hip, sans profession, Né le 8 août 1948, Domicilié à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>24 - : Royal : Tuteavearii Li Hip, sans profession, Né le 31 juillet 2001, Domicilié à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>25 - : Royale : Bélanda Teriinohorai, femme au foyer, Née le 14 décembre 1978, Domiciliée à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>26 - : Royal : Christina Tinorua, cultivateur, Né le 19 juillet 1959, Domicilié à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>27 - : Royale : Vaihiatua, Huarii Fuller, sans profession, Née le 28 janvier 1999, Domiciliée à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>28 - : Royal : Rahipau, Willy Fuller, cultivateur Né le 8 février 1999, Domicilié à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>29 - : Royale : Henriette Taumihau, femme au foyer, Née le 10 août 1954, Domiciliée à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>30 - : Royale : Claudia Teriinohorai, sans profession, Née le 1er avril 1977, Domiciliée à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>31 - : Royal : Hunupa, Huarii Fuller, sans profession, Né le 16 octobre 1980, Domicilié à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>32 - : Royal : Tete'fano Tarina, pêcheur, Né le 18 août 1964 à Papeete, Domicilié à Paea, PK 21,500, côté montagne (Tahiti)</p> <p>33 - : Royale : Hélène Teikiteetini, Née le 15 mars 1961 à Taiohae (Marquises), Domiciliée à Paea, PK 22,800, côté montagne (Tahiti)</p> |
|---|---|

- | | |
|---|---|
| <p>34 - : Royal : Tinihau Neagle,
Né le 14 février 1995 à Papeete
Domicilié à Paea, PK 22,800, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>35 - : Royale : Thérèse Neagle,
Née le 8 mai 1884 à Papeete
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>36 - : Royale : Amélie Neagle,
Née le 18 avril 1980 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>37 - : Royal : Gustave Toofa,
Né le 13 avril 1965 à Papeete,
Domicilié à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>38 - : Royale : Francine Vaiarii Toofa,
Née le 12 Novembre 1991 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>39 - : Royale : Vahinerii Mélissa Toofa,
Née le 12 février 1994 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>40 - : Royale : Henriette Titaua Toofa,
Née le 15 novembre 1995 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>41 - : Royale : Katia Tahia Toofa, sans profession,
Née le 25 juillet 2001 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>42 - : Royale : Marie Roopinia,
Née le 10 décembre 1963 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>43 - : Royale : Marie Myrna Roopinia,
Née le 31 mars 1983 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>44 - : Royal : Cyril Roopinia,
Née le 21 novembre 1968 à Papeete,
Domiciliée à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>45 - : Royal : Manuera Roopinia,
Né le 30 mars 1965 à Papeete,
Domicilié à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>46 - : Royal : Jules Roopinia, sans profession,
Domicilié à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>47 - : Royal : Steeve Roopinia,
Né le 5 septembre 1971 à Papeete,
Domicilié à Paea, PK 21,900, côté montagne
(Tahiti)</p> | <p>48 - : Royal : Augustin Anuu, retraité,
Né le 20 octobre 1945, à Papeete,
Domicilié à Paea, commune de Papeete (Tahiti)</p> <p>49 - : Royale : Nureta Teuri, femme au foyer,
Née le 30 octobre 1950, à Patio (Tahaa),
Domiciliée à Paea, commune de Papeete
(Tahiti)</p> <p>50 - : Princesse : Katupu, Tehiria Tupea,
Née le 17 décembre 1952
Domiciliée à Taunoa, Papeete, quartier Mormon
(Tahiti)</p> <p>51 - : Royale : Ioane Huria, retraité,
Né le 25 décembre 1926,
Domicilié à Punaauia, PK 12,500, côté
montagne (Tahiti)</p> <p>52 - : Royale : Laina Tavita, femme au foyer,
Née le 12 mars 1973,
Domiciliée à Fariipiti, Papeete (Tahiti)</p> <p>53 - : Prince : Elvis Peretau, conducteur,
Né le 12 mars 1973 à Papeete,
Domicilié à Fariipiti, Papeete (Tahiti)</p> <p>54 - : Prince : John Peretau, gardien,
Né le 21 septembre 1971 à Papeete,
Domicilié à Faa'a, Tavararo, PK 4,800,
côté mer (Tahiti)</p> <p>55 - : Princesse : Teretina Boyer, femme au foyer,
Née le 16 septembre 1980,
Domiciliée à Hitiaa, PK 35,500, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>56 - : Prince : Taiau Peretau, étudiant,
Né le 25 février 1985 à Papeete,
Domicilié à Pirae, Tavararo, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>57 - : Prince : Matoarii Peretau, écolier,
Né le 30 octobre 2000 à Papeete,
Domicilié à Faa'a, Tavararo, PK 4,800, côté mer
(Tahiti)</p> <p>58 - : Princesse : Mataura Peretau, écolière,
Née le 4 mai 1993 à Papeete,
Domiciliée à Fariipiti, Papeete (Tahiti)</p> <p>59 - : Prince : Fletcher Oito, étudiant,
Né le 19 août 1989 à Papeete,
Domicilié à Papara, PK 35,800, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>60 - : Prince : Grestove Oito, étudiant,
Né le 21 novembre 1986,
Domicilié à Papara, PK 35,800, côté montagne
(Tahiti)</p> <p>61 - : Princesse : Tarita Oito, écolière,
Née le 30 juillet 2000 à Papeete,
Domiciliée à Papara, PK 35,800, côté
montagne (Tahiti)</p> |
|---|---|

- | | | | |
|------|---|------|--|
| 62 - | : Prince : Puaiaarii Peretau, étudiant,
Né le 20 janvier 1991 à Papeete,
Domicilié à Faa'a, route Nuutania, PK 4, côté
montagne (Tahiti) | 76 - | : Princesse : Matahere Peretau, écolière,
Née le 20 janvier 1995 à Papeete,
Domiciliée à Pirae, Tenaho, côté montagne
(Tahiti) |
| 63 - | : Princesse : Uraitia Solange Teuruarii, vendeuse,
Née le 16 août 1972,
Domiciliée à Moorea, Maatea (îles du Vent) | 77 - | : Prince : Tamatoaura Timo, écolier
Né le 11 août 1999 à Papeete,
Domicilié à Papara, PK 36,200,
côté montagne (Tahiti) |
| 64 - | : Princesse : Raihau Wong, écolière,
Née le 2 février 1999 à Papeete,
Domiciliée à Mahina, pointe Vénus, PK 10,
côté mer (Tahiti) | 78 - | : Princesse : Terava Timo, étudiante,
Née le 15 avril 1991 à Papeete,
Domiciliée à Papara, PK 36, 200,
côté montagne (Tahiti) |
| 65 - | : Princesse : Chéron Peretau, étudiante,
Née le 9 octobre 1992 à Papeete,
Domiciliée à Pirae, Tenaho, côté montagne
(Tahiti) | 79 - | : Princesse : Erita Peretau, secrétaire,
Née le 5 octobre 1971 à Papeete,
Domiciliée à Papara, PK 36, 200,
côté montagne (Tahiti) |
| 66 - | : Princesse : Teraiuradini, étudiante,
Née le 31 août 1989 à Papeete,
Domiciliée à Mahina, pointe Vénus, PK 10,
côté mer (Tahiti) | 80 - | : Royal : Hiro Peni, pêcheur,
Né le 17 septembre 1950,
Domicilié à Vairao, PK 12,500, côté mer (Tahiti) |
| 67 - | : Royal : Maurice Tuahiva, sans profession,
Né le 24 novembre 1950,
Domicilié à Punaauia, PK 8, côté montagne
(Tahiti) | 81 - | : Royale : Maire Pouira, ménagère,
Née le 1er juillet 1968,
Domiciliée à Vairao, PK 2,500, côté mer (Tahiti) |
| 68 - | : Prince : Anatole Teuruarii, retraité,
Né le 24 novembre 1937,
Domicilié à Papara, PK 29,500,
côté montagne (Tahiti) | 82 - | : Royale : Josiane Pouira, femme au foyer,
Née le 17 février 1962 à Vairao,
Domiciliée à Vairao, PK 2,500, côté mer (Tahiti) |
| 69 - | : Prince : Rolando Pouira, sans profession,
Né le 27 janvier 1980 à Papeete,
Domicilié à Papara, PK 29,500,
côté montagne (Tahiti) | 83 - | : Royal : Alain Timau, cultivateur,
Né le 22 juillet 1942 à Atuona (Marquises),
Domicilié à Punaauia, PK 7,200, côté mer
(Tahiti) |
| 70 - | : Princesse : Teurahei Peretau, écolière,
Né le 20 août 1993 à Papeete,
Domiciliée à Faa'a, Tavararo, PK 4,800,
côté montagne (Tahiti) | 84 - | : Royale : Tararaina Airima, femme au foyer,
Née le 15 février 1978 à Papeete,
Domiciliée à Papara, PK 37,200, côté mer
(Tahiti) |
| 71 - | : Princesse : Edwige Teunere Masters,
femme au foyer,
Née le 22 juillet 1961,
Domiciliée à Vairao, PK 12, 500, côté mer
(Tahiti) | 85 - | : Royale : Albertine Peni, ménagère,
Née le 25 octobre 1987,
Domiciliée à Vairao, PK 12,500, côté mer
(Tahiti) |
| 72 - | : Prince : Roberto Temauri, artisan,
Né le 26 mai 1970,
Domiciliée à Moorea, Maatea (îles du Vent) | 86 - | : Royale Aimata Peni, ménagère,
Née le 6 janvier 1989,
Domiciliée à Vairao, PK 12,500, côté mer
(Tahiti) |
| 73 - | : Prince : Tino Henri Peretau, policier,
Né le 15 mars 1962, à Papeete,
Domicilié à Pirae, Tenaho, côté montagne
(Tahiti) | 87 - | : Royale : Marie-Thérèse Cadousteau,
femme au foyer,
Né le 23 août 1985,
Domiciliée à Rairoa (Tuamotu) |
| 74 - | : Princesse : Murielle Peretau, pâtissière,
Née le 23 août 1963 à Papeete,
Domiciliée à Papara, PK 35,800,
côté montagne (Tahiti) | 88 - | : Royale : Vahinerii Cadousteau,
femme au foyer,
Née le 20 septembre 1984,
Domiciliée à Rairoa (Tuamotu) |
| 75 - | : Royal : Ray Timo, électricien,
Né le 9 avril 1966 à Papeete,
Domicilié à Papara, PK 36,200,
côté montagne (Tahiti) | 89 - | : Royale : Vahine Cadousteau, ménagère,
Née le 8 juin 1982 à Rairoa,
Domiciliée à Rairoa (Tuamotu) |

90 -	: Royale : Elvina Pouira, femme au foyer, Née le 16 juin 1957 à Afaahiti, Domiciliée à Afaahiti (Tahiti)	105 -	: Royal : Tony Comine, Né le 17 septembre 1976, Domicilié à Mahina, quartier Taiarui (Tahiti)
91 -	: Royale : Nevahi Joëlle Taoirau, femme au foyer, Née le 24 décembre 1970, Domiciliée à Nouméa	106 -	: Royal : Frangira Terii, Né le 6 décembre 1976, Domicilié à Mahina, quartier Taiarui (Tahiti)
92 -	: Royale : Monoihere Tinorua, Née le 10 octobre 1970, Domiciliée à Nouméa	107 -	: Royal : Terai Taiarui, Né le 10 mai 1972, Domicilié à Arue, PK 5,900, côté montagne (Tahiti)
93 -	: Royal : Moana Tinorua, Né le 20 avril 1999, Domicilié à Arue, PK 5,900, côté montagne (Tahiti)	108 -	: Royal : Ernest Adrien Tihoni, Né le 19 septembre 1981, Domicilié à Arue, PK 5,900, côté montagne (Tahiti)
94 -	: Royale : Anthony Tinorua, ménagère, Née le 6 septembre 1970, Domiciliée à Arue, PK 5,900, côté montagne (Tahiti)	109 -	: Royal : Julien Tetohu, Né le 19 octobre 1961, Domicilié à Arue, PK 5,800 côté mer (Tahiti)
95 -	: Royale : Hitirere Tihoni, sans profession, Née le 26 avril 1982 à Nouméa, Domiciliée à Arue, Erima, lot n° 131, PK 4,200, côté montagne (Tahiti)	110 -	: Royal : Nihl Teriinohorai, retraité, Né le 31 mai 1940, Domicilié à Maharepa (Moorea), côté montagne (îles du Vent)
96 -	: Royal : Roméo Temarono, sans profession, Né le 16 mai 1976 à Papeete, Domicilié à Erima, Arue, côté montagne (Tahiti)	111 -	: Prince : Andrey Peretau, Né le 3 janvier 1970 à Papeete, Domicilié à Faa'a, route de Nuutania, PK 4, côté montagne (Tahiti)
97 -	: Royale : Irène Amaru, ménagère, Née le 11 avril 1982 à Papeete, Domiciliée à Arue, PK 5,900, côté montagne (Tahiti)	112 -	: Princesse : Gloria Arona Peretau, serveuse, Née le 25 juillet 1978 à Papeete, Domiciliée à Faa'a, route de Nuutania, PK 4, côté montagne (Tahiti)
98 -	: Royal : Tihoni Adrien Tihoni, sans profession, Né le 24 juin 1983, Domicilié à Arue, PK 5,900, côté montagne (Tahiti)	113 -	: Prince : Henri Taura Johnes, Né le 24 décembre 1947, Domicilié à Rairoa (Tuamotu)
99 -	: Royale : Virginie Mataitai, sans profession, Née le 25 septembre 1959, Domiciliée à Mangareva (Gambier)	114 -	: Royale : Syberahia Romatarii Feuti, Née le 18 septembre 1984, Domiciliée à Bora Bora (îles Sous-le-Vent)
100 -	: Royal : Tematauaia Utia, délégué du Maire, Né le 9 septembre 1941 à Rurutu (Australes), Domicilié à Manihi (Tuamotu)	115 -	: Royale : Mylie Feuti, Née le 13 mai 1981, Domiciliée à Bora Bora (îles Sous-le-Vent)
101 -	: Royale : Tepairu Rakura Tehiva, retraitée, Née le 3 octobre 1946 à Hikueru, Domiciliée à Manitu (Tuamotu)	116 -	: Prince : Frenck Peretau, Né le 4 novembre 1968 à Papeete, Domicilié pointe Vénus à Mahina, PK 10, côté mer (Tahiti)
102 -	: Royal : Angelo Maitai, sans profession, Né le 20 septembre 1947 à Faaone, Domicilié à Faaone, PK 50, côté montagne (Tahiti)	117 -	: Royal : Tenuuatua Teriinohorai, Né le 26 février 1961 à Paopao (Moorea), Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
103 -	: Royale : Temataha Hélène Lenoir, Née le 28 décembre 1955 à Makatea, Domiciliée à Oremu II, lot n° 221, Faa'a, côté montagne (Tahiti)	118 -	: Royale : Atonia Asstar Teriinohorai, Née le 22 octobre 1962 à Paopao (Moorea), Domiciliée à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
104 -	: Prince : Rehia Pierre Pouira, Né le 8 novembre 1965, Domicilié à Papara, PK 29,500, côté montagne (Tahiti)	119 -	: Royal : Jeremia Keith Teriinohorai, Né le 23 juin 1964 à Paopao (Moorea), Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
		120 -	: Royale : Coléana Iotefa Teriinohorai, Née le 1er février 1967 à Paopao (Moorea), Domicilié à Paopao, Moorea (îles du Vent)

- 121 - : Royal : Revi Teriinohorai,
Né le 26 février 1961 à Paopao (Moorea),
Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 122 - : Royale : Nire Valiane Teriinohorai,
Née le 18 avril 1970 à Paopao (Moorea),
Domiciliée à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 123 - : Royal : Dimitri Ioana Teriinohorai,
Né le 9 juillet 1972 à Paopao (Moorea),
Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 124 - : Royal : Kith Nihi Teriinohorai,
Né le 21 novembre 1973 à Paopao (Moorea),
Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 125 - : Royale : Patricia Ioana Teriinohorai,
Née le 30 janvier 1978 à Paopao (Moorea),
Domiciliée à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 126 - : Royal : Jack Noa Teriinohorai,
Né le 18 décembre 1980 à Paopao (Moorea),
Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 127 - : Royal : Tephania Sylvain Teriinohorai,
Né le 26 décembre 1924 à Teaharoa (Moorea),
Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 128 - : Royale : Riniao Teriinohorai,
Née le 25 août 1949 à Teaharoa (Moorea),
Domiciliée à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 129 - : Royal : Iete Teriinohorai,
Né le 24 avril 1954 à Paopao (Moorea),
Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 130 - : Royale : Tapeta Teriinohorai,
Née le 9 mars 1956 à Teavaro (Moorea),
Domiciliée à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 131 - : Royal : Tapuarai Teriinohorai,
Né le 26 octobre 1957 à Paopao (Moorea),
Domicilié à Maharepa, Moorea (îles du Vent)
- 132 - : Prince : Taaroa Wong,
Né le 17 mars 1988 à Papeete,
Domicilié pointe Vénus à Mahina, PK 10,
côté mer (Tahiti)

Art. 7.— Permettre aux tribunaux indigènes d'exercer leurs droits, cession au Code de procédure civile local ... en matière civile devant la juridiction de Première instance, en matière civile et commerciale devant la Cour d'appel de Papeete. Les parties peuvent présenter leurs demandes et soutenir leurs moyens par écrit dans une des langues tahitiennes parlées et écrites.

Art. 8.— Donner la priorité souveraine aux juges indigènes de juger les litiges fonciers dans le Palais de Justice de Papeete (Tahiti), désignation des noms des juges pour juger les affaires litigieuses, patrimoniales, sises dans le Pays Tahiti et ses dépendances cités ci-dessous.

Art. 9.— Désignation des juges

- 1 - Royauté Peretau Henri Matino dit Mataoa ;
- 2 - Raphaël Tehina ;
- 3 - Tinomana Jacques Tahiti ;

- 4 - Ididore Paa ;
- 5 - Tetaria Teraiutiuti ;
- 6 - Aneterea Feuti ;
- 7 - Gilbert Ariura Pouira ;
- 8 - Prince Peretau André ;
- 9 - Teuruarii a Teuruarii dit Napoléon ;
- 10 - Princesse Dolorès Monette Airima ;
- 11 - Angelo Matai ;
- 12 - Princesse Peretau Célestine.

Les juges de droits fonciers exercent dans le Palais de la Justice de Papeete ou autres, fondé sur la coutume solidairement aux déclarations du 9 septembre 1842 par la Reine Pomare IV, et du 29 juin 1880, par le Roi Pomare V, *Journal officiel* du 1er janvier 1880, en vertu des lois et coutumes, cession aux tribunaux indigènes le droit de juger les affaires relatives aux terres sises à Tahiti et ses dépendances. Eu effet que la présente Loi délibérée, adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme Loi de l'Etat indigène (Maohi), Paris, *Journal officiel*, daté du 1er janvier 1881, Paris n° 258, ISONB.

Art. 10.— Pour l'application, le juge Royauté Peretau Henri Matino dit Tamatoa est le Magistrat coutumier chargé de rendre la justice en application des lois relatives aux affaires foncières, la cession d'exercer ses droits en vertu des lois et coutumes citées ci-dessus, sis dans le Palais de la Justice de Papeete, juge du tribunal d'instance, juge de paix, juge consulaire, magistrat du tribunal de commerce, juge d'instruction préparatoire en matière pénale, juge de l'application des peines, sis à Tahiti et ses dépendances.

Art. 17.— (Code de procédure locale)

La demande initiale est celle par laquelle un plaideur prend l'initiative d'un procès en soumettant au juge ses prétentions ... Il pourra les présenter dans une des langues tahitiennes parlées et écrites.

Art. 23.— (Code de procédure civile local)

Les défendeurs et les intervenants doivent faire connaissance en langues tahitiennes parlées et écrites.

S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms, nationalité, date et lieu de naissance, profession avec indication du lieu de travail, du domicile réel ou élu avec indication si possible de la boîte postale et du numéro de téléphone.

S'il s'agit d'une personne morale, sa forme, sa dénomination, son siège social avec indication de la boîte postale et du numéro de téléphone, l'organe et le nom de la personne qui la représente légalement et fournir un extrait du registre de commerce pour une personne physique ou morale, qui est soumise à l'obligation de s'y inscrire.

Art. 33.— (Code de procédure civile local)

Sauf dispositions expresses contraires, les demandes incidentes sont formées par voie de conclusions, et pourront être rédigées dans une des langues tahitiennes parlées et écrites.

Elles sont jointes au principal pour être statuées par un seul et même jugement. S'il y a lieu, cependant, à quelques mesures provisoires ou urgentes, il y est pourvu par le Tribunal ainsi qu'il appartiendra.

Les demandes incidentes peuvent également, suivant les cas, être jugées préalablement à la demande principale.

Art. 35. — (*Code de procédure civile local*)

Les défenses au fond peuvent être proposées en tout état de cause, et pourront être formulées dans une des langues tahitiennes écrites et parlées.

Art. 54. — (*Code de procédure civile local*)

Le Juge de la mise en état peut, même, être commis d'office. Il sera obligatoirement assisté d'un interprète ou avocat s'il ne maîtrise pas parfaitement la langue tahitienne.

Art. 70. — (*Code de procédure civile local*)

Tous étrangers, demandeurs principaux ou intervenants non domiciliés dans le territoire sont tenus, sous l'effet des conventions internationales, si le défendeur le requiert avant toute exception de fournir caution de payer les frais et dommages intérêts auxquels ils pourraient être condamnés.

Art. 108. — (*Code de procédure civile local*)

Lorsque la preuve testimoniale est admissible, le juge peut recevoir des tiers les déclarations de nature à l'éclairer sur les faits litigieux dont ils ont personnellement connaissance. Les déclarations en langue étrangère ou dans une des langues tahitiennes parlées et écrites par attestation ou par voie d'enquête selon qu'elles soient orales ou écrites.

Art. 4. — (*Code civil*)

Le juge qui refusera de juger sous prétexte du silence de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice. Pénal : 185.

Art. 185. — (*Code civil*)

Que tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité d'administration qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni, après avertissement ou injonction de ses supérieurs pourra être poursuivi et sera puni d'une amende de 750 F CFP au moins et de 15 000 F CFP au plus et de l'interdiction de l'exercice des fonctions publiques de cinq (5) à vingt (20) ans.

Art. 186. — (*Code pénal*)

Lorsqu'un fonctionnaire ou un officier public, un administrateur, un agent ou un préposé du Gouvernement ou de la Police, un exécuter des mandats de justice ou jugement, un commandant en chef ou un sous-ordre de la force publique aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violences, envers les personnes dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature de la gravité de ses violences et encourra la peine suivant la règle posée par l'article 198 ci-après.

Art. 4. — (*Code civil*)

Il est défendu aux juges de prononcer par voie de dispositions générales et réglementaires sur les causes qui leur sont soumises.

Art. 127. — (*Code pénal*)

Seront coupables de forfaiture et punis de la dégradation civique, les juges, les procureurs généraux ou de la République ou leurs substituts, les officiers de police qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif soit des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou suspendant l'exécution d'une ou plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutées.

Les juges, les procureurs généraux ou de la République ou leurs substituts, les officiers de police judiciaire qui auraient excédé leurs pouvoirs en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives soit en faisant des règlements sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanant de l'administration ou qui ayant permis ou ordonné de citer des administrateurs en raison de l'exercice de leurs fonctions, auraient persisté dans l'exécution de leurs jugements ou ordonnances, nonobstant l'annulation qui en aurait été prononcée ou le conflit qui leur aurait été notifié.

Art. 408. — (*Code pénal - DL du 08/08/35*)

Quiconque aura détourné ou dissipé au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs des effets, marchandises, billets, quittances, ou tous autres écrits contenant, opérant, obligation ou décharge, qui ne lui aurait été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage ou à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées à l'article 406.

Si l'abus de confiance a été commis par une personne faisant appel au public afin d'obtenir, soit pour son propre compte, soit comme directeur, administrateur ou agent d'une société ou d'une entreprise commerciale et de mandat ou de nantissement, la durée de l'emprisonnement pourra être portée à dix (10) ans et l'amende à 5 000 000 F CFP. Les dispositions portées au dernier alinéa de l'article 405 pourront en plus être appliquées.

Art. 441-1. — (*Code pénal*)

Constitue un faux, toute alternation frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques.

Les faux et usage de faux sont punis de trois (3) ans d'emprisonnement et de 300 000 F CFP d'amende.

Art. 441-7. — (*Code pénal*)

Indépendamment des cas prévus au présent chapitre, est puni d'un (1) an d'emprisonnement et de 100 000 F CFP d'amende le fait :

- d'établir une attestation ou un certificat faisant état de fait matériellement inexact ;
- de falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
- de faire usage d'une attestation ou un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois (3) ans d'emprisonnement et à 300 000 F CFP d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au patrimoine d'autrui.

Art. 11. — L'application des revendications au sommet des montagnes de 1852 par nos ancêtres, fondée dans les lagons, l'appropriation privée, comprises entre le récif-barrière et le rivage, sont les droits coutumiers d'usages de jour et de nuit, aux rapports alimentaires de ce peuple, son patrimoine héréditaire, sise dans le Royaume Monarchie, Tahiti et ses dépendances.

Lagon appropriation privée

L'article 538 du Code civil n'a pas défini la catégorie dans laquelle devaient entrer les eaux profondes non navigables, comprises entre le récif-barrière et le rivage dans les lagons polynésiens. Ces eaux n'ont donc pas de caractère domanial et peuvent donc faire l'objet d'une appropriation privée.

Dans la société polynésienne traditionnelle, les lagons pouvaient faire l'objet d'une appropriation privée, les descendants d'un propriétaire d'une fraction de lagon conservant donc la propriété de ce lagon.

Tribunal civil première instance, Monsieur CALINAUD, 5 septembre 1978, il en découle que le territoire qui y fait des travaux peut être expulsé du lagon, propriété privée, tribunal civil, Première chambre, Monsieur LEPROUX, 30 avril 1980.

Promouvoir à l'association "TOOHITU" d'apprécier la zone de ses lagons qui fait l'objet d'une appropriation privée, (récépissé de déclaration n° 3480-05 DRCL du 10 mai 2005, déclarée le 16 février 1999, sous le numéro 221-99 DRCL, récépissé n° 8993 DRCL du 26 avril 2006), Royauté fondée sur les déclarations du 9 septembre 1842, Reine Pomare IV et du 29 juin 1880, du 30 décembre 1880, Paris, Loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme Loi de l'Etat indigène (Maohi), *Journal officiel* du 1er janvier 1881, Paris, Tahiti et ses dépendances. *Journal officiel* du 4 mai 2006 Papeete, en vertu des articles 4 et 5 Code civil et 441-1, 441-7, 408 du Code pénal : Royauté Peretau Henri Matino dit Tamatoa.

Art. 12. — Application de postuler aux professions des juges coutumiers indigènes au Palais de la Justice de Papeete, souverainement qu'en vertu de la Haute Cour Tahitienne ("Toohitu"), Tribunal indigène concernant les traités des déclarations du 9 septembre 1842 par la Reine Pomare IV et du 20 juin 1880 par le Roi Pomare V de Tahiti et ses dépendances. Loi du 31 décembre 1880, Paris, *Journal officiel* du 1er janvier 1881, Paris.

Qui précise que nos Etats sont ainsi réunis à la France. Nous demandons à ce grand pays de continuer à gouverner notre peuple en tenant compte de la valeur des lois et coutumes tahitiennes.

Nous demandons aussi de faire juger nos valeurs de toutes les petites affaires par nos conseils de districts afin d'éviter pour les habitants des déplacements et des frais onéreux.

Nous désirons enfin que l'on continue à laisser toutes les valeurs aux affaires relatives aux terres entre les mains des tribunaux indigènes.

Quand à nous, nous conserverons, pour nous-mêmes, les valeurs aux titres de Roi et tous les honneurs et préséances

attachés à ce titre, le pavillon tahitien avec le Yac français pourra, quand nous le voudrons, continuer à flotter sur notre Palais.

Nous désirons aussi conserver personnellement la valeur du droit de grâce qui nous a été accordé par la loi tahitienne du 26 mars 1866.

Nous faisons cette déclaration à la famille royale, aux chefs et au peuple indigène (Maohi) pour qu'elle soit écoutée et respectée.

Effectivement ratifiée le 30 septembre 1880 à Paris, la présente loi délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme Loi et coutume du Pays (Etat indigène Maohi), fait à Paris le 31 décembre 1880, *Journal officiel* en date du 1er janvier 1881, Paris.

ROYAUTE

La Souveraineté

Art. 13. — Fondation de Tahiti et ses dépendances est un Royaume indivisible, religieux, monarchique, démocratique et social. Elle assure l'égalité devant les loi et coutume de son peuple indigène (Maohi), sans distinction d'origine, de race ou de religion.

Elle respecte toutes les croyances. Vers 1797, les premiers pasteurs de la London Missionary Society s'établirent à Tahiti afin d'évangéliser les autochtones et les convertir au protestantisme Tahiti et ses dépendances.

Art. 14. — Fondement de l'emblème nationale, le drapeau tahitien, avec le Yac français et pour le drapeau de la Reine Pomare IV, le rouge, blanc ; au centre de la couronne verte entre le rouge et le drapeau. Grande-Bretagne le pavillon de l'Union superpose les croix de Saint-Georges (rouge sur fond blanc), de Saint-André (X blanc sur fond bleu) et de Saint Patrick (X rouge sur fond blanc). Réclamation de la couronne Royale et le trône au futur Roi Peretau, Tahiti et ses Dépendances.

Art. 15. — Fondé de l'instauration de hisser tous ces trois drapeaux dans les cours des principaux lieux des autorités du Pays (Royaume), notamment à l'intérieur des lieux du haut-commissaire, à l'Assemblée territoriale, au Palais de la Justice à Papeete, dans les Mairies, aux Eglises, dans les Ecoles, dans les Cours privées, aux individus, sur les bateaux ou autres sis à Tahiti et ses dépendances (Royaume).

Art. 16. — Promouvoir eu effet le futur de hisser les drapeaux des Rois :

- 1 - Pomare 1er, Tu ;
- 2 - Drapeau Roi Tamatoa ;
- 3 - Drapeau Rurutu, Roi Teururuarii ;
- 4 - Drapeau Toohitu, Tribunal indigène (Maohi).

Les règles des mesures sont de 1,50 mètre de largeur et de 2 mètres de longueur, au centre le blanc de 1 mètre de largeur et 50 centièmes, le rouge des 2 côtés sont les règles de formation des expressions ou formules ainsi que les règles d'inférence suivant lesquelles on raisonne, le projet de la Fondation du Royaume d'élever tous ces drapeaux dans les cours des principales autorités du Pays (Royaume) le 29 juin 2007 Tahiti et ses dépendances.

L'Hymne national indigène Maohi est là.

Art. 17.— Promouvoir la devise du Royaume fondé sur la superficie de 5 millions de kilomètres carrés avec l'ordre de la souveraineté de la prospérité économique du Pays (Royaume). Ainsi négociation au Pays extérieur, son principe est le Gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple indigène (Maohi) du Royaume, Tahiti et ses dépendances.

Art. 18.— Promouvoir le pouvoir de la souveraineté royale nationale appartient au peuple indigène (Maohi) qu'exercent ses représentants et la voie de la Royauté Monarchie de fonder sa souveraineté, carte d'identité nationale d'origine indigène (Maohi) et de fonder ses tampons en tous genres sise dans le Royaume Tahiti et ses dépendances.

Art. 19.— Aucune section du peuple, ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.

Art. 20.— En conséquence, suivant l'absence totale de loi et de réglementation qui puissent servir de bases dans le Royaume Tahiti et ses dépendances, seront établies au fur et à mesure au futur.

Art. 21.— Se trouvant dans la nécessité de fonder à Tahiti son Gouvernement libéral, Monarchie en ce qui concerne les indigènes propriétaires terriens avec les relations extérieures et garantir la sûreté individuelle aux propriétés et l'ordre public du Royaume sont propriétaires de la superficie dispersée sur 5 millions de kilomètres carrés de périmètre de Tahiti et ses dépendances (souveraineté Royaume).

Art. 22.— Fondation qu'un Conseil de Gouvernement Monarchie sera établi à Papeete, capitale de l'île de Tahiti. Ce conseil est investi conformément aux conditions du Gouvernement du pouvoir administratif et exécutif et ses relations extérieures des états internationaux.

Art. 23.— Promouvoir que le Conseil du Gouvernement est composé de 300 membres administratifs et actifs à savoir la souveraineté Royauté Peretau Henri Matino dit Tamatoa, considéré juge solidairement aux coutumes et usages au conseil du gouvernement, Monarchie, est juge au Palais de la Justice près les tribunaux (devant toutes juridictions du Pays (Royaume), peuple indigène (Maohi) cité ci-dessus, Tahiti et ses dépendances.

Art. 24.— Effectivement que les conditions citées ci-dessus et citées ci-dessous ont été acceptées par l'assemblée générale du Gouvernement indigène (Maohi).

Art. 25.— Les arrêtés du Conseil de Gouvernement ne pourront être pris qu'après délibération en Conseil et ne seront exécutifs que lorsqu'ils seront prononcés à l'unanimité.

Art. 26.— Hors du Conseil, chacun des membres ne conservera que le pouvoir de la spécialité dont il est chargé. Le conseil ne pourra s'assembler que lorsqu'il sera convoqué par le Conseil d'administration ou exécutif. La moitié des membres présents, valide le projet du Conseil, considérée prise à l'unanimité.

Art. 27.— Que toute décision qui ne réunira pas l'universalité des suffrages sera nulle et sera renvoyée à la décision du Conseil du Gouvernement.

Art. 28.— Des procès-verbaux de toutes les délibérations du Conseil, quels que soient d'ailleurs leurs résultats, seront dressés et enregistrés sur des registres timbrés à ceux destinés.

Art. 29.— Deux exemplaires de copies conformes des procès-verbaux signés par tous les membres du Conseil, dans les 24 heures qui suivront la séance, déposés aux autorités du Pays (Royaume) et l'autre pour faire des archives du territoire et être communiqués, au besoin, aux ayants droit des indigènes (Maohi) du Royaume ou autrement.

Art. 30.— En cas d'appel d'un jugement au Conseil du Gouvernement Monarchie, le Conseil devra s'adjoindre comme juge au Royaume intéressé ou si l'affaire est mixte, c'est-à-dire entre les indigènes (Maohi) ou étrangers, le jugement pourra être rendu par acte de supériorité à Tahiti et ses dépendances (Royaume).

Art. 31.— Il n'y aura d'appel du jugement du Conseil du Gouvernement qu'en matière criminelle, le Conseil du Gouvernement dans aucun cas ne pourra prononcer la peine de mort, les affaires de cette gravité seront renvoyées à la décision du Gouvernement (Monarchie).

Art. 32.— Que tout appel d'un jugement rendu sur des affaires entre les indigènes sans écriture, sera rejeté par le Conseil du Gouvernement à moins qu'il ne lui soit déféré en vertu d'une demande par écrit au premier Ministre qui dans les cas et selon les conditions du Gouvernement s'est réservé l'administrateur la juridiction entière sur les naturels.

Art. 33.— Promouvoir que la justice à Papeete, suivant la coutume traditionnelle et culturelle, le droit d'usage souverain aux indigènes Maohi Tahiti et ses dépendances.

Art. 34.— Ses droits d'usage souverains doivent être exercés par les tribunaux auxquels seront juges en nombre égal aux jurés indigènes, selon formation des tribunaux mixte des jurés blancs nommés par le Conseil du gouvernement qui les choisira sur les listes, moins de candidats présentés en nombre égal par chacun des Conseils étrangers pour les affaires entre les indigènes.

Enfin, les tribunaux indigènes déféreront les affaires auprès des tribunaux du Pays (Royaume), mais dans ce cas, tous les juges seront nommés par le Conseil du gouvernement (Monarchie) la Royauté Peretau de son autorité souveraineté comme il y a été dit ci-dessus pour les juges du Tribunal mixte.

Des jugements du tribunal pourront encore en appeler au jugement du Conseil du Gouvernement Monarchie auquel ils seront de droit, adjoints comme assesseurs des indigènes (Maohi).

Enfin ils pourront même en appeler au jugement des tribunaux directement au Gouvernement Monarchie par la Royauté Peretau dit Tamatoa. Tous les jugements seront rendus d'après les Lois du Pays déjà promulguées.

Les indigènes et les blancs seront égaux devant la Loi du Pays (royaume) Tahiti et ses dépendances.

La liberté des cultes est proclamée. Le Gouvernement leur accordera une égale protection. Nul ne pourra être recherché pour ses opinions religieuses, ni contraint dans l'exercice de son culte.

Toutes les propriétés sont garanties distinctement. Les contestations qui pourront s'élever à ce sujet, conformément aux réserves faites par la Royauté Peretau Tamatoa, seront exclusivement du ressort des tribunaux indigènes. Nul ne pourra être contraint de vendre ou d'échanger sa propriété entre les indigènes à Tahiti et ses dépendances (Royaume).

Tout blanc ou étranger résidant dans le Royaume devra être pourvu d'un certificat de Nationalité ou reconnu par le conseil de la Nation ou encore pris sous la protection d'un de ceux ou celles qui sont accrédités. A défaut de cette garantie, il pourra être considéré comme vagabond et comme tel, obligé de quitter le Pays (Royaume). Toutefois, ce jugement ne pourra être rendu qu'après délibération du Conseil du Gouvernement Monarchie, et à l'unanimité des voix.

Enfin toute personne qui voudra faire le commerce de bétail ou autre sera tenue de prendre une patente. Elle sera jusqu'à décision du Conseil du Gouvernement Monarchie et enregistrée sur un contrôle particulier destiné à cet usage. Les patentes devront être signées par la Royauté Peretau Tamatoa, 1er Ministre du Gouvernement Monarchie du Royaume de Tahiti et ses dépendances.

L'interdiction sur la vente des liqueurs, spiritueux, prononcée par les Lois de la Monarchie est maintenue.

La vente des vins, bières ou autres boissons non alcoolisées ne pouvant être assimilée à celle des liqueurs et spiritueux, continuera provisoirement à être autorisée.

Le domicile des particuliers est inviolable. Il ne pourra y être porté atteinte qu'autant qu'ils tiendront des maisons publiques telles que hôtels, auberges, cabarets, guinguettes ou billards. Toutefois, on ne pourra visiter les lieux que sur un ordre du conseil ou quitter le Pays (Royaume) de Tahiti et ses dépendances.

Les maisons de jeux sont interdites sauf en cas d'autorisation du Gouvernement Monarchie. Toute infraction à cette disposition sera sévèrement punie et en cas de récidive la personne qui s'en sera rendu coupable sera obligée de quitter le Pays (Royaume).

Tout blanc ou étranger qui interviendra dans les affaires entre le Gouvernement du Royaume de la Royauté Peretau - Tamatoa fondateurs, solidairement établi ou qui par ses clameurs, ses menaces, ses calomnies ou ses actions, cherchera à troubler l'ordre de la souveraineté et la bonne harmonie ou tente à s'établir pourra sur arrêté pris en conseil et à l'unanimité des voix, être forcé à quitter le Royaume Monarchie Tahiti et ses dépendances.

Les capitaines des bâtiments qui entreront dans le port de Papeete seront tenus de faire la déclaration du motif de leurs relâches au bureau du Capitaine du port et prévenir du jour de leur départ en justifiant de l'acquisition de pilotage et d'ancrage fixée par la Royauté Peretau Henri Tamatoa, sur l'acceptation du Conseil du Gouvernement Monarchie (Royaume) Tahiti et ses dépendances.

Toutes les fois que la force de la souveraineté sera nécessaire pour mettre à exécution les arrêtés du Conseil du Gouvernement indigène du Royaume nommé par la Royauté Peretau Tamatoa, souveraineté d'une demande écrite du Conseil du Gouvernement, prêter main forte s'il en est requis.

- 1 - La souveraineté de la Royauté Peretau Henri Tamatoa et l'autorité des principaux chefs et du peuple sont garanties ;
- 2 - Tous les règlements et coutumes seront faits au nom du peuple et signé par la Royauté Peretau Tamatoa ;
- 3 - La possession des terres de la Reine Pomare IV et du peuple sera garantie. Ces terres leur resteront. Toutes les disputes relatives au choix de propriété ou des propriétaires des terres seront de la juridiction coutumière spéciale des tribunaux du Pays Monarchie (Royaume) Tahiti et ses dépendances.

De la Royauté, de la Régence et des Ministres Section I - De la Royauté et du Roi

Art. 35. — La souveraineté (Royaume) Tahiti et ses dépendances est une, indivisible, inaliénable et imprescriptible et déléguée héréditairement par la famille royale régnante suivie par ordre héréditaire le Prince Peretau celui qui possède le droit d'usage au pouvoir de la souveraineté à titre personnel le souverain.

Art. 36. — La personne du Roi est inviolable et sacrée. Son seul titre est Roi des indigènes (Maohi) Tahiti et ses dépendances, indivisible (Protestantisme) Royauté démocratie et sociale. Il assure l'égalité devant la Loi de toute humanité sans distinction d'origine, de race ou de religion. Il respecte toutes les croyances.

Art. 37. — L'emblème national est le Yac français, le drapeau de Tahiti, le rouge, blanc et rouge le drapeau de la Reine Pomare IV rouge et au centre la Couronne verte et rouge, le (Pavillon de l'Union) superpose les croix de Saint-Georges (rouge sur fond blanc) de Saint-André (X blanc sur le fond bleu) et de Saint-Patrie (X rouge sur fond blanc) de la Grande-Bretagne. Réclamations de la Couronne Royale avec le Trône, signe d'autorité, de dignité, de puissance, siège de cérémonie du Roi, puissance souveraine.

L'instauration est de voir hisser ces drapeaux sur des mâts, dans les cours des principaux lieux des autorités du (Pays) Territoire Monarchie ainsi qu'à l'intérieur du lieu du Haut-commissaire, à l'Assemblée territoriale, au Conseil du Gouvernement, dans la Cour du Palais de Justice, dans les lieux des brigades de la Gendarmerie, dans les Mairies du (Pays), sur les bateaux, à l'aéroport de la base de l'aviation civile de Faa'a ou autres dans les îles dans les lieux de l'Etat, dans les cours de l'enseignement public pénitencier ou privé (écoles), à l'hôpital, dans les cours privés ou autres sis dans le territoire, Monarchie Tahiti et ses dépendances.

L'Hymne national

Art. 38. — La devise de (l'Etat) Tahiti et de ses dépendances est la superficie dispersée sur 5 millions de kilomètres carrés avec l'ordre de la souveraineté du peuple de la prospérité économique du Pays, et négociation aux relations extérieures son principe est Gouvernement libéral du peuple par le peuple et pour le peuple.

Art. 39. — Il n'y a point, dans le (Royaume), d'autorité supérieure à celle de la Loi. Le Roi ne règne que par elle et ce n'est qu'au nom de la Loi qu'il peut exiger l'obéissance.

Art. 40. — Le Roi, à son avènement au trône ou dès qu'il aura atteint sa majorité, prêtera à la Nation en présence du corps législatif le serment d'être fidèle à la Nation et à la Loi, d'employer tout le pouvoir qui lui est délégué à maintenir la

constitution décrétée par la suite par l'Assemblée nationale constituante et à faire exécuter les lois. Si le corps législatif n'est pas assemblé, le Roi fera publier une proclamation dans laquelle seront exprimés ce serment et la promesse de la réitérer aussitôt que le corps législatif sera réuni.

Art. 41.— Si un mois après l'invitation du corps législatif, le Roi n'a pas prêté ce serment ou si après l'avoir prêté, il se rétracte, il sera censé avoir abdiqué la Royauté.

Art. 42.— Si le Roi se met à la tête d'une armée et en dirige les forces contre la Nation ou s'il ne s'oppose pas par un acte formel à une telle entreprise qui s'exécuterait en son nom, il sera censé avoir abdiqué la Royauté.

Art. 43.— Si le Roi, étant sorti du Royaume, n'y rentrait pas après l'invitation qui lui en serait faite par le corps législatif et dans le délai qui sera fixé par la proclamation, lequel ne pourra être moindre de deux mois, il serait censé avoir abdiqué la Royauté.

Le délai commencera à courir du jour où la proclamation du corps législatif aura été publiée dans le lieu de ses séances et les Ministres seront tenus sous leur responsabilité de faire tous les actes du Pouvoir exécutif, dont l'exercice sera suspendu dans la main du Roi absent.

Art. 44.— Après l'abdication expresse ou légale, le Roi sera dans la classe des individus et pourra être accusé et jugé comme eux pour les actes postérieurs à son abdication.

Art. 45.— Les biens particuliers que le Roi possède à son avènement au trône sont réunis irrévocablement au domaine de la Nation, il a la disposition de ceux qu'il acquiert à titre singulier, s'il n'en a pas disposé, ils sont pareillement réunis à la fin du règne.

Art. 46.— La Nation pourvoit à la splendeur du trône par une liste civile dont le corps législatif déterminera la somme à chaque changement de règne pour toute la durée du règne.

Art. 47.— Le Roi nommera un administrateur de la liste civile, qui exercera les actions judiciaires du Roi et contre lequel toutes les actions à la charge du Roi seront dirigées et les jugements prononcés. Les condamnations obtenues par les créanciers de la liste civile seront exécutoires contre l'administrateur personnellement et sur ses propres biens.

Art. 48.— Le Roi aura, indépendamment de la garde d'honneur qui lui sera fournie par les individus, gardes nationales au lieu de sa résidence, une garde payée sur les fonds de la liste civile. Elle ne pourra excéder le nombre de mille deux cents hommes à pied et six cents hommes à cheval. Les grades et les règles d'avancement y seront les mêmes que dans les troupes de ligne, mais ceux qui composeront la garde du Roi rouleront pour tous les grades exclusivement sur eux-mêmes et ne pourront en obtenir aucun dans l'armée de ligne. Le Roi ne pourra choisir les hommes de sa garde que parmi ceux qui sont actuellement en activité de service dans les troupes de ligne ou parmi les individus qui ont fait depuis un an de service de gardes nationales pourvu qu'ils soient résidents dans le Royaume de Tahiti et ses dépendances et qu'ils aient précédemment prêté le serment civique.

Art. 49.— La Nation, de qui seule émanent tous les pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation. La constitution de l'Etat indigène est représentative : les représentants sont le corps législatif et le Roi.

— Art. 50.— Le Pouvoir législatif est délégué à une Assemblée nationale composée de représentants temporaires, librement élus par le peuple pour être exercé par elle, avec la sanction du Roi, de la manière qui sera déterminée ci-après.

Art. 51.— Le Gouvernement est monarchique, le Pouvoir exécutif est délégué au Roi pour être exercé sous son autorité par des Ministres et autres agents responsables de la manière qui sera déterminée ci-après.

Art. 52.— Le pouvoir judiciaire est délégué à des juges élus à temps par le peuple.

Section II De la Régence

Article 53.— Le Roi est mineur jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis et pendant sa minorité, il y a un Régent du Royaume.

Art. 54.— La Régence appartient au parent du Roi, le plus proche en degré suivant l'ordre de l'hérédité au trône et âgé de vingt-cinq ans accomplis pourvu qu'il soit indiqué (Maohi) et régente, qu'il ne soit pas héritier présomptif d'une autre couronne et qu'il ait précédemment prêté le serment civique.

Art. 55.— Si un roi, mineur, n'avait aucun parent réunissant les qualités ci-dessus exprimées, le Régent du Royaume sera élu ainsi qu'il va être dit aux articles suivants.

Art. 56.— Le Corps législatif ne pourra être le Régent.

Art. 57.— Les électeurs de chaque district se réuniront au chef-lieu de district d'après une proclamation qui sera faite dans la première semaine du nouveau règne, par le Corps législatif ; s'il est réuni et s'il était séparé, le Ministre de la Justice sera tenu de faire cette proclamation dans la même semaine.

Art. 58.— Les électeurs nommeront en chaque district au scrutin individuel et à la pluralité absolue des suffrages, un individu éligible et domicilié dans le district auquel ils donneront, par le procès-verbal de l'élection, un mandat spécial borné à la seule fonction d'élire l'individu qu'ils jugeront en leur âme et conscience le plus digne d'être Régent du Royaume.

Art. 59.— Les individus mandataires, nommés dans les districts, seront tenus de se rassembler dans la ville où le corps législatif tiendra sa séance, le quarantième jour au plus tard à partir de celui de l'avènement du Roi mineur au trône et ils y formeront l'assemblée électorale qui procédera à la nomination du Régent.

Art. 60.— L'élection du Régent sera faite au scrutin individuel, et à la pluralité absolue des suffrages.

Art. 61.— L'assemblée électorale ne pourra s'occuper que de l'élection et se séparera aussitôt que l'élection sera terminée ; tout autre acte qu'elle entreprendrait de faire est déclaré inconstitutionnel et de nul effet.

Art. 62.— L'assemblée électorale fera présenter par son Président le procès-verbal de l'élection au corps législatif qui, après avoir vérifié la régularité de l'élection, la fera publier dans tout le royaume par une proclamation.

Art. 63. — Le Roi du Pays Tahiti et ses dépendances, veille au respect de la constitution. Il assure, par son arbitrage, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat. Il est garant de la Souveraineté indépendante nationale indigène, de l'intégrité du territoire, du respect des accords de communauté et des traités.

Art. 64. — Si le corps législatif n'est pas rassemblé, le Roi fera publier une proclamation dans laquelle seront exprimés ce serment et la promesse de le réitérer aussitôt que le corps législatif sera réuni. Le Régent exerce jusqu'à la majorité du Roi toutes les fonctions de la Royauté et n'est personnellement responsable des actes de son administration.

Art. 65. — Le Régent ne peut commencer l'exercice de ses fonctions qu'après avoir prêté à la Nation, en présence du Corps législatif, les serment d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi, d'employer tout le pouvoir délégué au Roi et dont l'exercice lui est confié pendant la minorité du Roi à maintenir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale constituante aux années 1743, 1803, 1842, 1880, 1852 et 1887 et à faire exécuter les lois. Si les corps législatifs ne sont pas rassemblés, le Régent fera publier une proclamation dans laquelle seront exprimés ce serment et la promesse de les réitérer aussitôt que le Corps législatif sera réuni.

Art. 66. — Tant que le Régent n'est pas entré en exercice de cette fonction, la sanction des lois demeure suspendue, les Ministres continuent à faire, sous leur responsabilité, tous les actes du pouvoir exécutif. Aussitôt que le Régent aura prêté le serment, le Corps législatif déterminera son traitement, lequel ne pourra être changé pendant la durée de la régence.

Art. 67. — Si, à raison de la minorité d'âge du parent appelé à la régence, elle a été dévolue à un parent plus éloigné ou déferé par élection, le Régent qui sera entré en exercice continuera ses fonctions jusqu'à la majorité du Roi. La régence du Royaume ne confère à aucun, droit sur la personne du Roi mineur.

Art. 68. — La garde du Roi mineur sera confiée à sa mère et s'il n'a pas de mère ou si elle est remariée au temps de l'avènement de son fils au trône, ou si elle se remarie pendant la minorité, la garde sera déferée par le Corps législatif. Ne peuvent être élus pour la garde du Roi mineur, ni le Régent et ses descendants, ni les femmes. En cas de demande du Roi, notoirement reconnue, légalement constatée et déclarée par le Corps législatif, après trois délibérations successivement prises de mois en mois, il y a lieu à la régence, tant que la démence dure.

Section III De la famille du Roi

Art. 69. — L'héritier présomptif portera le nom de Prince Royal. Il ne peut sortir du Royaume sans un décret du corps législatif et le consentement du Roi. S'il en est sorti et si étant parvenu à l'âge de dix huit ans, il ne rentre pas dans son pays après avoir été requis par une proclamation du corps législatif, il est censé avoir abdiqué le droit de succession au trône.

Art. 70. — Si l'héritier présomptif est mineur, le parent majeur, premier appelé à la régence, est tenu de résider dans le Royaume. Dans le cas il en serait sorti et n'y rentrerait pas sur la réquisition du Corps législatif, il sera censé avoir abdiqué son droit à la régence.

Art. 71. — La mère du Roi mineur ayant sa garde ou le gardien élu, s'il sort du Royaume, est déchue de la garde. Si

la mère de l'héritier présomptif mineur sortait du Royaume, elle ne pourrait, même après son retour, avoir la garde de son fils mineur devenu Roi, que par un décret du Corps législatif.

Art. 72. — Il sera fait une Loi pour régler l'éducation du Roi mineur et celle de l'héritier présomptif mineur.

Art. 73. — Les membres de la famille du Roi appelés à la succession éventuelle au trône jouissent des droits du membre actif mais ne sont éligibles à aucune des places, emplois ou fonctions qui sont à la nomination du peuple. A l'exception des départements du ministère néanmoins, ils ne pourront commander en chef aucune armée de terre ou de mer, ni remplir les fonctions d'ambassadeur, qu'avec le consentement du Corps législatif, accordé sur la proposition du Roi.

Art. 74. — Les membres de la famille du Roi appelés à la succession éventuelle au trône, ajouteront la dénomination de Prince indigène au nom qui leur aura été donné dans l'acte civil constatant leur naissance et ce nom ne pourra être ni patronymique, ni formé d'aucune des qualifications abolies par la présente constitution. La dénomination de Prince ne pourra être donnée à aucun autre individu et n'emportera aucun privilège, ni aucune exception au droit commun de tous les indigènes Maohi.

Art. 75. — Les actes par lesquels seront également constatés les naissances, mariages et décès des Princes indigènes seront présentés au Corps législatif qui en ordonnera le dépôt dans ses archives.

Art. 76. — Il ne sera accordé aux membres de la famille du Roi aucun apanage réel. Les fils du Roi recevront à l'âge de vingt-cinq ans accomplis ou lors de leur mariage, un seul apanage, lequel sera fixé par le Corps législatif et finira à l'extinction de leur postérité masculine.

Section IV Des Ministres

Art. 77. — Au Roi seul appartiennent le choix et la révocation des ministres.

Art. 78. — Les membres de l'Assemblée Nationale actuelle et des législatures suivantes : les membres du tribunal de cassation et ceux qui serviront dans le haut juré ne pourront être promus au ministère ni recevoir aucune place dans les pensions traitement ou commissions du Pouvoir exécutif ou de ces agents pendant la durée de leurs fonctions, ni pendant deux ans après avoir cessé l'exercice. Il en sera de même de ceux qui seront seulement inscrits sur la liste du haut juré, pendant tout le temps que durera leur inscription.

Art. 79. — Nul ne peut entrer en exercice d'aucun emploi soit dans les bureaux du ministère, soit dans ceux des régies ou administrations des revenus publics, ni en général d'aucun emploi à la nomination ou sans justifier qu'il l'a prêté.

Art. 80. — Aucun ordre du Roi ne pourra être exécuté s'il n'est signé par lui et contre-signé par le ministre ou l'ordonnateur du département.

Art. 81. — Les ministres sont responsables de tous les délits par eux commis contre la sûreté nationale et la constitution de tout attentat à la propriété et la liberté individuelle de toute dissipation des derniers destinés aux dépenses de leur département.

Art. 82.— En aucun cas, l'ordre du Roi verbal ou écrit ne peut soustraire un ministre à la responsabilité.

Art. 83.— Les ministres sont tenus de présenter chaque année au Corps législatif, à l'ouverture de la session, l'aperçu des dépenses à faire dans leur département, de rendre des comptes de l'emploi des sommes qui étaient destinées, et d'indiquer les abus qui auraient pu s'introduire dans les différentes parties du Gouvernement.

Art. 84.— Aucun ministre en place ou hors de place ne peut être poursuivi en matière criminelle pour fait de son administration dans un décret du Corps législatif.

Section V

De l'exercice du Pouvoir législatif

Section I

Pouvoirs et fonctions de l'Assemblée nationale législative

Art. 85.— La Constitution délègue exclusivement au corps législatif les pouvoirs et fonctions ci-après :

- 1 - De proposer et décréter les lois, le Roi peut seulement inviter le Corps législatif à prendre un objet en considération ;
- 2 - De fixer les dépenses publiques ;
- 3 - D'établir les contributions publiques et d'en déterminer la nature, la quotité, la durée et la mode de perception ;
- 4 - De faire la répartition de la contribution directe entre les départements du Royaume, de surveiller l'emploi de tous les revenus publics et de s'en faire rendre compte ;
- 5 - De décréter la création ou la suppression des offices publics ;
- 6 - De déterminer le titre, le poids, l'empreinte ou la dénomination des monnaies ;
- 7 - De permettre ou de défendre l'introduction des troupes étrangères sur le territoire indigène et des forces navales étrangères dans les ports du Royaume ;
- 8 - De statuer annuellement après la proposition du Roi sur le nombre d'hommes et de vaisseaux dont les armées de terre et de mer seront composées sur la solde et le nombre d'individus de chaque grade sur les règles d'admission et d'avancement, les formes de l'enrôlement et du dégagement, la formation des équipages de mer sur l'admission des troupes ou des forces navales étrangères au service du Royaume et sur le traitement des troupes en cas de licenciement ;
- 9 - De statuer sur l'administration et d'ordonner l'aliénation des domaines nationaux ;
- 10 - De poursuivre devant la Haute Cour Nationale la responsabilité des ministres et des agents principaux du Pouvoir exécutif, d'accuser et de poursuivre devant la même Cour, ceux qui seront prévenus d'attentat et de complot contre la sûreté générale de l'Etat ou contre la constitution ;
- 11 - D'établir les lois d'après lesquelles les marques d'honneurs ou de décoration purement personnelles seront accordées à ceux qui ont rendu des services à l'Etat ;
- 12 - Le corps législatif a seul le droit de décerner les honneurs publics à la mémoire des grands hommes.

Art. 86.— La force publique ne peut être décidée que par un décret du Corps législatif rendu sur la proposition formelle et nécessaire du Roi, et sanctionnée par lui. Dans le cas d'hostilités imminentes ou commencées d'un allié à soutenir, ou d'un droit à conserver par la force des armes, le Roi en donnera, sans aucun délai, la notification au Corps législatif

et en fera connaître les motifs. Si le Corps législatif est en vacance, le Roi le convoquera aussitôt. Si le Corps législatif décide que la force publique ne doit pas être faite, le Roi prendra sur le champ des mesures pour faire cesser ou prévenir toutes hostilités, les ministres demeurant responsables des délais. Si le Corps législatif trouve que les hostilités commencées seraient une agression coupable de la part des ministres ou de quelques autres agents du Pouvoir exécutif, l'auteur de l'agression sera poursuivi, criminellement. Pendant tout le cours de l'exécution de la force publique, le corps législatif peut requérir le Roi de négocier la paix et le Roi est tenu de déférer à cette réquisition. A l'instant où la force cessera, le Corps législatif fixera le délai dans lequel, les troupes élevées au dessus du pied de paix, seront congédiées, et l'armée réduite à son état ordinaire.

Art. 87.— Il appartient au Corps législatif de ratifier les traités de paix, d'alliance et de commerce et aucun traité n'aura effet que par cette ratification.

Art. 88.— Le Corps législatif a le droit de déterminer le lieu de ses séances et de les continuer autant qu'il jugera nécessaire et de s'ajourner. Au commencement de chaque règne, s'il n'est pas réuni, il sera tenu de le rassembler sans délai. Il a le droit de police dans le lieu de ses séances et dans l'enceinte extérieure qu'il aura déterminée. Il a le droit de discipline sur ses membres, mais il ne peut prononcer de punition plus forte que la censure, les arrêts pour huit jours ou la prison pour trois jours. Il a le droit de disposer pour sa sûreté et pour le maintien du respect qui lui est dû, des forces qui de son consentement seront établies dans la ville où il tiendra ses séances.

Art. 89.— Le Pouvoir exécutif ne peut faire passer ou ne séjourner aucun corps des troupes de ligne dans la distance de trente mille toises du Corps législatif si ce n'est sur la réquisition ou avec son autorisation.

Section VI

Tenue des séances et forme de délibérer

Art. 90.— Les délibérations du Corps législatif seront publiques et les procès-verbaux de ses séances imprimés.

Art. 91.— Le Corps législatif pourra cependant en toute occasion se former en comité général. Cinquante membres auront le droit de l'exiger. Pendant la durée du comité général, les assistants se retireront et le fauteuil du Roi sera vacant. L'ordre sera maintenu par le vice-président.

Art. 92.— Aucun acte législatif ne pourra être délibéré et décrété que dans la forme suivante.

Art. 93.— Il sera fait trois lectures du projet du décret à trois intervalles dont chacun ne pourra être moindre de huit jours.

Art. 94.— La discussion sera ouverte. Après chaque lecture, le Corps législatif pourra déclarer dans ce dernier cas le projet de décret qui pourra être représenté dans la même session. Tout projet de décret sera imprimé et distribué avant que la seconde lecture ne soit faite.

Art. 95.— Après la troisième lecture, le Président sera tenu de mettre en délibération et le Corps législatif décidera s'il se trouve en état de rendre un décret définitif ou s'il veut renvoyer la décision à un autre temps pour recueillir de plus amples éclaircissements.

Art. 96.— Le Corps législatif ne peut délibérer si la séance n'est composée de deux cents membres au moins et aucun décret ne sera formé, que par la pluralité absolue des suffrages.

Art. 97.— Tout projet de loi qui, soumis à la discussion, aura été rejeté après la troisième lecture, ne pourra être représenté dans la même session.

Art. 98.— Le préambule de tout décret définitif énoncera :

- 1 - Les dates des séances auxquelles les trois lectures du projet auront été faites ;
- 2 - Le décret par lequel il aura été arrêté après la troisième lecture de décider définitivement.

Art. 99.— Le Roi refusera sa sanction au décret dont le préambule n'attestera pas l'observation des formes ci-dessus ; si personne de ces décrets n'était sanctionnée, les ministres ne pourront le sceller ni le promulguer et leur responsabilité à cet égard durera six années.

Art. 100.— Sont exceptées les dispositions ci-dessus, les décrets reconnus et déclarés urgents par une délibération préalable du Corps législatif, mais, ils peuvent être modifiés ou révoqués dans le cours de la même session. Le décret par lequel la matière aura été déclarée urgente en énoncera les motifs et il sera fait mention de ce décret préalable dans le préambule du décret définitif.

Section VII De la sanction Royale

Art. 101.— Les décrets du Corps législatif sont présentés au Roi qui peut refuser son consentement.

Art. 102.— Dans le cas où le Roi refuse son consentement, ce refus n'est pas suspensif. Lorsque les deux législatures qui suivront celle qui aura présenté le décret auront successivement représenté le même décret dans les mêmes termes, le Roi sera censé avoir donné la sanction.

Art. 103.— Le consentement du Roi est exprimé sur chaque décret par cette formule signée du Roi : "Le Roi consent et fera exécuter". Le refus est exprimé par celle-ci : "Le Roi examinera".

Art. 104.— Le Roi est tenu d'exprimer son consentement ou son refus sur chaque décret, dans les deux mois de la présentation.

Art. 105.— Tout décret auquel le Roi aura refusé son consentement ne peut lui être représenté par la même législature.

Art. 106.— Les décrets sanctionnés par le Roi et ceux qui lui auront été présentés par trois législatures consécutives ont force de Loi et portent le nom et l'intitulé de Lois.

Art. 107.— Seront néanmoins exécutés comme Lois, sans être sujets à la sanction, les actes du Corps législatif concernant sa constitution en assemblée délibérante, sa police intérieure et celle qu'il pourra exercer dans l'enceinte extérieure qu'il aura déterminée. La vérification des pouvoirs de ses membres présents. Les injonctions aux membres absents. La convocation des assemblées primaires en retard. L'exercice de la police constitutionnelle sur les administrateurs et sur les officiers municipaux.

Les questions soit d'éligibilité, soit de validité des élections ne sont pareillement sujettes à la sanction les actes relatifs à la responsabilité des ministres, ni les décrets portant qu'il y a lieu à accusation.

Art. 108.— Les décrets du Corps législatif concernant l'établissement, la prorogation et la perception des contributions publiques porteront le nom et l'intitulé des Lois. Ils seront promulgués et exécutés sans être sujet à la sanction, si ce n'est pour la disposition qui établirait des peines autres que des amendes et contraintes pécuniaires. Ces décrets ne pourront être rendus qu'après l'observation des formalités prescrites par les articles et ne pourront y insérer aucune disposition étrangère à leur objet.

Section VIII Relations du Corps législatif avec le Roi

Art. 109.— Lorsque le Corps législatif est définitivement constitué, il envoie au Roi une députation pour l'en instruire. Le Roi peut, chaque année, faire l'ouverture de la session, et proposer les objets qu'il croit devoir être pris en considération pendant le cours de cette session, sans néanmoins que cette formalité puisse être considérée comme nécessaire à l'activité du Corps législatif.

Art. 110.— Lorsque le Corps législatif veut s'ajourner au-delà de quinze jours, il est tenu d'en prévenir le Roi par une députation au moins huit jours à l'avance.

Art. 111.— Dans la huitaine qui précède la fin de chaque session, le Corps législatif envoie au Roi une députation pour lui annoncer le jour où il se propose de terminer ses séances pour venir faire la clôture de la session.

Art. 112.— Si le Roi trouve important au bien de l'Etat que la session soit constituée ou que l'ajournement n'ait pas lieu ou qu'il n'ait lieu que pour un temps moins long, il peut, à cet effet, envoyer un message, sur lequel le Corps législatif est tenu de délibérer.

Art. 113.— Le Roi convoquera le corps législatif dans l'intervalle de ses sessions toutes les fois que l'intérêt de l'Etat lui paraîtra l'exiger, ainsi que dans les cas qui auront été prévus et déterminer par le Corps législatif avant de l'ajourner.

Art. 114.— Toutes les fois que le Roi se rendra au lieu des séances du Corps législatif, il sera reçu et conduit par une députation ; il ne pourra être accompagné à l'intérieur de la salle que par le Prince royal et par les ministres.

Art. 115.— Dans aucun cas, le Président ne pourra faire partie d'une députation.

Art. 116.— Le Corps législatif cessera d'être corps délibérant, tant que le Roi sera présent.

Art. 117.— Les actes de la correspondance du Roi avec le Corps législatif seront toujours contresignés par un ministre.

Art. 118.— Dès que les ministres du Roi seront entrés dans l'assemblée nationale législative, ils y auront une place marquée. Ils seront entendus, toutes les fois qu'ils demanderont sur les objets relatifs à leur administration, ou lorsqu'ils seront requis de donner des éclaircissements. Ils seront également entendus sur les objets étrangers à leur administration, quand l'assemblée nationale leur accordera la parole.

Chapitre IX

De l'exercice du pouvoir exécutif

Art. 119.— Le pouvoir exécutif suprême réside exclusivement dans la main du Roi. Le Roi est le chef suprême de l'administration générale du Royaume. Le soin de veiller au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique lui est confié. Le Roi est le chef suprême de l'armée de terre et de l'armée navale. Au Roi, est délégué le soin de veiller à la sûreté extérieure du Royaume, d'en maintenir les droits et les possessions.

Art. 120.— Le Roi nomme les ambassadeurs et les autres agents des négociations politiques. Il confère le commandement des armées et des grades de l'officier général qui a la dignité la plus élevée dans le Royaume. Il nomme les deux tiers des contre-officiers de camps, capitaines de vaisseau et l'officier et des lieutenants-colonels et le sixième des lieutenants de vaisseau. Le tout en se conformant aux lois sur l'avancement. Il nomme dans l'administration civile de la marine, les ordonnateurs, les contrôleurs, les trésoriers des arsenaux, les chefs des travaux, les sous-chefs des bâtiments civils, la moitié des chefs d'administration et des sous-chefs de constructions. Il nomme les préposés en chef à la régie des contributions indirectes et à l'administration des domaines nationaux. Il surveille la fabrication des monnaies et nomme les officiers chargés d'exercer cette surveillance dans la commission générale et dans les hôtels des monnaies. L'effigie du Roi est empreinte sur toute la monnaie du Royaume.

Art. 121.— Le Roi fait délivrer les lettres, patentes, brevets et commissions aux fonctionnaires publics ou autres qui doivent en recevoir.

Art. 122.— Le Roi fait dresser la liste des pensions et gratifications pour être présentée au Corps législatif et chacune de ses sessions est décrétée, s'il y a lieu.

Session X

De la promulgation des Lois

Art. 123.— Le Pouvoir exécutif est chargé de faire sceller les lois du sceau de l'Etat et de les faire promulguer. Il est chargé également de faire promulguer et exécuter les actes du Corps législatif qui n'ont pas besoin de la sanction du Roi.

Art. 124.— Il sera fait deux exceptions originales de chaque loi toutes deux signées du Roi, contresignées par le ministre de la justice et scellées du sceau de l'Etat. L'une restera déposée aux archives du sceau et l'autre sera mise aux archives du Corps législatif.

Art. 125.— La promulgation sera ainsi conçue au nom du Roi par la grâce de Dieu et par la Loi constitutionnelle de l'Etat Maohi, Roi des indigènes Maohi - Tahiti dépendances : A tous présents et à venir, salut.

L'Assemblée nationale a décrété et nous voulons et ordonnons ce qui suit : *«La copie littérale du décret sera insérée sans aucun changement. Mandons et ordonnons à tous les Corps administratifs et tribunaux par les présentes, qu'ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher dans leurs départements et ressorts respectifs et exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi nous avons signé ces présentes auxquelles nous avons fait apposer le sceau de l'Etat.»*

Art. 126.— Si le Roi est mineur, les lois, proclamations et autres actes menacés de l'autorité Royale, pendant la régence, seront conçus ainsi qu'il suit N. (le nom du Régent). Régent du Royaume au nom de N. (le nom du Roi) par la grâce de (Dieu) et par la Loi constitutionnelle de l'Etat (Roi des indigènes Maohi - Tahiti et ses dépendances).

Art. 127.— Le Pouvoir exécutif est tenu d'envoyer les Lois aux Corps administratifs et aux tribunaux, de faire certifier cet envoi et d'en justifier aux Corps législatifs.

Art. 128.— Le Pouvoir exécutif ne peut faire aucune Loi même provisoire, mais seulement des proclamations conformes aux lois pour ordonner ou en rappeler l'exécution.

Session XI

De l'administration intérieure

Art. 129.— Il y a dans chaque département une administration supérieure et dans chaque district une administration subordonnée.

Art. 130.— Les administrateurs n'ont aucun caractère de représentation. Ils sont des agents élus à temps par le peuple pour exercer, sous la surveillance et l'autorité du Roi, les fonctions administratives.

Art. 131.— Ils ne peuvent ni s'immiscer dans l'exercice du Pouvoir Législatif ou suspendre l'exécution des Lois, ni rien entreprendre sur l'ordre judiciaire, ni sur les dispositions ou opérations militaires.

Art. 132.— Les administrateurs sont essentiellement chargés de répartir les contributions et de surveiller les deniers provenant de toutes les contributions et revenus publics dans le territoire. Il appartient au Pouvoir législatif de déterminer les règles et le mode de leurs fonctions tant sur les objets ci-dessus exprimés, que sur toutes les autres parties de l'administration intérieure.

Art. 133.— Le Roi a le droit d'annuler les actes des administrateurs de département contraire aux Lois et aux ordres qu'il leur aura adressés. Il peut, dans le cas d'une désobéissance persévérante ou s'ils compromettent, par leurs actes, la sûreté ou la tranquillité publique, les suspendre de leurs fonctions.

Art. 134.— Les administrateurs ont de même le droit d'annuler les actes des sous-administrateurs de district contraires aux lois ou aux arrêtés des administrateurs de département ou aux ordres que ces derniers leur auront donnés ou transmis. Ils peuvent également, dans le cas d'une désobéissance persévérante de sous administrateurs ou si ces derniers compromettent par leurs actes, la sûreté ou la tranquillité publique, les suspendre de leurs fonctions à la charge d'en instruire le Roi qui pourra lever ou confirmer la suspension.

Art. 135.— Le Roi peut, lorsque les administrateurs de département n'auront pas usé du pouvoir qui leur est délégué dans l'article ci-dessus, annuler directement les actes des sous-administrateurs et les suspendre dans le même cas.

Art. 136.— Toutes les fois que le Roi aura prononcé ou confirmé la suspension des administrateurs ou sous-administrateurs, il en instruira le Corps législatif. Celui-ci pourra ou lever la suspension ou la confirmer ou même dissoudre l'administration coupable et s'il y a lieu, renvoyer tous les administrateurs ou quelques-uns d'eux aux tribunaux criminels ou porter contre eux le décret d'accusation.

Session XII
Des relations extérieures

Art. 137.— Le Roi seul peut entretenir des relations politiques au dehors, conduire les négociations, faire des préparatifs de force proportionnés à ceux des Etats voisins, distribuer les forces de terre et de mer ainsi qu'il jugera convenablement et en régler la direction en cas de force exécutoire.

Art. 138.— Toute déclaration de force sera faite en ces termes : De la part du Roi des indigènes Maohi au nom de la Nation de Tahiti et de ses dépendances.

Art. 139.— Il appartient au Roi d'arrêter et de signer avec toutes les puissances étrangères tous les traités de Paix, d'alliance et de commerce et autres conventions qu'il jugera nécessaires au bien de l'Etat, sauf la ratification du Corps législatif.

Chapitre XIII
Du Pouvoir judiciaire

Art. 140.— Le Pouvoir judiciaire ne peut en aucun cas être exercé par le Corps législatif ni par le Roi.

Art. 141.— La justice sera rendue gratuitement par des juges élus à temps par le peuple et institués par les lettres patentées du Roi qui ne pourra les refuser. Ils ne pourront être ni destitués que pour facture dûment jugée, ni suspendus que pour une accusation admise. L'accusateur public sera nommé par le peuple.

Art. 142.— Les tribunaux ne peuvent ni s'immiscer dans l'exercice du Pouvoir législatif ou suspendre l'exécution des lois, ni entreprendre sur les fonctions administratives ou citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions.

Art. 143.— Les individus ne peuvent être distraits des juges que la Loi leur assigne, par aucune commission ni par d'autres attributions et évocations que celles qui sont déterminées par les Lois.

Le droit du peuple déterminé définitivement ses contestations par la voie de l'arbitrage, ne peut recevoir aucune atteinte par les actes du pouvoir législatif.

Art. 144.— Les tribunaux ordinaires ne peuvent aucune action civile, sans qu'il leur soit justifié que les parties ont comparu ou que le demandeur a cité sa partie adverse devant les médiateurs pour parvenir à une conciliation.

Art. 145.— Il y aura un ou plusieurs juges de paix dans le canton et dans les villes. Le nombre en sera déterminé par le Pouvoir législatif.

Art. 146.— Il appartient au Pouvoir législatif de régler le nombre et les arrondissements des tribunaux et le nombre des juges dont chaque tribunal sera composé.

Art. 147.— En matière criminelle, nul individu ne peut être jugé que sur une accusation reçue par des jurés ou décrétée par le Corps législatif, dans le cas où il lui appartient de poursuivre l'accusation. Après l'accusation admise le fait sera reconnu et déclaré par des jurés. L'accusé aura la faculté d'en récuser jusqu'à vingt sans donner de motif. L'application de la Loi sera faite par des juges. L'instruction sera publique et l'on ne pourra refuser aux accusés le secours d'un conseil.

Tout homme acquitté par un juré légal ne peut être repris ni accusé à raison du même fait.

Art. 148.— Nul homme ne peut être saisi pour être conduit devant la justice et nul ne peut être mis en état d'arrestation ou détenu qu'en vertu d'un mandat de la justice, d'une ordonnance de prise de corps d'un tribunal, d'un décret d'accusation du corps législatif, dans le cas où il lui appartient de le prononcer, ou d'un jugement de condamnation à prison ou détention correctionnelle.

Art. 149.— Tout homme saisi et conduit devant la justice sera examiné sur le champ ou au plus tard dans vingt-quatre heures. S'il résulte de l'examen qu'il n'y a aucun sujet d'inculpation contre lui, il sera remis aussitôt en liberté ou s'il y a lieu de l'envoyer à la maison d'arrêt, il y sera conduit dans les plus brefs délais qui en aucun cas ne pourra excéder trois jours.

Art. 150.— Nul homme arrêté retenu s'il donne caution suffisante dans tous les cas où la Loi permet de rester libre sous cautionnements.

Art. 151.— Nul homme dans le cas où sa détention est autorisée par la loi ne peut être conduit et détenu que dans les lieux légalement et publiquement désignés pour servir de maison d'arrêt, de maison de justice ou de prison.

Art. 152.— Nul gardien ou geôlier ne peut recevoir ni retenir aucun homme qu'en vertu d'un mandat ou ordonnance de prise de corps, décret d'accusation ou jugement mentionné dans l'article 147 cité ci-dessus et sans que la transcription en ait été faite sur son registre.

Art. 153.— Tout gardien ou geôlier est tenu, sans qu'aucun ordre puisse l'en dispenser, de représenter la personne du détenu à l'officier civil, devant la police de la maison de détention toutes les fois qu'il en sera requis par lui. La représentation de la personne du détenu ne pourra de même être refusée à ses parents et amis porteurs de l'ordre de l'officier civil qui sera toujours tenu de l'accorder à moins que le gardien ou geôlier ne représente une ordonnance du juge transcrite sur son registre pour tenir l'arrêté au secret.

Art. 154.— Tout homme, quelle que soit sa place ou son emploi autre que ceux à qui la loi donne le droit d'arrestation qui donnera, signera, exécutera ou fera exécuter l'ordre d'arrêter un individu ou quiconque même dans les cas d'arrestation autorisée par la loi conduire, recevra ou retiendra un civil dans un lieu de détention non publiquement et légalement désigné et tout gardien ou geôlier qui contreviendra aux dispositions des articles 151 et 152 ci-dessus, seront coupables du crime de détention arbitraire.

Art. 155.— Nul homme ne peut être recherché, ni poursuivi en raison des écrits qu'il aura fait imprimer ou publier sur quelque matière que ce soit, si ce n'est qu'il a provoqué à dessein la désobéissance à la Loi, l'avilissement des pouvoirs constitués, la résistance à leurs actes ou quelques-unes des actions déclarées crimes ou délits par la Loi. La censure sur les actes des pouvoirs constitués est permise, mais les calomnies volontaires contre la probité des fonctionnaires publics et la droiture de leurs intentions dans l'exercice de leurs fonctions pourront être poursuivies par ceux qui en sont l'objet. Les calomnies et injures contre quelque personne que ce soit, relatives aux actions de sa vie privée seront punies sur leur poursuite.

Art. 156.— Nul ne peut être jugé soit par la voie civile, soit par la voie criminelle pour faits d'écrits imprimés ou publiés sans qu'il ait été reconnu et déclaré par un juré :

- 1 - S'il y a délit dans l'écrit dénoncé ;
- 2 - Si la personne poursuivie en est coupable.

Art. 157.— Il y aura pour tout le Royaume un seul tribunal de cassation établi auprès du Corps législatif, il aura pour fonction de se prononcer sur les demandes en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort par les tribunaux. Sur les demandes en renvoi d'un tribunal à un autre pour cause de suspicion légitime. Sur les règlements de juges et les prises à partie contre un tribunal entier.

Art. 158.— En matière de cassation, le tribunal de cassation ne pourra jamais connaître le fond des affaires mais après avoir cassé le jugement qui aura été rendu sur une procédure dans laquelle les formes auront été violées ou qui contiendra une contravention expresse à la Loi, il renverra le procès au tribunal compétent.

Art. 159.— Lorsque, après deux cassations, le jugement du troisième tribunal sera attaqué par les mêmes moyens que les deux premiers, la question ne pourra plus être agitée au tribunal de cassation sans avoir été soumise au Corps législatif qui portera un décret déclaratoire de la Loi, auquel le tribunal de cassation sera tenu de se conformer.

Art. 160.— Chaque année, le tribunal de cassation sera tenu d'envoyer à la barre du Corps législatif une députation de huit de ses membres, qui lui présentera l'état des jugements rendus à côté de chacun desquels seront la notice abrégée de l'affaire et le texte de la loi qui aura déterminé la décision.

Art. 161.— Une haute Cour nationale, formée des membres du tribunal de cassation et de hauts jurés, connaîtra les délits des ministres et des agents municipaux du pouvoir exécutif et des crimes qui attaqueront la sûreté générale de l'Etat lorsque le corps législatif aura rendu un décret d'accusation. Elle ne se rassemblera que sur la proclamation du Corps législatif et à une distance de trente mille toises au moins du lieu où la législation tiendra ses séances.

Art. 162.— Les expéditions exécutoires des jugements des tribunaux seront conçues ainsi qu'il suit : *"N. le nom du Roi par la Grâce de (Dieu) et par la Loi constitutionnelle de l'Etat, Roi des indigènes (Maohi), Tahiti et ses dépendances. A tous présents et à venir, Salut. Le tribunal de a rendu le jugement suivant : (ici sera copié le jugement dans lequel il sera fait mention du nom des juges). Mandons et ordonnons à tous huissiers sur ce requis de mettre ledit jugement à exécution à nos commissaires auprès des tribunaux, d'y tenir la main et à tous commandants et officiers de la force publique, de prêter main forte, lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi le présent jugement a été signé par le Président du Tribunal. Fait par Greffier"*.

Art. 163.— Les fonctions des commissaires du roi auprès des tribunaux seront de requérir l'observation des lois dans les jugements à rendre et de faire exécuter les jugements rendus. Ils ne seront point accusateurs publics, mais ils seront entendus sur toutes les accusations et requerront pendant le cours de l'instruction pour la régularité des formes et avant le jugement pour l'application de la loi.

Art. 164.— Les commissaires du Roi auprès des tribunaux dénonceront au directeur du juré, soit d'office, soit d'après les ordres qui leur seront donnés par le Roi, les attentats contre la liberté individuelle des individus, contre la libre circulation des subsistances et autres objets de commerce et contre la perception des contributions, les délits par lesquels l'exécution des ordres donnés par le Roi dans l'exercice des fonctions qui lui sont déléguées seraient troublés ou empêchés, les attentats contre le droit des gens et les rebellions à l'exécution des jugements et de tous les actes exécutoires émanant des pouvoirs constitués.

Art. 165.— Le ministre de la justice dénoncera au tribunal de cassation par la voie du Commissaire du Roi et sans préjudice du droit des parties intéressées, les actes par lesquels les juges auraient excédé les bornes de leur pouvoir. Le tribunal les annulera et s'ils donnent lieu à la forfaiture, le fait sera dénoncé au corps législatif, qui rendra le décret d'accusation, s'il y a lieu et renverra les prévenus devant la Haute Cour nationale.

Titre XIV

De la force publique

Art. 166.— La force publique est instituée pour défendre l'Etat contre les ennemis du dehors et assurer au-dedans le maintien de l'ordre et de l'exécution des Lois.

Art. 167.— Elle est composée de l'armée de terre et de mer, de la troupe spécialement destinée au service de l'intérieur. Et subsidiairement, des individus actifs et de leurs enfants en état de porter les armes, inscrits sur le rôle de la garde nationale.

Art. 168.— Les gardes nationaux ne forment ni un corps militaire ni une institution dans l'Etat. Ce sont les individus eux-mêmes appelés au service de la Force Publique.

Art. 169.— Les individus du pays ne pourront jamais se former ni agir comme gardes nationaux qu'en vertu d'une réquisition ou d'une autorisation légale.

Art. 170.— Ils sont soumis en cette qualité à une organisation déterminée par la Loi. Ils ne peuvent avoir dans tout le Royaume qu'une même discipline et un même uniforme. Les distinctions de grade et la subordination ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

Art. 171.— Les officiers sont élus à temps et ne peuvent être réélus qu'après un intervalle de service comme soldats. Nul ne commandera la garde nationale de plus d'un district.

Art. 172.— Toutes les parties de la Force Publique employées pour la sûreté de l'Etat contre les ennemis du dehors, agiront sous les ordres du Roi.

Art. 173.— Aucun corps ou détachement de troupes de ligne ne peut agir à l'intérieur du Royaume sans une réquisition légale.

Art. 174.— Aucun agent de la Force publique ne peut entrer dans la maison d'un individu, si ce n'est pour l'exécution des mandements de police et de justices, ou ceux formellement prévus par la Loi.

Art. 175.— La réquisition de la Force Publique dans l'intérieur du Royaume appartient aux officiers civils, suivant les règles déterminées par le Pouvoir législatif.

Art. 176.— Si les troubles agitent tout un département, le Roi donnera, sous la responsabilité de ses ministres, des ordres nécessaires pour l'exécution des Lois et le rétablissement de l'ordre mais à la charge d'en informer le Corps législatif, s'il est assemblé et de le convoquer s'il est en vacance.

Art. 177.— La force publique est essentiellement obéissante, nul corps armé ne peut délibérer.

Art. 178.— L'armée de terre et de mer et la troupe destinée à la sûreté intérieure sont soumises à des Lois particulières, soit pour le maintien de la discipline, soit pour la forme des jugements et de la nature des peines en matière de délits militaires.

TITRE XV

Des contributions publiques

Art. 179.— Les contributions publiques seront délibérées et fixées chaque année par le Corps législatif, et ne pourront subsister au-delà du dernier jour de la session suivante, si elles n'ont pas été expressément renouvelées.

Art. 180.— Sous aucun prétexte, les fonds nécessaires à l'acquittement de la dette nationale et au paiement de la liste civile ne pourront être ni refusés ni suspendus. Le traitement des ministres du culte (Protestante) pensionnés concernés, élus ou nommés en vertu des décrets de l'Assemblée nationale constituante, fait partie de la dette nationale. Le corps législatif ne pourra en aucun cas charger la Nation du paiement des dettes d'aucun individu.

Art. 181.— Les comptes détaillés de la dépense des départements ministériels, signés et certifiés par les ministres ou ordonnateurs généraux, seront rendus publics par la voie de l'impression au commencement des sessions de chaque législature. Il en sera de même des états de recette des diverses contributions et de tous les revenus publics. Les états de ces dépenses et recettes seront distingués suivant leur nature et exprimeront les sommes touchées et dépensées année après année dans chaque district. Les dépenses particulières à chaque département et relatives aux tribunaux, au corps administratifs et autres établissements seront également rendus publiques.

Art. 182.— Les administrateurs de département et sous-administrateurs ne pourront ni établir aucune contribution publique, ni faire aucune répartition au-delà du temps des sommes fixées par le corps législatif, ni délibérer ou permettre, sans y être autorisés par lui, aucun emprunt local à la charge des individus du département.

Art. 183.— Le Pouvoir exécutif dirige et surveille la perception et le versement des contributions et donne tous les ordres nécessaires à cet effet.

TITRE XVI

Des rapports de la Nation indigène (Maohi) avec les Nations étrangères

La Nation indigène Maohi Tahiti et ses dépendances renonce à entreprendre quelconque guerre dans le but de faire des conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. La constitution n'admet point de droit d'aubaine. Les étrangers établis ou non dans le Royaume indigène succèdent à leurs parents étrangers ou indigènes.

Ils peuvent contracter, acquérir et recevoir des biens situés dans le Royaume indigène et en disposer de même que tout individu indiqué par tous les moyens autorisés par les Lois. Les étrangers qui se trouvent dans le Royaume indigène sont soumis aux mêmes Lois criminelles et de police que les individus indigènes, sauf les conventions arrêtées avec les puissances étrangères ; leur personnel, leurs biens, leur industrie, leur culte sont également protégés par la Loi.

TITRE XVII

De la révision des décrets constitutionnels

Art. 184.— L'Assemblée nationale constituante déclare que la Nation a le droit imprescriptible de changer sa constitution et néanmoins considérant qu'il est plus conforme à l'intérêt national d'user seulement par les moyens pris dans la constitution même du droit d'en réformer les articles dont l'expérience aurait fait sentir les inconvénients et décrète qu'il y aura procédé par une Assemblée de Révision en la forme suivante.

Art. 185.— Lorsque trois législatures consécutives auront ainsi un vœu uniforme pour le changement de quelques articles constitutionnels, il y aura lieu à la révision demandée.

Art. 186.— La prochaine législature et la suivante ne pourront proposer la réforme d'aucun article constitutionnel.

Art. 187.— Des trois législatures qui pourront par la suite proposer quelques changements, les deux premières ne s'occuperont de cet objet que dans les deux derniers mois de leur dernière session et la troisième à la fin de la seconde. Leurs délibérations sur cette matière seront soumises aux mêmes formes que les actes législatifs mais les décrets par lesquels elles auront émis leur vœu ne seront pas sujets à la sanction du Roi.

Art. 188.— La quatrième législature, augmentée de deux cent quarante-neuf membres élus en chaque département par doublement du nombre ordinaire qu'il fournit pour sa population formée à l'Assemblée de Révision. Ces deux cent quarante-neufs membres seront élus, après que la nomination des représentants au Corps législatif aura été terminée et il en sera fait un procès-verbal séparé. L'Assemblée de la Révision ne sera composée que d'une chambre.

Art. 189.— Les membres de la troisième législature qui aura demandé le changement ne pourront être élus à l'Assemblée de Révision.

Art. 190.— Les membres de l'Assemblée de Révision, après avoir prononcé tous ensemble le serment de vivre libres ou mourir, prêteront individuellement celui de se borner à statuer sur les objets qui leur auront été soumis par le vœu uniforme des trois législatures précédentes de maintenir au surplus de tout leur pouvoir la constitution du Royaume déclarée aux années 1743, 1803, 1842, 1844, 1846, 1847, 1877, 1880 et 1881 et d'être en tous fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi.

Art. 191.— L'Assemblée de Révision sera tenue de s'occuper ensuite et sans délai, des objets qui auront été soumis à son examen. Aussitôt que son travail sera terminé, les deux cent quarante-neuf membres, nommés en augmentation, se retireront sans pouvoir prendre part, en aucun cas, aux actes législatifs.

La possession de la Nation indigène Maohi dans l'Asie, l'Afrique et l'Amérique, qu'elles fassent partie de l'empire de l'Etat (Maohi), ne sont pas comprises dans la présente constitution. Aucun des Pouvoirs institués par la constitution n'a le droit de la changer dans son ensemble, ni dans ces parties sauf les réformes qui pourront y être faites par la voie de la révision, conformément aux dispositions du titre XVII ci-dessus.

L'Assemblée nationale constituante en remet le dépôt à la fidélité du corps législatif du Roi et des juges, à la vigilance des pères de famille, aux épouses et aux mères, à l'affection des jeunes individus, au courage de tous les indigènes (Maohi) Tahiti et ses dépendances.

Les décrets rendus par l'Assemblée nationale constituante qui ne sont pas compris dans l'acte de constitution seront exécutés comme Lois et les lois antérieures auxquelles elle n'a pas dérogé, seront également observées tant que les unes et les autres n'auront pas été révoquées ou modifiées par le Pouvoir législatif.

L'Assemblée nationale ayant entendu la lecture de l'acte constitutionnel ci-dessus et après l'avoir approuvé déclare que la constitution est terminée et qu'elle ne peut rien y changer. Il sera nommé à l'instant une députation de 132 membres solidairement aux signataires de ce projet cité ci-dessus pour offrir dans le jour, l'Acte Constitutionnel du Roi, concernant le procès-verbal général en date du 21 juin 2006 (Tahiti).

L'ensemble des textes qui règle la situation relative aux fonctions administratives et exécutives ou autres citées ci-dessus, est, à présent ainsi au futur.

Le projet du statut de la souveraineté peuple Royal, cession au Gouvernement libéral du Royaume, Monarchie internationale Tahiti et ses Dépendances, solidairement au procès-verbal général du Royaume dressé à la date du 21 juillet 2006. Fait à Punaauia, PK 7,200, côté mer (Tahiti).

L'Assemblée Générale accepte et confirme toutes les informations et conditions citées ci-dessus, son siège social est situé dans la commune de Punaauia, PK 7,200, côté mer (Tahiti).

Son ordre du jour est réglé par le conseil d'administration. Son bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration sur la situation financière morale du Gouvernement.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant le délibéré sur les questions mises à l'ordre du jour, le rapport annuel et les comptes sont dressés chaque année pour tous les membres du conseil d'administration et aux archives concernant les conditions citées ci-dessus.

Fait à Punaauia, le 4 août 2006 (Tahiti).

Le Président,
Royauté Prince PERETAU Henri
dit Tamatoa.

La Secrétaire générale,
Princesse PERETAU Célestine.

LOTO NATIONAL

LOTO NATIONAL N° 95

Premier tirage du mercredi 29 novembre 2006 :

10 21 23 43 44 46

Numéro complémentaire : **36**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	4	2 370 560
5 bons numéros.....	201	163 329
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	431	7 064
4 bons numéros.....	11 680	3 532
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	14 791	1 360
3 bons numéros.....	239 984	680

Deuxième tirage du mercredi 29 novembre 2006 :

5 7 10 13 36 49

Numéro complémentaire : **21**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	3	66 471 599
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	24	404 785
5 bons numéros.....	720	46 658
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 849	2 528
4 bons numéros.....	31 088	1 264
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	35 718	334
3 bons numéros.....	450 791	167

Jocker + : 1 994 823

LOTO NATIONAL N° 96

Premier tirage du samedi 2 décembre 2006 :

16 19 22 29 30 39

Numéro complémentaire : **43**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	0	0
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	3	3 543 937
5 bons numéros.....	242	154 474
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	626	5 894
4 bons numéros.....	15 832	2 947
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	18 761	1 216
3 bons numéros.....	305 440	608

Deuxième tirage du samedi 2 décembre 2006 :

4 14 17 18 20 35

Numéro complémentaire : **7**

	NOMBRE de grilles gagnantes	RAPPORT par grille gagnante (pour 40 F CFP)
6 bons numéros.....	1	225 422 673
5 bons numéros et numéro complémentaire.....	10	1 096 551
5 bons numéros.....	253	147 947
4 bons numéros et numéro complémentaire.....	1 174	5 416
4 bons numéros.....	16 261	2 708
3 bons numéros et numéro complémentaire.....	35 534	524
3 bons numéros.....	316 783	262

Joker + : 6 482 699

AVIS REGLEMENTAIRE RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "KENO"

A partir du tirage Jackpot n° 675 du 4 décembre 2006 à 13 h 45 (heure métropolitaine) et jusqu'au tirage Jackpot n° 702 du 17 décembre 2006 à 21 heures inclus (heure métropolitaine), le lot mentionné sur le reçu de jeu dont le numéro de participation au tirage Jackpot est gagnant, selon les dispositions des articles 9.3.1 et 9.3.2 du règlement du jeu Keno, tient compte d'une majoration de 25 000 000 F CFP. Les sommes nécessaires à cet effet sont prélevées sur le fonds de réserve mentionné à l'article 12.2 du règlement du jeu.

Toutefois, si le lot Jackpot du dernier tirage de l'opération (soit le tirage n° 702 du dimanche 17 décembre 2006 à 21 heures [heure métropolitaine]) calculé selon les dispositions des articles 9.3.1 et 9.3.2 du règlement, complétées par les dispositions ci-dessus, n'est pas attribué à un gagnant, le report qui sera effectué pour le tirage n° 703 du lendemain à 13 h 45 (heure métropolitaine) tiendra compte de la majoration de 25 000 000 F CFP du lot Jackpot annoncé lors du tirage Jackpot n° 702 du dimanche 17 décembre 2006 à 21 heures (heure métropolitaine) et non attribué.

Fait à Paris, le 29 novembre 2006.

Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
par délégation :
Le directeur juridique,
Michel JANOT.

Le président-directeur général
de La Pacifique des Jeux,
par délégation :
Le directeur juridique,
Michel JANOT.

KENO

Lundi 27 novembre 2006

1er tirage

Jackpot : 2 96 03 98 — Joker + : 7 763 080

4	5	6	22	24	33	34	37	39	48
50	53	56	58	60	61	66	67	68	69

2e tirage

Jackpot : 0 57 97 14 — Joker + : 1 829 637

2	5	9	10	16	17	18	20	22	26
27	28	34	36	42	49	55	66	69	70

Mardi 28 novembre 2006

1er tirage

Jackpot : 6 10 38 03 — Joker + : 1 827 446

3	9	10	13	14	21	27	31	32	36
38	45	51	53	56	58	61	62	64	65

2e tirage

Jackpot : 7 65 45 22 — Joker + : 2 350 843

1	8	13	19	22	23	27	31	34	43
44	47	55	57	60	63	65	66	67	68

Mercredi 29 novembre 2006

1er tirage

Jackpot : 3 48 11 36 — Joker + : 0 149 354

5	9	15	16	21	24	26	29	36	40
44	50	52	54	58	59	60	61	62	70

2e tirage

Jackpot : 1 20 26 74 — Joker + : 1 994 823

8	10	11	12	14	15	17	27	29	31
36	41	43	50	53	56	57	61	64	69

Jeudi 30 novembre 2006

1er tirage

Jackpot : 0 19 00 12 — Joker + : 3 888 780

3	4	9	14	15	22	23	25	26	27
31	34	37	43	53	55	56	59	66	69

2e tirage

Jackpot : 6 30 71 51 — Joker + : 3 907 626

4	5	6	7	13	19	22	24	25	26
37	43	45	46	47	54	59	63	65	67

Vendredi 1er décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 8 43 25 54 — Joker + : 7 396 685

1	2	4	7	17	22	30	33	35	42
47	48	51	56	58	61	63	64	66	69

2e tirage

Jackpot : 4 07 19 99 — Joker + : 0 287 375

1	4	8	13	16	17	19	24	30	36
38	39	41	43	46	47	50	58	61	65

Samedi 2 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 3 17 38 11 — Joker + : 4 449 595

1	5	13	14	15	18	20	21	22	24
30	33	41	43	52	53	55	58	63	70

2e tirage

Jackpot : 3 69 68 81 — Joker + : 6 482 699

1	4	7	10	11	12	17	19	24	26
27	36	44	48	51	54	57	64	68	70

Dimanche 3 décembre 2006

1er tirage

Jackpot : 6 46 87 75 — Joker + : 5 666 607

4	5	6	8	14	15	16	17	22	29
32	34	40	44	47	49	52	61	66	69

2e tirage

Jackpot : 2 33 87 96 — Joker + : 5 625 884

3	4	5	9	12	24	25	30	31	40
41	44	45	52	55	56	59	67	69	70

MODIFICATION PROVISOIRE DU REGLEMENT DU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "RAPIDO"

Article 1er.— Du 4 au 17 décembre 2006 et uniquement pour les tirages n^{os} 95 à 131 et n^{os} 167 à 250 de cette période, le règlement du jeu dénommé Rapido fait le 25 septembre 2002, avec modifications du 15 novembre 2002, du 8 mars 2004, du 18 octobre 2004, du 15 février 2005, du 1er avril 2005, du 20 décembre 2005 et du 30 juin 2006, publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française, est complété provisoirement par les dispositions suivantes. Celles-ci seront caduques après le tirage n^o 250 du 17 décembre 2006.

Les dates et références des tirages susmentionnés sont celles de la métropole.

Art. 2.— Du lundi 4 décembre au dimanche 17 décembre 2006 inclus, un 10e rang de gains est ajouté aux tirages n^{os} 95 à 131 et n^{os} 167 à 250. En conséquence, pendant cette période, les sous-articles 9.2 et 9.3 sont modifiés comme suit :

- Au tableau du sous-article 9.2, la ligne suivante :

10e rang	3	1	1 sur 11,36	100 F CFP
----------	---	---	-------------	-----------

est ajoutée après la dernière ligne.

- Au tableau du sous-article 9.3, la ligne suivante :

3	1	100 F CFP	100 F CFP	100 F CFP	100 F CFP
---	---	-----------	-----------	-----------	-----------

est ajoutée après la ligne :

4	1	100 F CFP	100 F CFP	100 F CFP	100 F CFP
---	---	-----------	-----------	-----------	-----------

- Au second alinéa du sous-article 10.2, le mot "10e" est ajouté après le mot "9e".
- A la fin de l'article 11, la phrase suivante est ajoutée : "les lots du 10e rang sont financés par prélèvement sur le fonds de réserve."

Art. 3.— Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 novembre 2006.

Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
par délégation :
Le directeur juridique,
Michel JANOT.

Le président-directeur général
de La Pacifique des Jeux,
par délégation :
Le directeur juridique,
Michel JANOT.

AVIS RELATIF AU JEU DE LA FRANÇAISE DES JEUX DENOMME "EURO MILLIONS"

Article 1er.— En cas d'absence de gagnant de 1er rang au tirage du 1er décembre 2006, les sommes affectées aux gagnants de 1er rang du tirage du 8 décembre 2006, définies conformément aux sous-articles 8.4.1 et 8.5.4 du règlement du jeu, seont majorées d'une somme de 3 000 000,00 euros (357 995 226 F CFP) prélevée sur le Fonds Booster en application du sous-article 8.4.2.2 du règlement du jeu.

Art. 2.— En cas de gagnant(s) de 1er rang au tirage du 1er décembre 2006, un gain minimum de 15 millions d'euros (1 789 976 133 F CFP) sera garanti pour l'ensemble des gagnants de 1er rang du tirage du 8 décembre 2006, en application de l'article 8.7. du règlement du jeu.

Art. 3.— La garantie de l'article 2 ci-dessus consiste à compléter si nécessaire jusqu'à la somme précitée la part des mises affectée au 1er rang au moyen d'un prélèvement sur le Fonds Booster, en application du sous-article 8.4.2.2 du règlement du jeu.

Fait à Boulogne-Billancourt, le 27 novembre 2006.

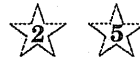
Le président-directeur général
de La Française des Jeux,
Christophe BLANCHARD-DIGNAC.

Le président
de La Pacifique des Jeux,
Roland de VILLEPIN.

EURO MILLIONS

Vendredi 1er décembre 2006 - N° 48

4 8 16 37 41



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	0	5	76 600 453
5		4	9	12 076 646
4 +	☆ ☆	38	140	554 534
4 +	☆	397	1 622	31 909
4		573	2 174	16 658
3 +	☆ ☆	1 610	6 557	7 887
3 +	☆	21 621	81 907	3 221
2 +	☆ ☆	24 243	96 441	2 350
3		28 992	109 723	2 207
1 +	☆ ☆	132 026	519 878	1 002
2 +	☆	292 223	1 111 142	1 109

Joker + : 0 287 375